adf
AFRICA DEFENSE FORUM

La technologie modifie le maintien de la paix

Le matériel de pointe sert de multiplicateur de force

LA RAPIDITÉ POUR SAUVER

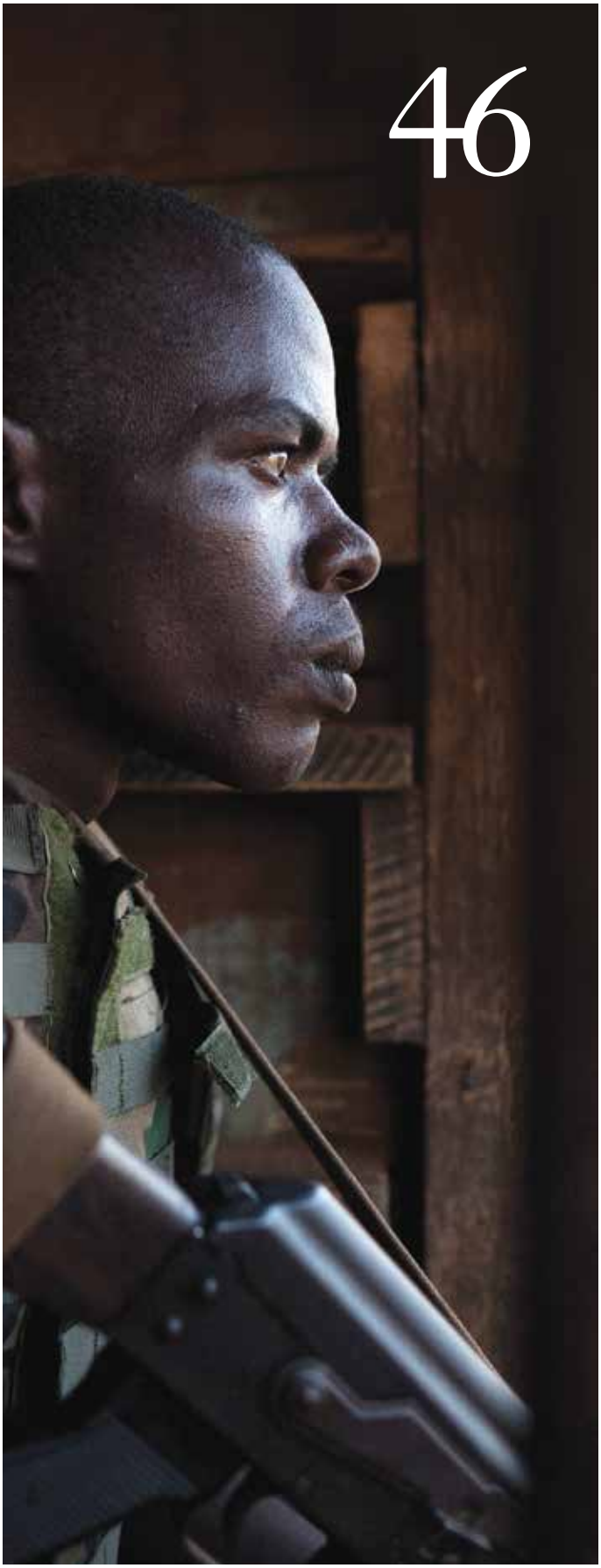
L'Union africaine crée un mécanisme d'intervention rapide

EBOLA

Entretien avec le général Julius Oketta chef de la mission de soutien de l'UA contre l'épidémie d'Ebola

VISITEZ-NOUS SUR : ADF-MAGAZINE.COM

TABLE DES MATIÈRES



articles

8 **Instaurer des capacités durables de maintien de la paix en Afrique**
Le Colonel Daniel Hampton, du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, trace la voie à suivre.

14 **Les opérations de paix en chiffres**
Les pays africains participent aux missions sur le continent et à l'extérieur.

20 **Ebola**
Mobilisation des armées contre un nouvel ennemi.

30 **Entretien avec le général Julius Oketta**
Un général ougandais à la tête de la mission de l'Union africaine pour affronter le virus mortel.

34 **Paroles d'apaisement**
Les stratégies de médiation peuvent contribuer à mettre un terme aux conflits et à jeter les bases d'une paix durable.

40 **Les soldats de la paix se tournent vers la technologie**
Le matériel de pointe devient plus abordable et sert de multiplicateur de force dans le maintien de la paix.

46 **La rapidité pour sauver**
Après des années de crise, l'Union africaine crée un nouveau mécanisme d'intervention militaire rapide.

50 **Pris entre deux feux**
Des efforts sont en cours en Somalie et ailleurs pour protéger les civils lors des missions de maintien de la paix.

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

18 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

***Africa Defense Forum* est à présent disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site adf-magazine.com

ILLUSTRATION *ADF*

EN COUVERTURE : Cette photo originale illustre les nouvelles technologies comme les drones, les systèmes GPS et les lunettes de vision nocturne qui aident les soldats de la paix à accomplir leur mission.

POINT DE VUE

Pendant des décennies, l'Afrique a accueilli de nombreuses missions internationales de maintien de la paix. Cela n'a pas été facile, mais l'un des avantages est que les pays africains peuvent maintenant se vanter de posséder les soldats de la paix les plus expérimentés et les mieux entraînés du monde. Année après année, ces hommes et ces femmes définissent la norme pour les interventions dans les zones de crise.

En 2013, plus de 70.000 soldats de la paix africains ont servi dans des missions de l'Union africaine et des Nations Unies. Près des trois-quarts des pays africains – 39 – avaient des soldats de la paix déployés quelque part dans le monde. Les opérations de maintien de la paix figurent généralement en première place sur les CV des chefs militaires des pays africains, et il n'est pas rare d'entendre que les états de service d'un officier incluent des missions au Moyen-Orient, en Asie et autre, à des postes de commandement. Cette connaissance et expertise approfondies portent leurs fruits.

Après des années d'efforts soutenus en Somalie, la mission de l'UA, forte de 22.000 hommes, a renversé la situation contre les insurgés d'Al-Shebab et restauré l'ordre dans la capitale Mogadiscio et sur la côte. En République centrafricaine, la mission de soutien sous conduite africaine s'est interposée entre les belligérants pendant des mois pour désamorcer ce que l'ONU avait qualifié de « pré-génocide ». Ces efforts ont donné à l'ONU le temps et l'espace nécessaires pour prendre le contrôle de la mission. En Afrique de l'Ouest, la mission de l'UA aide à endiguer l'épidémie d'Ebola et à traiter les personnes infectées.

En dépit de ce bilan positif, il y a encore matière à amélioration. L'UA souhaite que ses missions soient plus rapides, utilisent davantage les technologies de pointe et dépendent moins de la force. À cet effet, l'UA a identifié un besoin de créer une capacité de réaction rapide pour intervenir dans les conflits avant qu'ils ne dégénèrent en crise. L'UA soutient aussi la médiation et le dialogue, pour résoudre les conflits sans intervention militaire là où c'est possible et met davantage l'accent sur la protection des civils dans les zones de combat. Enfin, l'UA et les pays africains intègrent les technologies de pointe les plus abordables pour protéger les soldats et augmenter leur efficacité sur le champ de bataille.

Ce ne sera pas chose facile, mais dans le maintien de la paix, comme dans la vie, l'expérience est inestimable. Avec le ferme engagement des pays africains, des organisations régionales et de la communauté internationale, l'Afrique continuera d'ouvrir la voie aux innovations dans le maintien de la paix, même si le besoin d'interventions diminue.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Des soldats camerounais, participant à la mission de l'Union africaine en République centrafricaine, patrouillent dans les rues de Bangui. THE ASSOCIATED PRESS

Renforcer les capacités de maintien de la paix

Volume 8, 1e trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'*ADF*, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

La fin du terrorisme *sur le continent* commence de l'intérieur

En septembre 2014, les autorités ougandaises ont découvert une cellule terroriste d'Al-Shebab dans notre plus grande ville, Kampala. Des explosifs ont été découverts et il ne fait aucun doute que ce groupe de terroristes n'avait d'autre intention que de causer un carnage dans les rues de la ville.

Rose Namayanja Nsereko

est une avocate ougandaise, auteure, directrice du secteur de la sécurité et ancienne députée. Elle est ministre de l'Information et de l'Orientation nationale du gouvernement ougandais depuis mai 2013. Cet article a été initialement publié sur Aljazeera.com et a été écourté pour des besoins d'espace.

À peine quatre ans s'étaient écoulés depuis que des terroristes avaient posé des bombes qui ont dévasté deux endroits où la foule s'était rassemblée pour regarder un match de la coupe du monde de football. Aujourd'hui, presqu'un an après les tragiques événements du centre commercial Westgate à Nairobi, ces derniers développements montrent que les gouvernements, dans toute l'Afrique de l'Est, ne pourront jamais baisser leur garde.

Le gouvernement ougandais a immédiatement pris des mesures pour renforcer notre sécurité nationale – en augmentant la sécurité dans les lieux publics, en s'associant à des organisateurs de manifestations publiques et en déclenchant des plans de lutte antiterroriste, y compris la surveillance.

Il est intéressant d'examiner comment s'est déroulée la découverte faite en septembre 2014. Parallèlement à d'autres récents succès dans le démantèlement d'importants réseaux de cellules terroristes en Afrique de l'Est, notre stratégie était basée sur une large coalition d'expertise en matière de renseignement, partagée entre divers pays de l'Union africaine, à laquelle s'est ajoutée une aide internationale.

Nous savons qu'un pays ne peut pas lutter seul contre des réseaux terroristes complexes et souvent très élaborés. Des réseaux comme Al-Shebab ont prouvé qu'ils pouvaient opérer efficacement à travers des frontières poreuses en s'aidant de la technologie et de réseaux criminels sophistiqués – traite d'enfants, contrebande et trafic de drogue – qui n'ont que faire des frontières rigides entre les pays.

Après la disparition d'Ahmed Abdi Godane, le chef spirituel d'Al-Shebab, tué lors d'une frappe aérienne américaine opérant conjointement avec les forces de l'AMISOM [Mission des Nations Unies en Somalie], il semble qu'une coalition internationale multiforme et flexible soit la réponse pour lutter efficacement contre la domination rampante des factions islamiques extrémistes en Afrique de l'Est.

La cellule terroriste de Kampala a cruellement rappelé qu'il fallait plus que des frappes aériennes ciblées pour couper les tentacules des cellules terroristes qui opèrent dans notre région. Mais le succès relatif de l'AMISOM en Somalie montre bien que l'Afrique peut être à l'épicentre d'une immobilisation fructueuse de la terreur sur notre continent.

En tant qu'Ougandais, notre engagement contre le terrorisme s'est manifesté dès le début, lorsque nous avons été le premier pays à déployer des troupes en Somalie. Nous y avons opéré pendant deux ans avant que d'autres pays contributeurs de troupes nous rejoignent.

AMISOM est aujourd'hui une force de maintien de la paix crédible, qui a affronté les réseaux somaliens profondément divisés et fracturés de seigneurs de guerre, de clans et de factions militantes, pour apporter un semblant de stabilité à la capitale Mogadiscio. La Somalie a encore beaucoup de chemin à parcourir avant de pouvoir prétendre restaurer les fondations d'un État fonctionnel, mais c'est une force africaine, qui a fait le plus de progrès, avec l'aide de la technologie et de fonds occidentaux.

AMISOM a été l'histoire d'une coopération internationale. L'engagement financier a été considérable – 1,5 milliard de dollars d'aide en plus de fonds supplémentaires pour la mission de l'UA. Pourtant, comparé à des opérations de maintien de la paix en République démocratique du Congo ou en Afghanistan, ce qui a été réalisé par une coalition de pays africains avec les ressources déployées est considérable.

En Somalie, les troupes on été entraînées à utiliser leurs armes de manière responsable de sorte à minimiser les pertes civiles. Elles sont allées au-devant des populations locales et leur ont fourni une assistance médicale de base. Et alors que les cellules terroristes continuent le récit des interventions occidentales dans des pays étrangers, la présence d'une force régionale africaine unie montre que nous pouvons gagner le cœur et les esprits de ceux qui doutent de nos motifs.

La police ougandaise monte la garde devant un centre commercial populaire de Kampala en septembre 2014 après l'arrestation d'extrémistes suspectés d'appartenir à Al-Shebab, accusés d'avoir préparé des attentats à la bombe. AFP/GETTY IMAGES

Les arrestations de septembre 2014 – et les avancées de l'année écoulée – ont montré que la coopération internationale, avec les pays africains en son centre, est la meilleure réponse au terrorisme. En Afrique, nous prouvons que nous sommes capables de relever ces défis par nous-mêmes. Cette guerre ne sera gagnée que si elle est menée de l'intérieur.

La Côte d'Ivoire en quête de devenir le bol de riz de l'Afrique de l'Ouest

REUTERS

La Côte d'Ivoire augmente la production et la transformation du riz, dans l'espoir de lancer les exportations en 2018 et de créer plus d'un million d'emplois.

Le pays, plus connu pour être le plus grand producteur de cacao du monde, investit environ 4 milliards de dollars dans la denrée de base régionale, dans le cadre d'un programme de diversification de son secteur agricole.

L'économie du pays a accusé une croissance de 9,8 pour cent en 2012, mais le chômage, parmi ses 20 millions d'habitants, reste élevé, notamment chez les jeunes.

Bien que le pays soit actuellement importateur de riz, Yacouba Dembele, directeur de l'Office national de développement de la riziculture, vise l'autosuffisance d'ici deux ans. « Nous voulons être le grenier à grain de la sous-région [ouest-africaine] et, à partir de 2018, nous voulons commencer à satisfaire les besoins en riz de la sous-région, nous en avons le potentiel », a déclaré Yacouba Dembele.

Le programme prévoit la distribution, par le gouvernement, de semences à haut rendement aux agriculteurs et le financement du développement de nouvelles zones de production et de systèmes d'irrigation. Dans et autour de la ville occidentale de Gagnoa, l'une des régions ayant bénéficié du programme, des dizaines de nouvelles rizières sont apparues.

« Il y avait des rizières abandonnées qui sont maintenant utilisées », a déclaré Mamadou Diaby, agriculteur. « Nous avons des pluies abondantes, ce qui signifie que nous pouvons cultiver toute l'année. Il y a des rizières qui produisent deux ou même trois récoltes par an ».

La production rizicole de la Côte d'Ivoire a atteint 980.000 tonnes métriques en 2012, première année du plan de développement, par rapport à 550.000 tonnes métriques en 2011. En 2013, la production a atteint 1,2 million de tonnes métriques et devrait grimper à 1,6 million en 2014.

Entre temps, les importations sont tombées de 1,26 million de tonnes métriques en 2012 à 830.000 tonnes métriques en 2013.

Afin de devenir autosuffisante, la Côte d'Ivoire doit atteindre une production de 2 millions de tonnes métriques. Yacouba Dembele espère avoir atteint cet objectif en 2016. Le gouvernement entend alors créer des stocks pour se prémunir contre les fluctuations de prix sur les marchés internationaux avant de lancer les exportations vers les pays voisins deux ans plus tard. Le gouvernement ivoirien prévoit que du riz produit et transformé localement et du riz importé seront mis sur le marché à partir d'avril 2015.

Déchargement de sacs de riz dans le port d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Le pays d'Afrique de l'Ouest augmente la production de riz pour lancer les exportations et créer des emplois. AFP/GETTY IMAGES

Un adepte de la sablothérapie se fait donner à boire dans la région de Merzouga, au Maroc, en août 2014. Les nomades qui se sont installés à Merzouga se sont tournés vers le tourisme de bien-être pour gagner leur vie. AFP/GETTY IMAGES

LES TOURISTES PRATIQUENT LA SABLOTHÉRAPIE DANS **LES DUNES MAROCAINES**

AGENCE FRANCE-PRESSE

LES DUNES DE MERZOUGA s'élèvent au-dessus de la petite communauté dans le sud-est du Maroc, où la tribu berbère Aït Atta tire un revenu confortable du tourisme.

Pendant des années, les anciens nomades ont exploité des hôtels et des restaurants à Merzouga, une halte importante sur la route touristique du Maroc, au bord d'un erg. Maintenant, ils se tournent eux-mêmes vers le sable pour attirer les visiteurs.

Pendant environ 10 minutes, les visiteurs sont ensevelis jusqu'au cou pour une sablothérapie réputée soigner les rhumatismes, la lombalgie, la polyarthrite ou des maladies de peau.

À l'image du sauna, la thérapie facilite aussi l'élimination des toxines, comme l'affirment les nomades, tels qu'Abdesalam Sadoq, qui travaille maintenant dans le tourisme du bien-être.

« Nous proposons tous les types de tourisme, en particulier celui de la santé », a-t-il déclaré.

Les visiteurs en quête d'une cure ne viennent pas uniquement de l'étranger : beaucoup de Marocains croient fermement au pouvoir du désert. « Je me sens vraiment mieux et je reviens ici chaque année pendant une semaine », a déclaré Ali Kallamouche, de Beni Mellal, au centre du Maroc, souffrant d'une sciatique.

Un bain de sable à Merzouga coûte jusqu'à 10 euros (13 dollars) et lorsque les clients sortent du sable, ils sont enveloppés dans des serviettes chaudes pour que leur corps ne se refroidisse pas trop vite.

« Les gens viennent pour les bains de sable… et pour déguster les plats à base de plantes et d'herbes médicinales », a déclaré Sadoq, qui dirige aussi une association de promotion du tourisme dans le Sahara.

Le tourisme est une pierre angulaire de l'économie marocaine, représentant 10 pour cent du produit intérieur brut. Il est aussi en expansion, grâce au développement du secteur du bien-être.

Un hit transmet le message d'Ebola au Liberia

VOIX DE L'AMÉRIQUE

Dans la capitale libérienne, le hit *Ebola in Town (Ebola en ville)* transmet, sur un rythme dansant, un message sérieux pour prévenir l'infection.

Trois musiciens libériens ont eu l'idée d'écrire cette chanson, en mai 2014, parce qu'ils pensaient que les gens ne prenaient pas la menace de l'épidémie d'Ebola au sérieux. La chanson a attiré l'attention du public et, seulement quelques jours après l'enregistrement, *Ebola in Town* était devenu un hit national.

Le musicien Samuel « Shadow » Morgan a expliqué que lui et ses compagnons n'avaient pas voulu faire une chanson de sensibilisation. Ils voulaient produire quelque chose qui fasse danser les gens.

« Puisque tout le monde veut danser, ces derniers temps, ils danseront d'abord sur le rythme », a déclaré Morgan. « Ensuite, ils apprendront le refrain, et, à partir du refrain, les paroles et ce qu'elles veulent dire ».

Le dernier couplet, par exemple, explique comment on peut attraper la maladie en mangeant de la viande de brousse :

Si tu aimes le singe
Ne mange pas sa viande
Si tu aimes le babouin
Je dis ne mange pas sa viande
Si tu aimes la chauve-souris
Ne mange pas sa viande
Ebola en ville.

Des chansons comme *Ebola in Town* peuvent être des outils importants pour véhiculer un message sanitaire. Susan Krenn, directrice du Centre des programmes de communication de l'école de santé publique Bloomberg de l'université John Hopkins à Baltimore, aux États-Unis, a expliqué que la réaction émotionnelle à un air entraînant, permet de faire passer le message plus facilement. À la fin des années 80, elle s'était associée, avec son équipe, aux chanteurs nigérians Onyeka Onwenu et King Sunny Ade pour la production d'une chanson sur la contraception intitulée *Wait for me* (Attends-moi).

Ebola in Town n'est pas la seule chanson sur la maladie que l'on entend au Liberia. Le ministère de la Santé et du Bien-être social a diffusé une chanson avec ces paroles :

Lavez-vous toujours les mains à l'eau et au savon
Cuisez toujours bien vos aliments
Allez dans un centre sanitaire si vous avez mal à la tête
De la fièvre, des douleurs, des boutons, les yeux rouges
et si vous vomissez.

La célèbre star internationale de football, George Weah, a aussi produit une chanson pour conscientiser le public sur Ebola. Aujourd'hui homme politique et chanteur, Weah a été élu autrefois meilleur joueur de la FIFA et il s'est présenté deux fois aux élections. Il a déclaré à Associated Press que le ministère libérien de la Santé lui avait demandé de soutenir ses efforts de conscientisation. Il s'est alors associé avec le musicien ghanéen, Sidney, pour enregistrer la chanson. Le produit des ventes sera reversé au ministère libérien de la Santé.

LE NIGERIA LANCE LES CARTES D'IDENTITÉ NATIONALE ÉLECTRONIQUES

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

AFP/GETTY IMAGES

Le président nigérian Goodluck Jonathan avec une copie de sa carte d'identité électronique, au côté d'Uche Secoundus, à droite, président du conseil de la Commission de gestion de l'identité nationale, au cours du lancement des cartes à Abudja, en août 2014.

Le président nigérian Goodluck Jonathan a lancé officiellement, en août 2014, une carte d'identité nationale électronique que tous les Nigérians devront détenir d'ici à 2019, pour pouvoir voter. Jonathan a reçu la première carte biométrique qui peut aussi être utilisée pour effectuer des paiements électroniques.

« La carte ne sert pas seulement à justifier de votre identité, mais c'est aussi une base de données personnelles et une carte de paiement, que vous avez en poche », a déclaré Goodluck Jonathan lors du lancement à Abuja. « Je me suis intéressé de près à ce projet, principalement en raison de sa profonde incidence sur toutes les facettes du tissu socio-économique de notre cher pays ».

Selon la Banque centrale du Nigeria, environ 30 pour cent des 167 millions d'habitants du pays possèdent un compte bancaire.

MasterCard, qui fournit l'élément carte de prépaiement de la carte a déclaré, dans un communiqué, que la combinaison d'une carte d'identité et d'une carte bancaire pour les personnes de plus de 16 ans, « élimine l'une des principales barrières à l'inclusion financière – la preuve d'identité ».

Sur la nouvelle carte figurent, une photo de la personne, son nom, son âge et son numéro unique d'identité. Dix empreintes digitales et de l'iris sont scannées lors de l'enregistrement, pour garantir qu'il n'y aura pas de doublon dans le système.

Pendant la phase pilote, où les noms ont commencé à être enregistrés, en octobre 2013, 13 millions de cartes d'identité seront délivrées. Il y a des centres d'inscription dans les 36 États. La carte est gratuite, elle ne sera payante que si elle doit être remplacée.

La Commission nigériane de gestion de l'identité nationale, qui est à l'origine du lancement, tente d'intégrer plusieurs fichiers nationaux, dont ceux des permis de conduire, des listes électorales, de l'assurance santé, des impôts et des retraites.

Des soldats des Forces de défense populaires de l'Ouganda s'entraînent au maniement des armes au centre d'entraînement aux opérations de maintien de la paix de Singo à Kakola, en Ouganda.

THE ASSOCIATED PRESS

INSTAURER DES CAPACITÉS DURABLES DE MAINTIEN DE LA PAIX EN AFRIQUE

COLONEL DANIEL HAMPTON | CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Le colonel Daniel Hampton est conseiller militaire principal auprès du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA). Officier de carrière dans l'infanterie et officier spécialiste régional de l'Armée de terre des États-Unis, il a 29 ans de service à son actif. Il a notamment exercé les fonctions d'attaché à la Défense en Afrique du Sud, au Lesotho, au Malawi, au Swaziland et au Zimbabwe. Cet article est adapté d'une note de synthèse de 2014 du CESA sur l'Afrique. Il a été modifié pour correspondre au présent format.

Les États maintiennent une présence militaire pour défendre leurs frontières, dissuader les agressions, faire la guerre et remporter des victoires. Ce sont là des missions normalement associées aux capacités militaires classiques. Cependant, nombreux sont de nos jours les États qui sont susceptibles d'employer leurs forces armées dans le cadre d'opérations de soutien de la paix plutôt que dans des opérations militaires classiques. Plus de 100 pays fournissent des soldats pour appuyer les 16 opérations de paix des Nations Unies actuellement en cours. Des nations de plus en plus nombreuses entraînent, dotent en ressources et équipent leurs forces armées pour leur permettre d'acquérir les connaissances et les compétences militaires spécifiques qui sont requises dans les opérations de maintien de la paix. Il en est tout particulièrement ainsi en Afrique. Non seulement 78 pour cent de tous les soldats de la paix des Nations Unies sont actuellement déployés sur le continent africain, mais aussi près de la moitié des casques bleus sont Africains. Plus de 70.000 soldats issus de 39 différents pays du continent sont en service actif dans le cadre d'opérations de paix de par le monde. La plupart de ces opérations étant menées en Afrique, il est de l'intérêt des pays africains en matière de sécurité régionale d'y participer, de contribuer à la stabilisation et d'apporter leur assistance pour aider à définir l'environnement post-conflit.

La participation à une opération de maintien de la paix (OMP) peut également apporter des ressources complémentaires à des budgets de défense habituellement soumis à de fortes contraintes. Lorsqu'un pays contributeur de contingents déploie des forces, le paiement correspondant versé par les Nations Unies par soldat, associé aux remboursements concernant le matériel lui appartenant, lui procure un complément financier appréciable. Par exemple, la mise à disposition d'un bataillon classique de 800 soldats dans le cadre d'une OMP des Nations Unies peut rapporter au pays contributeur plus de 7 millions de dollars pour un déploiement de 6 mois. Les acteurs extérieurs (à savoir les pays occidentaux) voient dans l'apport de formation et de matériel aux gouvernements africains un avantage comparatif qui le rend préférable au déploiement de leurs propres troupes dans une zone de crise. L'apport de formation et d'équipements est non seulement perçu comme une initiative relativement peu coûteuse pour faire face à une crise de sécurité émergente ou existante, mais il a également pour effet de resserrer les liens de coopération en matière de sécurité avec des partenaires africains.

Cette intersection d'intérêts s'appuyant les uns les autres s'est traduite par une abondance de programmes, d'activités, d'exercices et d'événements visant tous à accroître les capacités de maintien de la paix sur le continent africain. Toutefois, le débat reste ouvert sur les effets tangibles et les bienfaits à long terme de ces efforts. S'il est exact que des capacités sont souvent créées ou renforcées pour faire face à des crises particulières ou en vue de missions précises, ces capacités et l'état de préparation opérationnelle sont souvent de courte durée, comme le prouvent le cycle récurrent des programmes de formation dispensés par les donateurs et l'incapacité fréquente de l'Union africaine à répondre rapidement aux crises émergentes. Une étude de l'UA sur la crise malienne de 2012-2013 déplore, par exemple, « l'incapacité de l'Afrique, malgré son engagement politique aux côtés du Mali, à faire face à l'urgence ».

LE PROBLÈME DU MAINTIEN DE L'ÉTAT DE PRÉPARATION

L'assistance au maintien de la paix fournie habituellement par les donateurs est souvent décrite comme étant des « programmes de formation et d'équipement ». Ils consistent généralement en la constitution par une armée africaine d'une cohorte composite de stagiaires africains, groupe pouvant, ou non, être le contingent qui sera déployé pour prendre part à une opération. Les instructeurs appartiennent normalement à des forces

armées occidentales ou, cas relativement fréquent, à des sociétés militaires privées (SMP). Les équipements fournis à titre de don peuvent être ou ne pas être compatibles avec le matériel, les pièces détachées et les systèmes de maintenance dont est déjà doté le pays hôte. Un tel modèle produit, dans le meilleur des cas, des compétences épisodiques et passagères.

Les États-Unis sont le principal donateur. Par le biais de programmes tels que l'Initiative pour une capacité africaine de réaction aux crises (ACRI), le programme African Contingency Operations and Training Assistance (ACOTA) et l'Initiative mondiale pour les opérations de paix (GPOI), le gouvernement des États-Unis a formé plus de 250.000 soldats africains dans le domaine des opérations d'appui à la paix, à un coût d'environ 228 millions de dollars par an.

Ceci pourrait laisser penser qu'il existe actuellement un quart de million de soldats africains bien formés et disponibles pour des déploiements dans le cadre de missions de maintien de la paix. Or ce n'est pas le cas. En réalité, toutes les compétences militaires sont intrinsèquement éphémères. Un soldat de la paix formé dans le passé n'est pas un soldat de la paix formé dans le présent et un soldat de la paix formé dans le présent n'est pas non plus formé ni disponible pour l'avenir. Les soldats formés à effectuer des tâches accusent une dégradation de cette compétence au bout de 60 jours. On estime que, en l'absence de pratique ou de nouvelle formation, après 180 jours, la perte de compétence atteint 60 pour cent. Pour la formation à des tâches collectives (formation d'équipes), le taux de dégradation est encore plus rapide.

La cohésion du collectif est une qualité essentielle incontournable des capacités durables de maintien de la paix. Dans les contingents africains affectés aux missions de maintien de la paix, l'unité bénéficiaire de la formation est fréquemment une entité composite provenant de multiples organisations et complétée par des soldats isolés qui n'ont jamais reçu de formation tous ensemble. Dans un tel scénario, une fois la formation terminée, les soldats repartent dans leurs unités, la compétence collective de réalisation de tâches étant de ce fait pratiquement perdue. Lorsque l'entité formée est déployée immédiatement dans le cadre d'une opération d'appui à la paix, la rétention des compétences dure plus longtemps. Toutefois, au terme d'une rotation normale de 6 mois, l'entité ne peut plus être considérée comme une force de maintien de la paix formée si elle ne conserve pas sa cohésion et si elle ne bénéficie pas d'une formation de maintien en puissance.

Le maintien de la cohésion de l'unité après la phase de déploiement est difficile en raison de la réaffectation, de l'avancement, de la rétention et de la reconstitution. Il est donc d'une importance primordiale, pour assurer la présence de capacités durables de maintien de la paix, d'institutionnaliser la formation par le biais d'un système établi de formation militaire professionnelle (FMP). Or un tel système fait défaut dans de nombreux pays africains qui ne sont donc pas en mesure de dispenser une formation en

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS : UN CONTINUUM, PAS UN ÉVÉNEMENT

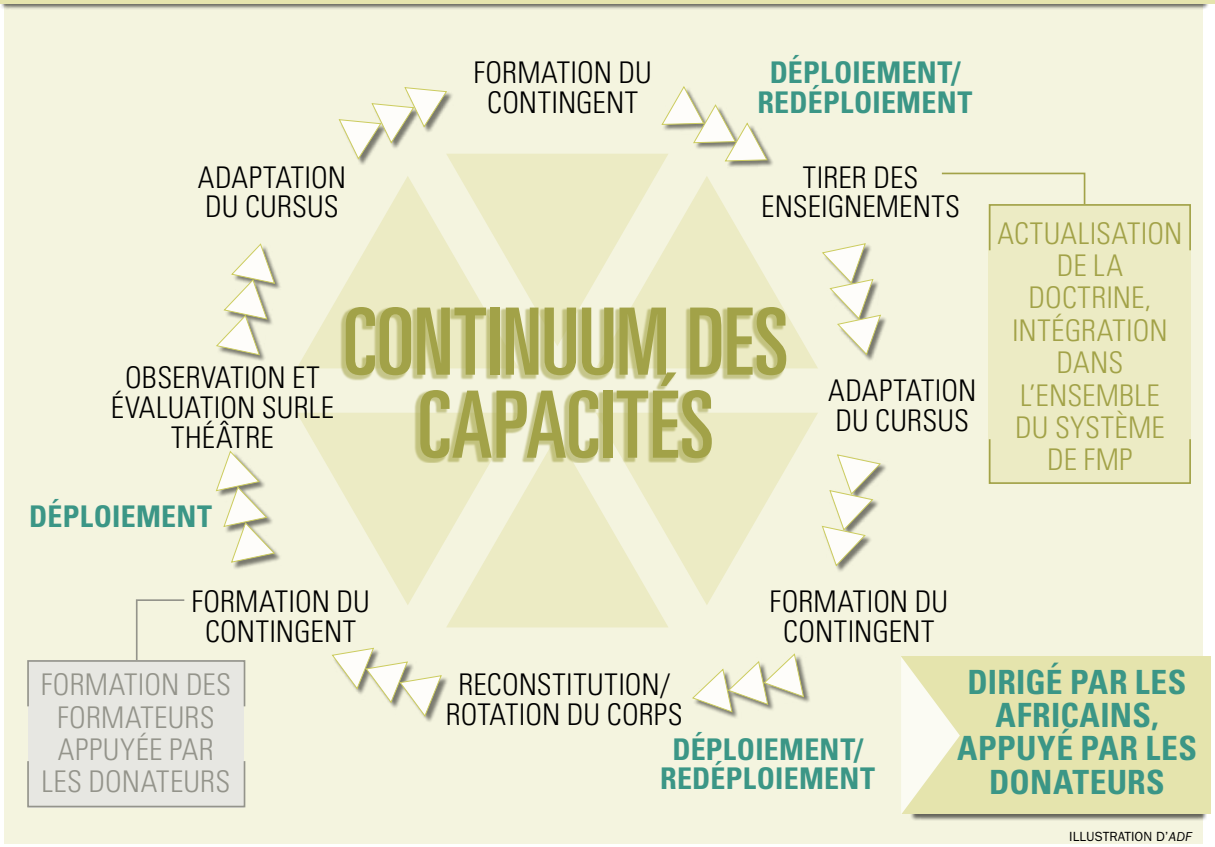


ILLUSTRATION D'*ADF*

complément de celle fournie par les partenaires internationaux. Il en résulte que les connaissances et l'expérience acquises se dissipent, les aptitudes ne sont pas renforcées et les capacités ne sont pas conservées.

La clé de la rétention des compétences de maintien de la paix réside dans la présence d'une capacité de formation autochtone et institutionnalisée. Le programme ACOTA des États-Unis reconnaît ce principe dans sa déclaration de mission, mais à ce jour, la création en Afrique d'institutions durables de formation au maintien de la paix n'a connu qu'un succès mitigé. Bien qu'au lancement du programme ACRI, en 1997, l'accent ait été résolument mis sur « la formation des formateurs », cette approche n'a jamais été pleinement appliquée. Lorsque le programme ACRI a fait place à l'ACOTA en 2002, le souhait de mettre en place une capacité institutionnelle est demeuré le même mais dans la pratique, le programme a surtout continué à procurer une formation à des soldats africains, non pas à produire des cadres instructeurs professionnels au sein des forces armées africaines. Les instructeurs qui dispensent des formations étaient toujours pour la plupart des Américains appartenant presque exclusivement à des SMP.

Trop fréquemment, dans les cas où l'approche retenue a été celle de la formation des formateurs, le pays partenaire africain n'a pas employé les instructeurs formés pour faire de la formation et un grand nombre de ceux-ci ont été réaffectés à d'autres postes ou déployés peu après avoir terminé la formation dispensée par les donateurs. À mesure que les États africains se font plus nombreux à affecter une partie de leurs forces de défense à des opérations de paix, plusieurs d'entre eux ont constaté l'utilité de se doter d'établissements spécialisés de formation au maintien de la paix. Si un partenaire extérieur est disposé à fournir des instructeurs, des supports de formation et des ressources pour une activité de formation ou un exercice spécifique, alors le pays hôte voit mal l'avantage qu'il y aurait à assumer en permanence les coûts de mise en place, de dotation en personnel et de fonctionnement d'un établissement de formation. Bien qu'il semble que cette approche pragmatique puisse se comprendre dans un contexte où les ressources allouées au budget de la défense sont limitées, c'est un modèle qui n'offre guère de possibilités de longévité institutionnelle. C'est pourquoi il est important que les centres de formation au maintien de la paix soient intégrés au sein d'un système de FMP plus vaste. Une telle approche permet de pérenniser davantage les capacités et produit des économies d'échelle au niveau des coûts d'un corps d'instructeurs à plein temps et des ressources de fonctionnement requises.

Soldats des Forces de défense populaires de l'Ouganda à l'entraînement. L'un d'entre eux, tenant un morceau de bois représentant une arme, s'entraîne aux opérations urbaines au centre d'entraînement aux opérations de maintien de la paix de Singo à Kakola, en Ouganda.
THE ASSOCIATED PRESS

UN NOUVEAU MODÈLE

Un nouveau modèle d'assistance au maintien de la paix devra être axé sur la création et le soutien d'institutions autochtones, au sein desquelles une équipe d'instructeurs militaires professionnels formera les soldats qui composeront les contingents de maintien de la paix. Dans ce nouveau modèle, les tactiques, techniques et procédures de maintien de la paix seront intégrées dans la doctrine et renforcées à tous les niveaux d'un système de FMP. Les enseignements tirés et l'expérience issue des activités opérationnelles sont intégrés dans les cursus et les exercices d'entraînement. La véritable mesure du succès n'est pas le nombre des effectifs formés mais l'aptitude du pays à maintenir ses capacités et son état de préparation opérationnelle et à répondre à une demande de l'UA ou des Nations Unies.

Le temps où l'instruction de soldats africains est dispensée principalement par des soldats occidentaux devrait être révolu depuis longtemps. En fait, plusieurs forces armées africaines peuvent être très justement qualifiées de forces de maintien de la paix professionnelles n'ayant guère besoin de formation extérieure. Le Ghana, le Rwanda, le Sénégal et l'Afrique du Sud ont fourni presque constamment des contingents aux missions des Nations Unies depuis plus d'une décennie. L'intégration de ces enseignements, de ces compétences et de cette expérience dans les systèmes africains de FMP constitue la clé de la mise en place d'aptitudes et de capacités durables.

Le retrait des instructeurs occidentaux offre un autre avantage en ce qu'il favorise l'autonomisation et la légitimation des sous-officiers du pays hôte. La mise en présence d'un instructeur et d'une unité constituée sous-entend l'existence d'une relation expert/novice.

La formation d'un corps d'instructeurs professionnels avant la tenue d'une activité d'entraînement d'un contingent assure que l'expert reconnu en la matière n'est plus un sous-traitant américain mais un sous-officier de la force africaine responsable.

Les nouveaux impératifs d'affectation de soldats de la paix formés à des missions dans des pays tels que le Mali, la RDC ou la Somalie influeront naturellement sur les méthodes employées. On ne saurait ignorer l'impact à court terme des missions de formation et d'équipement pour préparer des milliers de soldats de la paix à des déploiements dans des zones touchées par les crises. Cependant, nous nous préoccupons ici des opportunités manquées de gains à long terme que devraient apporter

Un formateur militaire français aide des soldats ougandais à se préparer pour un déploiement dans le cadre de la Mission de l'Union africaine en Somalie.

AFP/GETTY IMAGES

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE CAPACITÉS DURABLES

FORMATION DES FORMATEURS : renforcement des capacités des sous-officiers africains.

FORMATION DU CONTINGENT : les Africains forment des Africains.

INSTITUTIONNALISATION : centre de formation dédié ou concept d'équipe mobile de formation.

RETENTION DE L'EXPERTISE : maintien d'un corps d'instructeurs professionnels au sein des forces de défense.

MAINTIEN EN PUISSANCE : intégration des corps d'instructeurs et des cursus au sein de systèmes africains de FMP.

ADAPTATION : dégager et analyser les enseignements opérationnels ; actualisation des cursus de formation.

OPTIMISATION DES RESSOURCES : coordination de l'appui des donateurs pour en assurer la complémentarité.

les millions de dollars dépensés. L'adoption et l'application par les pays africains et partenaires d'une politique de renforcement des capacités institutionnelles se traduisent par une réduction de la demande de formation en réaction à une situation, du fait de l'augmentation du nombre de pays contributeurs de contingents qui maintiennent un état élevé de préparation opérationnelle. L'objectif doit être de créer des conditions propices à ce que les missions de formation et d'équipement soient l'exception et non la règle.

Plusieurs pays africains contributeurs de contingents aux Nations Unies, l'Afrique du Sud et le Nigeria pour n'en nommer que deux, se trouvent dans cette situation enviable de disposer à la fois d'un centre spécialisé de formation au maintien de la paix et d'un système complet de FMP jusqu'au niveau école de guerre inclus. Il reste toutefois à optimiser pleinement la relation entre l'expérience opérationnelle et l'enseignement institutionnel. En effet, il manque encore une organisation et un processus formels permettant de dégager des enseignements des expériences de terrain, de les analyser, puis de formuler et d'adapter des cursus de formation afin d'entretenir et d'améliorer les performances et les capacités.

L'International Peace Support Training Centre au Kenya et le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix au Ghana sont des exemples qui illustrent les succès remportés par les partenariats entre acteurs internationaux et États africains en matière de création de capacités de maintien de la paix. Bien que ni l'un ni l'autre de ces deux centres ne soit conçu pour dispenser des formations à des bataillons constitués, ce sont en revanche d'excellentes ressources pour une formation d'entretien. Financés principalement par des donateurs, ces centres sont des ressources sous-régionales qui dispensent des cours et des séminaires au niveau opérationnel et stratégique. Ces centres régionaux ne sauraient remplacer des capacités institutionnalisées de formation au maintien de la paix au sein d'un système militaire de FMP. Ils peuvent cependant apporter un complément efficace qui contribue à l'entretien et au maintien de compétences indispensables.

MAINTIEN EN PUISSANCE DE CAPACITÉS AFRICAINES DE MAINTIEN DE LA PAIX

Le renforcement des capacités et des aptitudes étant un continuum et non un événement ponctuel, son bon déroulement exigera des changements de la part des gouvernements africains ainsi que des partenaires internationaux. Les deux parties devront faire en sorte que des ressources et une assistance soient apportées tout au long du cycle de vie du contingent de maintien de la paix, afin de maximiser la rétention des compétences et de l'expérience pour les futures unités. En conséquence, outre les interactions durant les phases de pré-déploiement et de post-déploiement, il conviendrait que les mentors rendent visite à l'unité sur son théâtre d'opération, pour déterminer l'adéquation du programme d'instruction de pré-déploiement et le modifier au besoin.

Les programmes appuyés par les donateurs visant à renforcer les capacités des troupes africaines de maintien de la paix exigent une approche collective. L'assistance doit être coordonnée avec d'autres efforts internationaux et régionaux. L'assistance internationale doit se fonder au départ sur une liste de référence des normes de maintien de la paix établies par les Nations Unies et l'UA (le manuel à l'usage des bataillons d'infanterie des Nations Unies intitulé United Nations Infantry Battalion Manual est un excellent document de base indiquant les compétences

fondamentales que doivent posséder les soldats). On peut, à partir de cette liste de référence, formuler un programme d'instruction adapté aux tactiques, aux techniques, aux procédures en vigueur et à l'expérience du pays hôte.

Les décideurs africains devraient identifier de façon sélective les partenariats bilatéraux susceptibles de leur apporter une valeur ajoutée sous forme d'expertise ou de ressources transférant des capacités uniques ou supérieures. Les compétences militaires individuelles de base et les aptitudes à réaliser des tâches collectives classiques des OMP peuvent s'enseigner, et il est possible d'atteindre un bon niveau de compétence de manière relativement simple et structurée. Il existe des programmes d'instruction approuvés par les Nations Unies que tout corps d'instructeurs compétent peut adopter et appliquer. En revanche, la formation requise pour l'exécution de tâches et la résolution de problèmes plus complexes associés aux opérations d'appui à la paix ne peut s'acquérir par simple mémorisation. Par exemple, la lutte contre les engins explosifs improvisés (EEI), la neutralisation des explosifs et munitions (NEM) et le renseignement, la surveillance et la reconnaissance (RSR), sont des compétences que les États-Unis peuvent offrir pour accroître les capacités africaines en matière de maintien de la paix au-delà des compétences militaires de base. Bien que ces aptitudes aient été affinées par les forces américaines lors d'opérations anti-insurrectionnelles, elles s'avèrent de plus en plus applicables dans le cadre des OMP. Les menaces et les situations auxquelles font face les soldats de la paix au Mali, dans l'est de la RDC et en Somalie sont de plus en plus asymétriques, impliquant des acteurs non étatiques qui possèdent des capacités, des équipements et des technologies à des niveaux variables.

Ce type d'assistance à la sécurité est trop souvent, malheureusement, regroupé dans la vaste catégorie des programmes de « lutte contre le terrorisme », ce qui est d'une part trop limitatif et peut d'autre part avoir des connotations négatives. Il est important de prendre en considération toute la gamme des capacités exigées dans le cadre des OMP de façon à ne pas catégoriser trop étroitement certaines activités d'assistance et certains ensembles de compétences militaires.

Il est également utile, lors de l'établissement de partenariats d'assistance militaire, d'examiner le rôle des SMP. L'emploi de soldats plutôt que de sous-traitants civils pour la formation aux OMP offre plusieurs avantages pour les pays africains comme pour les pays donateurs. Bien que les SMP soient parfaitement compétentes pour dispenser la plupart des formations en respectant les mêmes normes que les instructeurs militaires, des différences apparaissent lorsque l'on compare les effets à court terme et à long terme. On ne saurait sous-estimer la valeur des liens professionnels forgés lors des interactions entre soldats. Au niveau du soldat, le partage d'expériences et d'expertise durant les exercices militaires est mutuellement bénéfique. Bien que les SMP remplissent un rôle complémentaire de celui des militaires lors des activités de formation, la valeur des contacts entre militaires perdure au-delà des strictes limites de la formation.

La pierre angulaire des capacités durables de maintien de la paix est la capacité institutionnelle de formation. Le modèle générique de formation au maintien de la paix, sous sa forme la plus simple, s'articule en trois phases. Lors de la première phase, celle de la formation des formateurs, il est fait appel à des experts étrangers en la matière pour dispenser, selon les besoins, une formation à un corps d'instructeurs du pays hôte. Durant la seconde phase, celle de la formation des soldats de la paix, les formateurs internationaux observent et encadrent les instructeurs africains, se limitant à jouer un rôle passif faisant intervenir peu d'interaction, voire aucune, avec les stagiaires. La troisième phase, et la plus difficile, celle de l'entretien de la formation, exige de conserver durablement un corps professionnel d'instructeurs au sein des forces africaines. Ceci requiert de la volonté de la part des hauts responsables de la défense et des forces armées et nécessite souvent une restructuration de l'organisation au sein de la force pour créer des postes d'instructeurs des armées qui soient permanents et valorisants, avec des perspectives d'avancement.

Idéalement, ce corps professionnel de formateurs au maintien de la paix se situerait dans le système de FMP d'une force de défense et se trouverait dans une école ou un centre institutionnalisé de formation au maintien de la paix. En outre, le cursus de formation au maintien de la paix devrait être intégré à tous les cours de perfectionnement professionnel (tels que les cours pour commandants de peloton et de compagnie, collèges d'état-major, cours pour sous-officiers). Si cette solution convient aux forces de défense bien établies et bien dotées en ressources, les forces moins bien loties peuvent toutefois, elles aussi, institutionnaliser le programme de formation en l'absence d'installations physiques dédiées ou d'un système de FMP complet. Un corps de formation au maintien de la paix organisé en équipe mobile de formation peut efficacement préparer et former les unités de façon à en pérenniser les capacités.

Les États africains doivent mieux tirer parti de l'aide des donateurs pour accroître puis entretenir l'état de préparation opérationnelle de leurs forces armées. Les soldats africains constituent la meilleure ressource pour former des soldats africains. De surcroît, les États africains doivent se garder de prendre l'habitude de dépendre de l'appui des donateurs pour participer aux missions des Nations unies ou de l'UA. Il est de leur intérêt de mettre en place et d'entretenir des capacités autochtones pour produire des soldats de la paix formés et prêts. De même, les pays donateurs devront, à un moment donné, mettre un terme au cycle apparemment perpétuel de formation de centaines de milliers de soldats de la paix africains, provenant souvent de la même poignée de pays, qui n'a que peu d'effets durables. L'établissement de capacités de maintien de la paix durables et institutionnalisées au sein des forces de défense africaines constitue le véritable intérêt commun aux deux parties. Ainsi, il est temps de dépasser le stade des missions de formation et d'équipement de nature réactive pour créer des capacités durables. ❑

LES OPÉRATIONS DE PAIX EN CHIFFRES

LES PAYS AFRICAINS PARTICIPENT AUX MISSIONS SUR LE CONTINENT ET À L'EXTÉRIEUR

PERSONNEL D'*ADF*

Au fil des années, l'Afrique a largement contribué aux opérations de paix et en a aussi largement bénéficié. Selon Paul D. Williams, un expert sur les questions de sécurité en Afrique, rien qu'au 21ème siècle, plus de 50 opérations de paix ont été déployées dans des pays africains. Plus de 10 d'entre elles l'ont été depuis 2011, que ce soient des missions conduites par les Nations Unies, l'Union africaine, l'Union européenne, des organisations régionales ou des États individuels, comme la France dans l'Opération Serval, au Mali, en 2013.

Certaines missions ont pour but d'instaurer la paix. D'autres visent à la maintenir. Certaines missions sont de courte durée et n'impliquent que quelques dizaines de forces en uniforme, comme la Mission d'observation aux Comores 3, qui a déployé 39 membres des forces en uniforme en 2002. D'autres sont d'énormes entreprises multinationales qui déploient plus de 20.000 hommes, telles que la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), qui est en fonction depuis 2010.

Les opérations de maintien de la paix se multiplient ou se transforment en nouvelles missions, comme la dernière mission en République centrafricaine, qui est passée de Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Les opérations de paix en Afrique fournissent des statistiques intéressantes.

AFP/GETTY IMAGES

Les pays africains envoient des troupes partout dans le monde pour maintenir la paix. Ici, des soldats de la paix sénégalais observent une manifestation à Port-au-Prince, dans le cadre de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

L'AFRIQUE SUR LA SCÈNE DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ONU DANS LE MONDE*

L'ÉTHIOPIE

est le plus grand contributeur de troupes d'Afrique avec **7.706** militaires

Le budget actuel des missions de maintien de la paix de l'ONU en Afrique est de

4,99 MILLIARDS DE DOLLARS

9 DES 16

missions de maintien de la paix de l'ONU dans le monde se trouvent EN AFRIQUE

72 POUR CENT DES PAYS AFRICAINS PARTICIPENT AU MAINTIEN DE LA PAIX QUELQUE PART DANS LE MONDE

39 pays africains participent à des missions de maintien de la paix

LE SÉNÉGAL

est le principal contributeur de forces de police avec **1.052** policiers

Il y a six pays africains parmi les 10 principaux contributeurs de troupes, policiers et experts militaires. Il y a 15 pays africains parmi les 25 principaux contributeurs, qui sont :

1. Le Bangladesh
2. L'Inde
3. Le Pakistan
4. **L'Éthiopie**
5. **Le Rwanda**
6. Le Népal
7. **Le Ghana**
8. **Le Nigeria**
9. **Le Sénégal**
10. **L'Égypte**
11. **La Tanzanie**
12. **Le Maroc**
13. La Chine
14. **L'Afrique du Sud**
15. **Le Burkina Faso**
16. L'Indonésie
17. **Le Niger**
18. L'Uruguay
19. **Le Togo**
20. La Jordanie
21. Le Brésil
22. Le Sri Lanka
23. **Le Cameroun**
24. **Le Bénin**
25. **Le Burundi**

Source : Nations Unies |* Information actualisée au 30 novembre 2014

PERTES EN VIES HUMAINES

Pertes en vies humaines de toutes causes dans les missions de maintien de la paix de l'ONU en Afrique. *

15	2	43	83	212	17	31	187	120
MINURSO	MINUSCA	MINUSMA	MONUSCO	UNAMID	UNISFA	UNMISS	UNMIL	UNOCI
depuis avril 1991	depuis avril 2014	depuis avril 2013	depuis juillet 2010	depuis juillet 2007	depuis juin 2011	depuis juillet 2011	depuis septembre 2003	depuis avril 2004

* Depuis le début de la mission jusqu'au 30 novembre 2014

LES QUATRE TYPES DE MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

PERSONNEL D'*ADF*

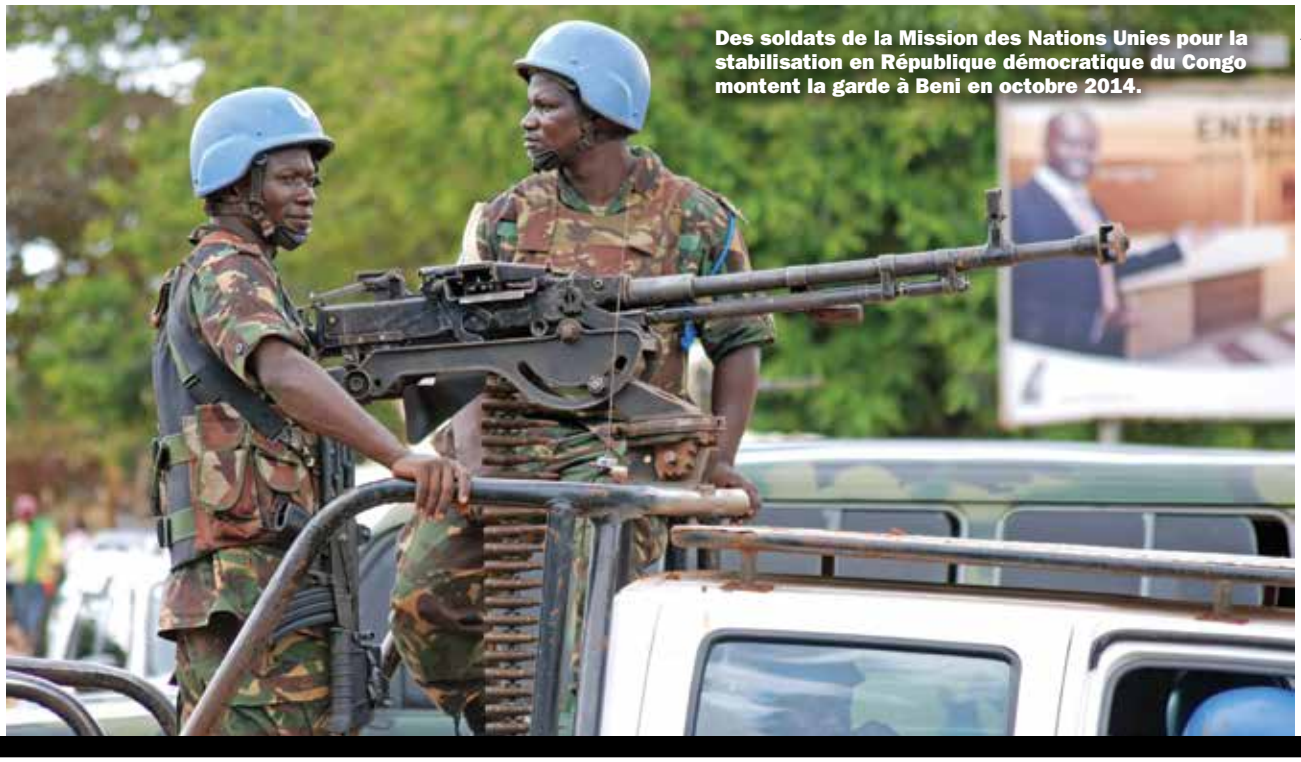
Dans son livre intitulé *Keeping Watch: Monitoring, Technology and Innovation in UN Peace Operations* (Observer : surveillance, technologie et innovation dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU), Walter Dorn écrit que les missions de maintien de la paix peuvent être divisées en quatre catégories :

LES MISSIONS D'OBSERVATION sont là pour établir les faits. C'est le type le plus ancien de missions, dont le but est d'observer les mouvements d'un ou de deux États belligérants, généralement dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu. Ces soldats de la paix non armés « observent et rapportent », mais ils tentent aussi d'influencer les forces en présence pour qu'elles cessent la violence par « le conseil, l'aide et la médiation ».

LES MISSIONS DE FORCES INTERPOSÉES sont placées entre les forces adverses et, contrairement aux missions d'observation, ces soldats de la paix sont armés. Elles se composent généralement de milliers de soldats, par rapport aux centaines d'hommes déployés pour les missions d'observation. En séparant physiquement les belligérants, elles réduisent le nombre de flambées de violence et d'échauffourées. Elles empêchent les armées de violer le cessez-le-feu et contrôlent de près des zones neutres qui séparent les forces en présence.

LES OPÉRATIONS MULTIDIMENSIONNELLES sont issues du changement de types de conflits après la Guerre froide. Les soldats de la paix étaient mobilisés pour stopper les belligérants et aider à reconstruire le pays. Ces opérations plus complexes comprennent le rôle traditionnel de maintien de la paix, auquel s'ajoutent la protection des droits de l'homme, la fourniture d'une aide humanitaire et la supervision des élections. Plus de 30 opérations multidimensionnelles de maintien de la paix ont été lancées depuis 1989.

LES ADMINISTRATIONS TRANSITOIRES non seulement maintiennent la paix, mais administrent aussi un territoire entier pendant un certain temps. Les exemples les plus connus sont le Cambodge, le Timor oriental et le Kosovo.



Des soldats de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo montent la garde à Beni en octobre 2014.

AFP/GETTY IMAGES

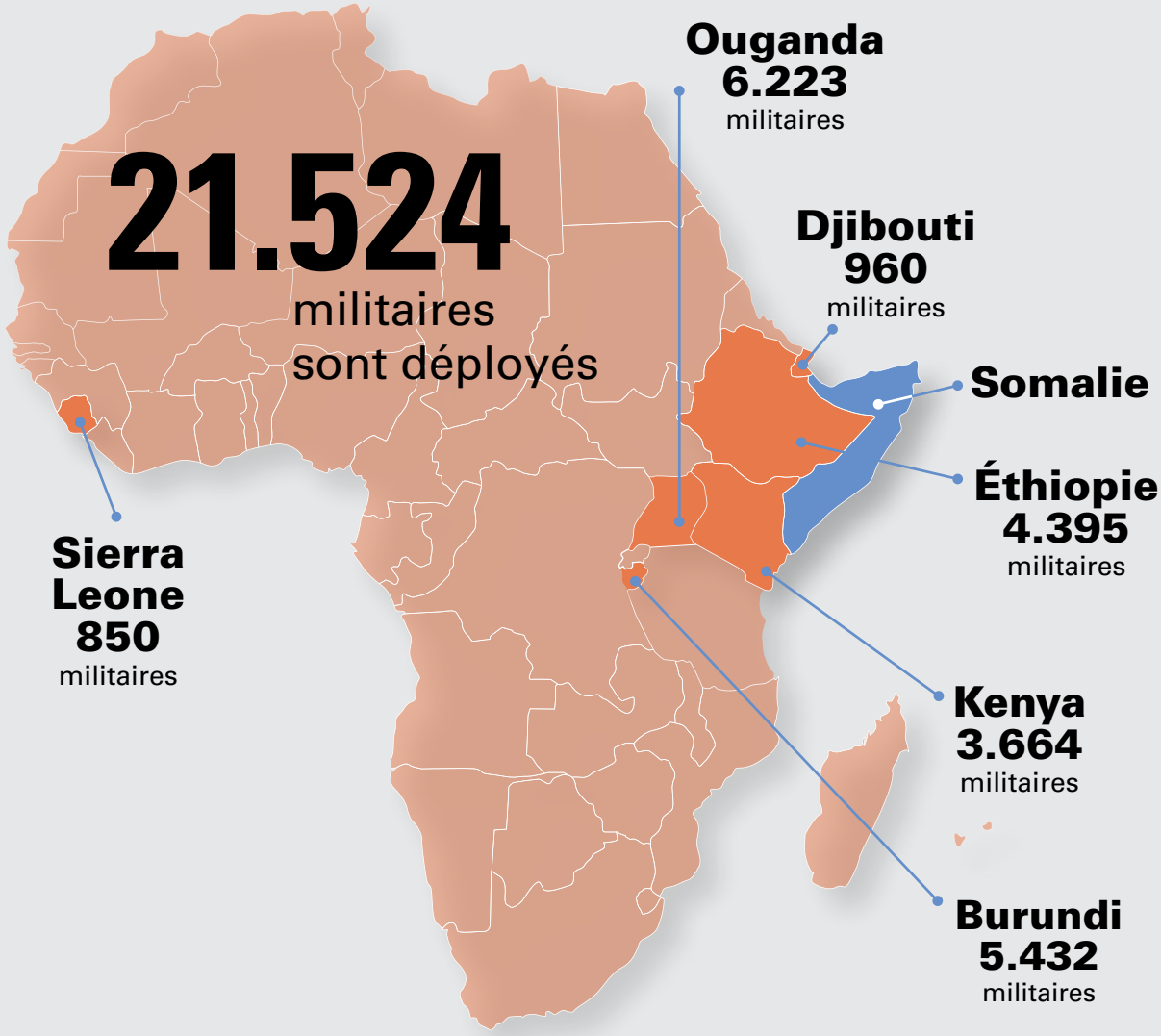
L'UNION AFRICAINE ET LE MAINTIEN DE LA PAIX

L'Union africaine (UA) a déployé l'une des plus grandes missions de maintien de la paix sur le continent dans le cadre de la mission de l'UA en Somalie (AMISOM).

L'AMISOM est une mission particulièrement dangereuse pour les troupes africaines, essentiellement en raison des combats contre les insugés d'Al-Shebab. L'agence Reuters a rapporté en mai 2013 que jusqu'à 3.000 soldats de la paix de l'UA étaient morts au combat depuis le début de l'opération en 2007. En revanche, les statistiques des Nations Unies indiquent que 3.308 soldats de la paix et autres participants aux missions dans le monde entier ont trouvé la mort entre 1948, date à laquelle les missions des Nations Unies pour le maintien de la paix ont commencé, et le 30 novembre 2014. Ce chiffre inclut les décès dus à des accidents, des maladies et des actes malveillants survenus dans le cadre des missions de maintien de la paix, d'assistance et politiques.

AMISOM : la mission est autorisée à déployer 22.126 membres du personnel en uniforme (21.586 militaires, 540 policiers).

515 policiers déployés du Burundi, du Ghana, du Nigeria, de Sierra Leone, de Gambie et d'Ouganda.



Source : Union africaine

Reprise de l'économie au Kenya après l'attaque du Westgate

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le centre commercial Westgate était le symbole de l'explosion de la classe moyenne kenyane : un vaste supermarché, rempli de télévisions à écran plat, de vins importés et de rayons garnis de fromages et charcuteries.

Mais lorsque, sous une explosion de grenades et une rafale de tirs, en septembre 2013, des hommes armés se sont mis à arpenter les rayons en exécutant au moins 67 personnes de sang-froid, le supermarché Nakumatt est devenu l'épicentre d'un horrible massacre.

L'attaque, revendiquée par le mouvement somalien Al-Shebab, lié à Al-Qaida, marqua le début d'une année difficile pour l'économie kenyane. Mais il y a des signes de rebond.

« Trois jours après l'attaque terroriste, il n'y avait plus de Nakumatt ; nous avions tout perdu », confie Atul Shah, directeur de Nakumatt Holdings, la plus grande chaîne de supermarchés d'Afrique de l'Est, en termes de magasins. Le Nakumatt Westgate était le magasin-phare du groupe. Les pertes ont été évaluées à 6,7 millions de dollars.

« Les affaires ont ralenti pendant quelques mois, tout le monde évitait les centres commerciaux ou les lieux publics », a poursuivi M. Shah qui a aussi indiqué que l'entreprise commençait à se remettre et qu'elle ouvrait de nouveaux magasins.

« Plus que tout, l'attaque du Westgate a affaibli le discours sur l'essor de l'Afrique et l'émergence d'une classe moyenne – les meneurs de l'économie », a estimé Aly-Khan Satchu, analyste financier basé à Nairobi. « Cette classe moyenne est passée d'une attitude offensive à une attitude plus défensive ».

Des attaques ultérieures, notamment sur la côte, ont porté un grave préjudice au tourisme – important générateur de devises et gros employeur.

« Les répercussions négatives se sont fait sentir surtout sur le tourisme côtier, qui est à genoux, et qui a peu de chance de rebondir significativement dans les 12 prochains mois », a déclaré M. Satchu en septembre 2014.

Le Bureau du tourisme affirme que les arrivées de visiteurs n'ont baissé que de 5 pour cent dans les quatre premiers mois de 2014. Mais les acteurs du tourisme assurent que les taux ont plongé. « Nous avons pratiquement fermé boutique, a déclaré Mohamed Hersi, président de l'association des professionnels du tourisme de la côte kényane. Nous avons eu une baisse de près de 40 pour cent ».

Mais le Kenya s'est déjà remis de coups durs, comme après l'attaque d'Al-Qaida contre l'ambassade américaine de Nairobi en 1998 ou les violences meurtrières qui ont suivi l'élection présidentielle de fin 2007. On s'est arraché les actions à la Bourse des valeurs de Nairobi, dès qu'elles ont été mises sur le marché en septembre 2014.

« L'économie kenyane a fait preuve d'une faculté de résilience exceptionnelle, depuis l'attaque du Westgate », a déclaré M. Satchu, en septembre 2014. « La Bourse de Nairobi a progressé de plus de 30 pour cent depuis le Westgate et cela est un signal majeur ».

Un an après l'attaque d'Al-Shebab, le Westgate n'a pas rouvert ses portes. On peut encore voir les impacts de balles sur les palissades qui en condamnent l'accès. Le magasin s'est en partie effondré pendant le siège, à la suite d'une explosion et d'un incendie. Des plantes ornementales prolifèrent autour des terrasses de café où se retrouvaient naguère Kenyans et étrangers pour y déguster du vin ou du café haut de gamme.

M. Shah indique que la reconstruction se poursuit. Il reste confiant pour le Kenya. « Nous nous en remettrons un jour et nous prions pour que rien de tel ne se reproduise. »

Un marchand ambulant vend sa marchandise devant le centre commercial Westgate.
REUTERS

Un professionnel de santé de Médecins Sans Frontières tient dans ses bras une enfant suspecté d'être infecté par Ebola dans un centre de traitement de Paynesville, au Liberia, en octobre 2014. La petite fille et sa mère attendaient les résultats de l'analyse.

GETTY IMAGES

bola

MOBILISATION DES ARMÉES CONTRE UN NOUVEL ENNEMI

PERSONNEL D'*ADF*

SOLDATS, POLICIERS ET CIVILS METTENT LEURS FORCES EN COMMUN POUR ARRÊTER LA PROPAGATION DE L'UNE DES ÉPIDÉMIES LES PLUS MORTELLES DE LA TERRE

Emile Ouamouno, âgé de deux ans, vivait dans sa maison, semblable à tant d'autres dans son pays natal, la Guinée. Son petit village de forêt tropicale de Meliandou était situé à proximité du Liberia et de la Sierra Leone. Comme la plupart des familles de la région, la sienne trouvait sa nourriture dans les plantes et les animaux de cet endroit.

Les chauves-souris frugivores figurent parmi les sources d'alimentation les abondantes et appréciées. Plusieurs variétés sont propres à la région. La famille du petit garçon en avait chassé deux types — l'hypsignathe monstrueux (chauve-souris à tête de marteau) et l'épomophore de Franquet — fin novembre ou début décembre 2013. Sa mère a pu faire griller ces mammifères volants ou les avoir cuisinés dans une soupe. Emile a pu jouer autour d'elle alors qu'elle préparait un repas.

Il est possible que, par curiosité enfantine, il ait touché l'une des chauves-souris, enfonçant son petit doigt potelé le long du dos touffu ou des ailes coriaces de l'animal. Il s'est peut-être ensuite touché la bouche, comme le font les enfants. Peut-être n'en a-t-il pas fallu davantage.

Le 2 décembre 2013, Emile est tombé malade, faisant de la fièvre, ayant des selles noires et pris de vomissements. Quatre jours plus tard, il était mort.

La mère du petit garçon est morte le 13 décembre 2013. Sa sœur, âgée de 4 ans, Philomène, est tombée malade le 25 décembre 2013. Elle aussi est morte quatre jours après. La grand-mère des enfants est morte le 1er janvier 2014, et une infirmière ainsi qu'une sage-femme du village sont mortes le 2 février 2014, quelques jours seulement après être tombées malades.

DEPUIS 1976 JUSQU'AU COMMENCEMENT DE L'ÉPIDÉMIE ACTUELLE,

2.348

PERSONNES À L'ÉCHELLE MONDIALE ONT CONTRACTÉ EBOLA ET

1.548

EN SONT MORTES. CECI CORRESPOND À UN TAUX DE MORTALITÉ DE

66%

La sœur de la grand-mère ainsi qu'une autre personne du village de Dawa ont assisté aux funérailles de la grand-mère. Elles sont mortes toutes les deux. Une proche parente de la sage-femme, qui s'occupait de sa famille, est morte dans le village de Dandou Pombo. D'après CNN, dans les quatre mois suivant la mort d'Emile, 14 résidents de Meliandou sont morts.

Ce qui avait probablement commencé avec une petite chauve-souris frugivore et un petit garçon allait devenir un féroce tueur transfrontalier, parallèlement à sa progression vers les pays limitrophes, le Liberia et la Sierra Leone. Le virus, qui ressemble à un lacet de chaussure entortillé lorsqu'on le regarde avec un microscope à fort grossissement, resserrait son étau sur une région qui ne se doutait de rien. Ebola avait été déclenché.

EBOLA, QU'EST-CE QUE C'EST ?

La maladie à virus Ebola (appelée aussi fièvre hémorragique à virus Ebola) est une infection virale hautement létale provenant de quatre souches virales connues pour faire des ravages chez les humains. En tant que menace

Une équipe d'inhumation revêt des vêtements de protection avant de recueillir le corps d'une femme de 54 ans victime d'Ebola dans la banlieue New Kru Town de Monrovia en octobre 2014.
GETTY IMAGES

pour l'homme, il apparaît que ce virus est relativement récent. Le premier cas recensé est apparu dans l'ancien Zaïre, désormais République démocratique du Congo, en 1976. Cette maladie tire son nom de sa proximité avec le fleuve Ebola.

Depuis lors, Ebola a émergé dans plusieurs pays africains au fil des ans, ne tuant jamais plus de 280 personnes au cours d'une seule épidémie. Jusqu'à maintenant.

La période d'incubation de la maladie peut aller jusqu'à 21 jours après qu'une personne y est exposée. Les symptômes incluent généralement la fièvre, des vomissements, de la diarrhée, de graves maux de tête, des douleurs musculaires et abdominales, et l'hémorragie. Certaines personnes finissent par en guérir, mais Ebola est si meurtrier qu'il a tué pratiquement neuf personnes infectées sur dix.

Il se propage par un contact rapproché faisant intervenir des fluides corporels. On estime que les coutumes funéraires, dans lesquelles les personnes endeuillées nettoient et touchent les corps, ont contribué à la propagation d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

L'épidémie qui a commencé en Guinée et s'est propagée au Liberia et en Sierra Leone est la plus importante de l'histoire connue. Bien qu'il soit possible qu'Ebola ait fait des victimes avant 1976, il n'existe aucun épisode antérieur recensé de l'épidémie.

On sait que le virus est présent chez plusieurs animaux, notamment les grands singes, les singes et les antilopes, mais son hôte naturel est probablement la chauve-souris frugivore. Cinq types de chauves-souris frugivores se trouvent communément en Afrique de l'Ouest. Les chauves-souris et autres animaux infectés sont souvent consommés. Cette pratique a été citée de nombreuses fois comme étant la cause probable de cette affection chez l'homme.

RÉPONDRE À UNE PANDÉMIE TUEUSE

L'Afrique n'est pas épargnée par les maladies. Le continent abrite la « ceinture de la méningite », qui s'étend depuis l'Érythrée vers l'ouest, jusqu'au Sénégal. Le paludisme est un problème dans la plus grande partie du continent, et les épidémies de choléra y sont courantes, en particulier durant la saison des pluies. Les pandémies de grippe sont des menaces permanentes en Afrique et au-delà. Mais avec Ebola, c'est différent. Les épidémies ne sont pas particulièrement courantes. La maladie vit à l'ombre de jungles denses et de villages reculés. Si un homme, dans un village isolé, manipule ou mange un chimpanzé mort, par exemple, il peut contracter la maladie et même la propager à des amis et à des membres de sa famille. Toutefois, le taux de mortalité élevé a pour conséquence qu'Ebola peut s'éteindre avant de se répandre.

Dans l'épidémie ouest-africaine, la proximité de centres densément peuplés tels que Monrovia, au Liberia, a permis que la maladie se propage plus rapidement que les capacités de réaction du personnel médical. Les hôpitaux et les centres de soins ont eu tôt fait d'être débordés.

La peur associée à la maladie a également eu un effet en cascade aux conséquences létales. Les personnes atteintes de maladies pouvant être traitées, telles que la pneumonie, la diarrhée et le paludisme ont évité les hôpitaux de crainte de contracter Ebola. Parfois, des professionnels de santé, inquiets, refoulent des malades par peur de la maladie. Les deux attitudes peuvent intensifier la propagation d'Ebola et aboutir au décès de patients, alors que cela pourrait être évité.

« Si vous vous cognez l'orteil maintenant à Monrovia, vous allez avoir des difficultés à vous faire soigner, donc imaginez si vous avez une crise cardique ou si vous êtes atteint de paludisme », a déclaré Sheldon Yett, le représentant du Liberia auprès du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) au *Washington Post* en septembre 2014. « Cela entraîne une menace considérable pour les enfants et leurs familles. »

IL Y A EU
34
ÉPIDÉMIES D'EBOLA ENREGISTRÉES DANS LE MONDE ENTIER. PARMI CES 34 ÉPIDÉMIES, SEPT D'ENTRE ELLES —
21%
— IMPLIQUAIENT UNE SOUCHE AFFECTANT UNIQUEMENT LES ANIMAUX.

La crise liée à Ebola a également détourné l'attention normalement accordée à certaines maladies guérissables telles que la polio. La Guinée, le Liberia et la Sierra Leone n'ont pas participé à une récente campagne de vaccination contre la polio organisée par 18 pays, selon NPR, la radio publique des États-Unis. D'autres campagnes de vaccination des enfants, par exemple pour les oreillons, sont abandonnées en cours de route.

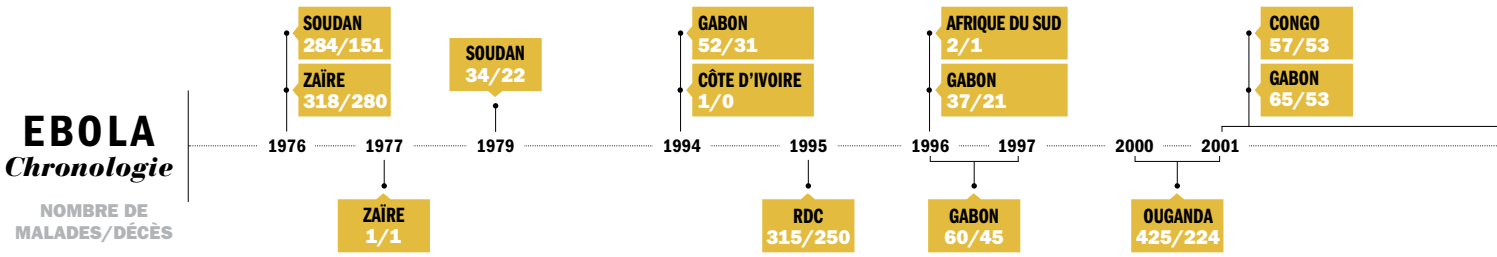
Ellen Johnson Sirleaf, la présidente du Liberia, a déclaré à The Associated Press en août 2014 qu'il fallait réagir à cette épidémie avec des « mesures exceptionnelles pour la survie même de notre État et pour la protection de la vie de nos populations ».

« L'ignorance, la pauvreté, ainsi que les pratiques religieuses et culturelles enracinées continuent d'exacerber la propagation de la maladie, en particulier dans les comtés », a expliqué la présidente Johnson Sirleaf.

UNE COMMUNICATION EFFICACE EST LA CLÉ

Parmi les modes initiaux de propagation d'Ebola en Afrique de l'Ouest, il y avait les rites funéraires et d'enterrement au cours desquels les personnes en deuil touchaient et parfois lavaient les corps de ceux qui avaient succombé à la maladie. Ce contact physique rapproché avec les corps infectés était l'un des modes primordiaux de transmission.

Dans certaines communautés, la réticence à abandonner les corps aux autorités sanitaires a conduit à des affrontements et a instauré la méfiance à une phase cruciale de l'épidémie, à un moment où il était impératif de contrôler sa propagation. En outre, certains de ces mêmes groupes



Un policier bloque l'accès à une route de Monrovia en septembre 2014 après la découverte d'un corps dans le centre-ville.
AFP/GETTY IMAGES

ont très bien pu s'exposer eux-mêmes au virus par le biais de la consommation de la viande de brousse, provenant d'animaux sauvages de la forêt.

Le Dr Mark J. Walters, vétérinaire et professeur de journalisme à l'Université de Floride du Sud de Saint-Pétersbourg aux États-Unis, a indiqué qu'il pouvait être difficile pour les soldats et les responsables de la santé publique de communiquer d'importantes informations médicales aux populations civiles fidèles à des traditions immémoriales. Pourtant, cette communication est cruciale.

« Je pense que l'une des méthodes universelles qui fonctionnent est la notion de l'incorporation d'informations scientifiques dans un récit ou une parabole», explique Mark Walters. « L'élément primordial est ici le récit, plutôt que l'information intrinsèque. Je pense qu'en tant qu'humains nous sommes totalement réceptifs aux récits. C'est ce que nous comprenons, ce que nous nous racontons, et toute cette idée de communication scientifique est plutôt une chose nouvelle, qui relève du domaine de l'acquis — elle n'est pas inhérente à nos modes de pensée. »

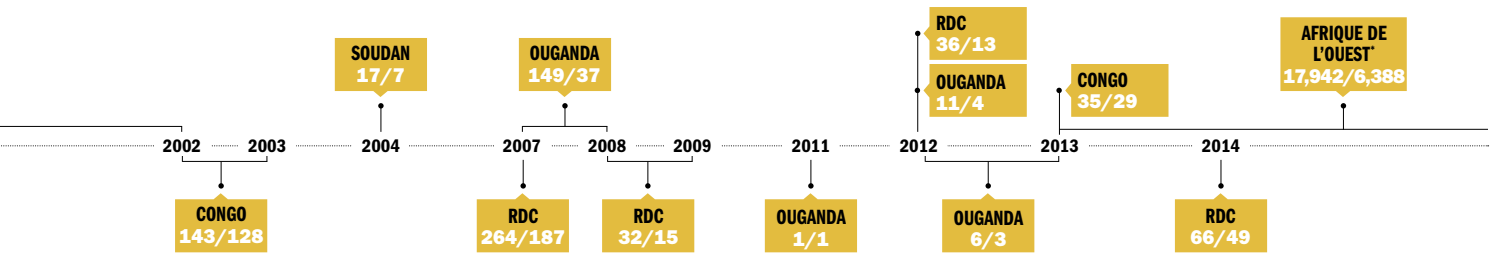
Il explique que les brochures contenant de simples « livres d'images » pourraient être efficaces pour l'illustration des symptômes et les précautions à prendre par les civils.

Un artiste de Monrovia, au Liberia, a réalisé des peintures murales montrant de saisissantes images de personnes et de visages illustrant tous les symptômes d'Ebola. Des milliers de personnes sont passées devant les peintures murales chaque jour, à pied ou en véhicule. « Cet artiste a eu exactement la bonne idée », observe Mark Walters.

LES ARMÉES OUEST-AFRICAINES RÉAGISSENT

Ebola est une maladie effrayante. Sa létalité et l'ignorance de nombreuses populations civiles à son sujet peuvent rapidement engendrer les troubles et le désordre civils. C'est ce qui s'est produit pendant l'épidémie ouest-africaine. Certaines personnes croient que les responsables gouvernementaux ont

*Pays affectés, par ordre descendant des cas, au 11 décembre 2014 : Sierra Leone, Liberia, Guinée, Nigeria, Mali, États-Unis, Sénégal et Espagne. Source : Centres américains pour la prévention et le contrôle des maladies



COMMENT EMPÊCHER LA CONTRACTION ET LA PROPAGATION D'EBOLA PERSONNEL D'*ADF*

Ebola est une fièvre hémorragique virale, qui fait partie d'un groupe de virus qui infectent plusieurs systèmes organiques dans le corps humain et provoquent souvent des saignements. Il existe cinq souches du virus, et il est avéré que quatre d'entre eux infectent les personnes. L'épidémie de l'Afrique de l'Ouest provient de la souche Ebola Zaïre, la plus commune et la plus létale à ce jour.

COMMENT EBOLA SE PROPAGE

Le virus se propage par contact avec les fluides corporels d'une personne infectée. On estime que la transmission n'est possible que si une personne infectée en exhibe les symptômes. Toutefois, une fois que cela se produit, le sang, la sueur, la salive, les selles, le vomi, l'urine, le lait maternel et le sperme d'une personne infectée peuvent propager la maladie si le fluide pénètre dans une lésion ouverte ou dans une partie du corps recouverte d'une muqueuse telle que les yeux, le nez et la bouche.

D'après les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis, d'autres modes de transmission incluent des objets tels que les aiguilles et seringues contaminées par le virus, et les animaux infectés. La manutention et l'ingestion d'animaux sauvages chassés pour la nourriture, dont la viande est couramment appelée viande de brousse, peuvent propager la maladie si l'animal est infecté. Il est avéré que les chauves-souris, les singes, les chimpanzés et les porcs sont porteurs du virus Ebola.

Les moustiques et d'autres insectes ne transmettent pas Ebola, et aucun élément d'observation ne semble indiquer que la maladie puisse être propagée par l'air ambiant.

Une personne qui se rétablit d'Ebola peut encore être contagieuse à travers son sperme pendant une période allant jusqu'à trois mois. Pour cette raison, Il est recommandé aux personnes qui se rétablissent d'Ebola de s'abstenir d'avoir des rapports sexuels pendant trois mois ou d'utiliser des préservatifs pendant cette période.

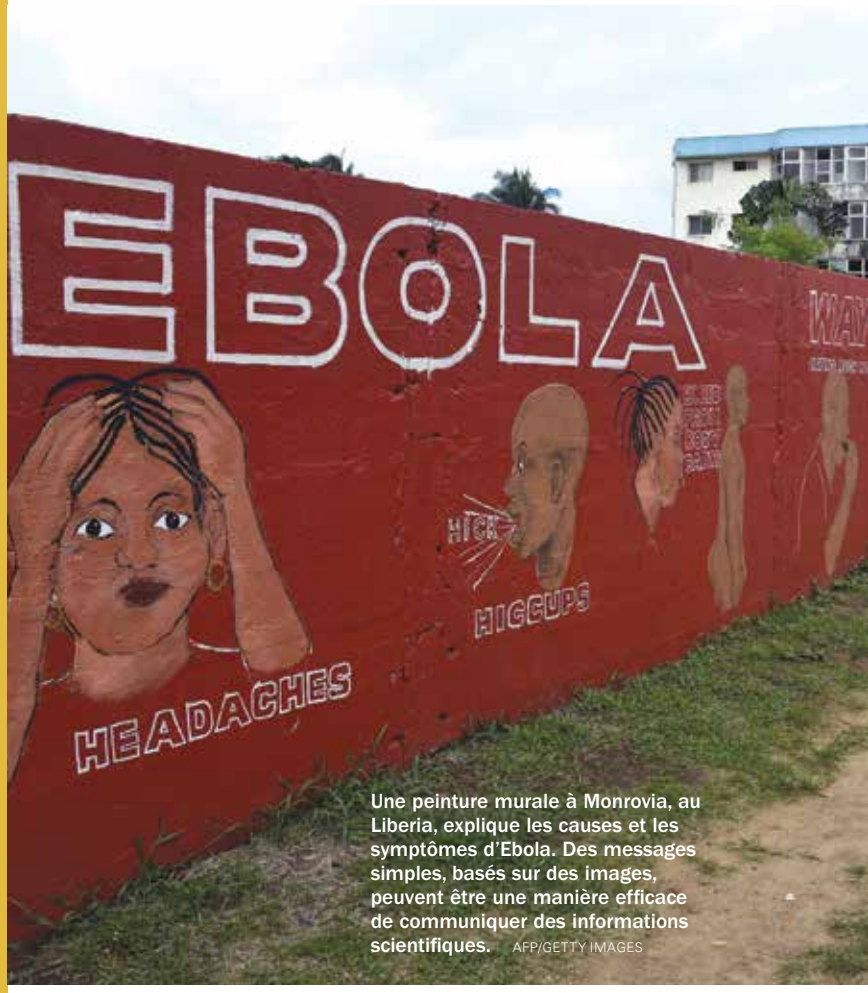
COMMENT ÉVITER EBOLA

L'Organisation mondiale de la Santé préconise les étapes suivantes pour éviter de contracter Ebola :

- Ne pas toucher de personnes malades qui présentent les symptômes d'Ebola, à savoir la fièvre, la diarrhée, les vomissements, les céphalées et parfois les saignements abondants.
- Ne pas toucher les cadavres de patients chez lesquels l'infection par Ebola est suspectée ou confirmée.
- Se laver les mains régulièrement avec de l'eau et du savon.

Les experts indiquent également que les gens doivent éviter tout contact avec les chauves-souris et les primates non humains, ou bien avec le sang, les fluides et la viande crue préparée à partir de ces animaux.

Si vous allez dans une zone où Ebola est prévalent, surveillez votre santé pendant 21 jours et cherchez à obtenir immédiatement des soins médicaux si vous développez les symptômes d'Ebola.



Une peinture murale à Monrovia, au Liberia, explique les causes et les symptômes d'Ebola. Des messages simples, basés sur des images, peuvent être une manière efficace de communiquer des informations scientifiques. AFP/GETTY IMAGES

fabriqué cette épidémie, dans le cadre d'un stratagème visant à obtenir des millions de dollars d'aide financière occidentale. D'autres habitants ont acquis la certitude que s'ils se rendaient dans les centres de traitement pour Ebola, ils tomberaient malades et pourraient même mourir. Certains patients, infectés par Ebola, ont quitté les hôpitaux et ont essayé de retourner chez eux, ramenant de la sorte la maladie hautement contagieuse dans les centres de population.

Il est rapidement devenu manifeste qu'il était essentiel que les militaires s'impliquent. « Pour que les soins soient prodigués efficacement, il est crucial qu'il y ait un contrôle strict, une supervision stricte, et une bonne chaîne de commandement », a déclaré à NPR Sophie Delaunay, directrice exécutive de Médecins Sans Frontières, à la mi-septembre 2014. « C'est la clé. Et c'est pourquoi nous attachons une grande importance au rôle de l'armée dans cette intervention, et qu'en réalité nous souhaiterions qu'il y ait une mobilisation bien plus importante des ressources et du personnel militaires, parce que les armées sont bien mieux équipées que toutes les autres organisations non gouvernementales pour mettre en place d'un bout à l'autre du processus ce type de supervision très stricte et effective. »

Les autorités distribuent des fiches d'information sur Ebola lors d'une campagne de sensibilisation à Lagos, au Nigeria, en août 2014.
THE ASSOCIATED PRESS

À ce moment-là, les armées ouest-africaines se mobilisaient déjà autour d'initiatives visant à combattre et à contenir la propagation d'Ebola. En août 2014, on a fait appel aux soldats libériens pour empêcher les populations venant des zones périphériques de se rendre à Monrovia. Le pays est devenu l'épicentre de l'épidémie, avec le plus grand nombre de cas. L'accès aux hôpitaux et au personnel médical étant devenu très difficile à obtenir, les patients d'Ebola sont parfois morts dans les rues ou sont restés affalés aux portes des hôpitaux de traitement, faute de lits disponibles. Dans la capitale, les taxis sont devenus l'un des modes primordiaux de transmission de la maladie, parce que les patients infectés les ont utilisés pour se rendre dans les centres de soins.

Si la propagation d'Ebola s'est prolongée, c'est également en raison de l'insuffisance des ressources sanitaires, conjuguée à d'autres facteurs.

« Dès qu'un nouveau centre de traitement d'Ebola s'ouvre, il se remplit immédiatement et déborde de patients, phénomène qui illustre l'ampleur du nombre de cas à traiter, auparavant invisible », a indiqué l'Organisation mondiale de la Santé à la BBC en septembre 2014. « Lorsque l'on refoule des patients, ils n'ont guère d'autre choix que de retourner dans leurs communautés et dans leurs logis, où ils infectent inévitablement les autres. »

En Sierra Leone, l'un des trois pays ouest-africains luttant contre la maladie, les Forces armées de la République de Sierra Leone (RSLAF) ont organisé l'Opération Octopus (pieuvre). Au début du mois d'août 2014, 54 membres du service de santé des RSLAF figuraient parmi le contingent de 750 militaires déployés dans les districts de Kailahun et de Kenema en soutien du ministère de la Santé et de l'Assainissement et de la police sierra-léonaise dans la lutte contre Ebola, selon le capitaine Yayah Sidi Brima des RSLAF.

LA SIERRA LEONE A ENREGISTRÉ

327

NOUVEAUX CAS CONFIRMÉS DANS LA SEMAINE SE TERMINANT LE 14 DÉCEMBRE 2014.
LE LIBERIA A RAPPORTÉ

8

NOUVEAUX CAS CONFIRMÉS PENDANT CETTE MÊME PÉRIODE.

Un laboratoire ougandais

UN OUTIL PRÉCIEUX DANS LA LUTTE CONTRE LES MALADIES MORTELLES

PERSONNEL D'*ADF*

Depuis 2000, deux souches de la maladie mortelle — le virus Soudan et le virus Bundibugyo — ont frappé l'Ouganda cinq fois en tout, faisant au total 269 victimes, selon les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis (CDC).

D'autres maladies infectent par ailleurs fréquemment les Ougandais. Parmi elles, la fièvre jaune, le VIH/Sida, la fièvre de la Vallée du Rift et le virus de Marburg, une fièvre hémorragique virale similaire à Ebola. Depuis des années, l'Ouganda dispose d'un outil essentiel en vue d'étudier de telles maladies et d'y répondre : l'Institut de recherche virologique de l'Ouganda (UVRI) à Entebbe.

La Fondation Rockefeller a créé l'UVRI en 1936, qui était à l'époque l'Institut de recherche pour la fièvre jaune. En 1950, il est devenu l'Institut de recherche virologique est-africain. Il a été rebaptisé UVRI 27 ans plus tard. Telles sont quelques-unes des étapes marquantes franchies depuis sa création :

- Isolement des virus chikungunya et West Nile à l'Institut en 1937. Le chikungunya provoque de la fièvre, des douleurs articulaires et parfois des céphalées, des douleurs musculaires, des inflammations aux articulations et une éruption cutanée. Le virus West Nile, également propagé par les moustiques, provoque parfois de la fièvre et d'autres symptômes.
- Découverte de la fièvre Bwamba, transmise à l'homme par les moustiques, dans les années 1940. Cette maladie, souvent confondue avec le paludisme, provoque de la fièvre, des céphalées, des douleurs lombaires et d'autres symptômes.
- Isolement en 1942 du virus Semliki Forest, une autre maladie véhiculée par un moustique. Le virus provoque des symptômes bénins, parmi lesquels des céphalées, de la fièvre, des douleurs musculaires et des inflammations aux articulations.
- Isolement du virus O'nyong'nyong en 1959. Son nom signifie « affaiblissement des articulations » et il est similaire au chikungunya.
- En 1997, le CDC a établi un centre à l'UVRI.
- En 1999, l'UVRI a collaboré à l'essai clinique du premier vaccin du VIH en Afrique.
- L'initiative internationale pour un vaccin contre le Sida a commencé à collaborer avec l'UVRI dans le cadre de la recherche d'un vaccin contre le VIH/Sida en 2000.

L'UVRI permet également à l'Ouganda de bénéficier d'avantages particuliers lorsque se produit une épidémie d'Ebola.

« Historiquement, l'Ouganda a très bien pris en charge ces cas », a indiqué à l'IRIN Trevor Shoemaker, un épidémiologiste travaillant à la Branche pathogènes viraux spéciaux du CDC en Ouganda. « S'il y a un cas suspecté d'Ebola, les responsables locaux de la santé suivent un processus destiné à l'investigation et au signalement d'un échantillon suspect par le biais du DHIS 2 [le système d'informations sur la santé du district]. »

En Ouganda, un membre de l'équipe de santé d'un village ou un professionnel de santé au niveau du district notifie aux responsables de district les cas suspectés d'Ebola. S'il est avéré que le patient répond aux critères d'un tel cas, il est emmené dans un centre médical, on lui fait une prise de sang et il est mis en isolement jusqu'à l'achèvement des analyses de laboratoire.

L'échantillon est enregistré et envoyé à l'UVRI et au CDC pour être analysé. Le temps nécessaire à la prise d'un échantillon, à son analyse et à la transmission de ses résultats est de 24 à 48 heures. Dans le passé, et dans d'autres endroits dépourvus de tels centres, de telles tâches pouvaient prendre des semaines.

«Ceci permet le déploiement d'une équipe d'intervention dans le district [affecté] pour engager rapidement une intervention d'urgence », a expliqué Trevor Shoemaker. « À lui seul, ce facteur temps peut considérablement réduire le nombre total de cas, parce que vous pouvez rapidement identifier de nouveaux cas et surveiller les contacts. »

Asuman Lukwago, secrétaire permanent auprès du ministère ougandais de la Santé, a déclaré à l'IRIN que cette capacité apporte de la tranquillité d'esprit et sauve des vies. « Auparavant, nous devions envoyer ces spécimens à Atlanta [aux États-Unis] et ce processus pouvait prendre environ de deux à trois semaines, période pendant laquelle nous étions sur les charbons ardents, et ceci pouvait donner le temps à l'épidémie de se transmettre. En revanche, à présent, nous pouvons rapidement donner une confirmation, et par conséquent alerter le public, et tout le monde devient prudent. »

Si Ebola frappe, les responsables ougandais collaborent avec l'Organisation mondiale de la Santé, le CDC, Médecins sans frontières, la Croix-Rouge ougandaise, et d'autres organisations non gouvernementales pour fournir une assistance de laboratoire et organiser une campagne de communications, déclare Issa Makumbi, du ministère de la Santé. Un groupe de travail national coordonne les équipes de santé au niveau du pays et au niveau du village, et les responsables politiques s'emploient à informer le public.

Le laboratoire du CDC à Entebbe a aidé l'Ouganda à identifier huit épidémies de fièvre hémorragique au cours des quatre dernières années. L'Ouganda est en mesure d'effectuer les mêmes types d'investigation diagnostique réalisés en Afrique de l'Ouest plus rapidement et à un stade plus précoce. Par ailleurs, comme le précise Trevor Shoemaker, parce qu'Ebola et les maladies similaires ne sont pas des événements récents en Ouganda, les civils sont davantage susceptibles de chercher à obtenir des soins médicaux, ce qui permet une intervention globale plus rapide.

« Nous aussi, nous avons paniqué durant la première épidémie en 2000, dont l'un de nos médecins a été victime », a rappelé Asuman Lukwago à l'IRIN. « Tout le monde considérait qu'Ebola était une maladie mystérieuse. Toutefois, depuis lors, nous avons observé que nous sommes toujours exposés à être frappés par Ebola. Aussi, chaque fois que nous sommes en présence d'un cas suspect, nous sommes bien préparés à prendre en charge le pire scénario. Cela a donc atténué l'intensité d'une situation de crise. »

Le DHIS 2 fait un compte-rendu des cas suspects, envoie des courriels et des alertes SMS, et utilise la radio et la télévision pour diffuser le message au sujet des épidémies.

« Si une épidémie d'Ebola se produit dans toute partie de l'Ouganda, la plupart des personnes disposant de téléphones pourront être informées en une heure ou deux par le biais des alertes SMS », a ajouté Asuman Lukwago. « Nous aussi, nous communiquons par la radio et la télévision, dont dispose une majorité de la population. Avant la fin de la journée, pratiquement chaque Ougandais est au courant d'une épidémie d'Ebola. »

Le capitaine Brima a relaté que le général de brigade Brima Sesay, des RSLAF, a déclaré que cette intervention militaire non armée inclurait la sécurisation des épicentres de la maladie, la mise en place d'un cordon sanitaire autour de certaines zones et d'hôpitaux gouvernementaux, ainsi que l'établissement de postes de contrôle et de patrouilles mobiles.

En octobre 2014, 65 membres des RSLAF ont été formés par l'organisation non gouvernementale irlandaise GOAL dans les villes sierra-léonaises de Freetown, Makeni et Bo, pour qu'à leur tour ils puissent former 1.630 autres soldats des RSLAF déployés dans tout le pays pour aider le ministère de la Santé et de l'Assainissement à lutter contre Ebola.

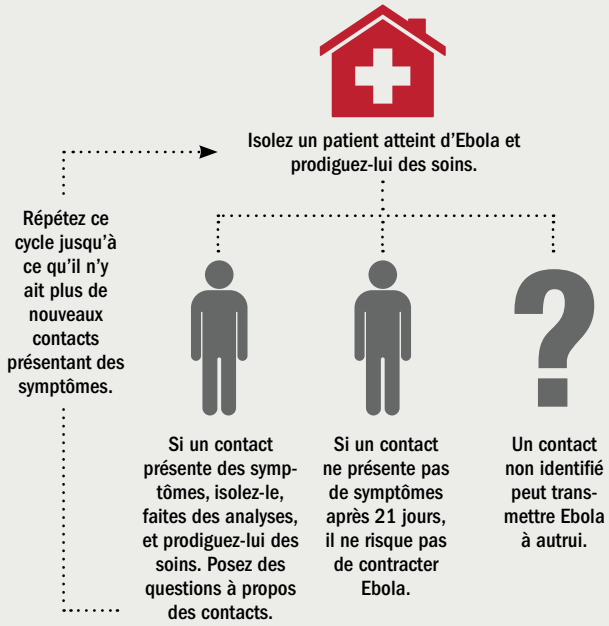
Le capitaine Brima a indiqué que la formation enseignerait aux membres des RSLAF la manière de se protéger eux-mêmes et de protéger leurs communautés contre Ebola.

La Sierra Leone a également imposé un confinement de trois jours, du 19 au 21 septembre 2014, dans l'espoir de mettre fin à la propagation de la maladie. Le confinement a été accueilli avec scepticisme par les professionnels de santé, qui affirment que de telles tactiques « finissent par inciter les gens à vivre dans la clandestinité et par nuire à la confiance nécessaire entre la population et les professionnels de santé », a déclaré Médecins Sans Frontières au *Washington Post*. « Ceci entraîne la dissimulation de cas potentiels et finit par propager la maladie encore davantage. »

Les États-Unis ont déployé plus de 3.000 militaires à Monrovia pour construire des unités de traitement d'Ebola (ETU). Chaque ETU fournira de 50 à 100 lits dans toute la ville ainsi que vers le nord et vers le sud. Les responsables ont prévu que la mise en place des ETU serait achevée avant la fin décembre 2014.

LE DÉPISTAGE DES CONTACTS *peut arrêter Ebola*

Le dépistage des contacts revient à retrouver toute personne qui est directement en contact avec un patient atteint d'Ebola. On observe les contacts pour voir s'ils présentent des signes de maladies pendant 21 jours à compter du dernier jour où ils ont été en contact avec un patient atteint d'Ebola.



Source : Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies

L'UNION AFRICAINE RÉAGIT

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a autorisé en août 2014 le déploiement d'une mission humanitaire conjointe civilo-militaire en réponse à l'épidémie d'Ebola.

La mission de soutien de l'Union africaine à la lutte contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest (ASEOWA) a déployé des volontaires civils et militaires de l'ensemble du continent. Le personnel de la mission comprend des médecins, des infirmiers ainsi que d'autres travailleurs médicaux et paramédicaux. L'opération, d'un coût de 35 millions de dollars, devait être engagée pendant six mois, avec rotation mensuelle des bénévoles. Cette initiative devait compléter le travail effectué par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis et d'autres agences.

La mission était la première de ce type engagée par l'UA. Initialement, 30 bénévoles ont rejoint le général de division ougandais Julius Oketta, chef de mission de l'ASEOWA, au Liberia. (Voir l'interview avec le général de division Oketta à la page 30). Le général Oketta a une vaste expérience de la gestion des situations d'urgence dans son pays natal, où il est directeur du Centre national de la coordination et des opérations en situation d'urgence.

Les 30 premiers bénévoles ont participé à des séances d'information préalables au déploiement, au siège de l'UA à Addis-Abeba, en Éthiopie, avant leur départ en septembre 2014 pour l'Afrique de l'Ouest. Dans leurs rangs se trouvaient des épidémiologistes, des cliniciens, des spécialistes de la santé publique et des travailleurs des communications de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie, du Nigeria, du Rwanda et de l'Ouganda.

Selon l'UA, l'ASEOWA offre « l'expertise technique, les ressources, le soutien politique et financier » à l'assistance humanitaire, et est en mesure de coordonner ce soutien et « d'appuyer la sensibilisation du public ainsi que des mesures de prévention dans toute l'Afrique et en particulier dans la région affectée. »

Il était prévu l'envoi d'un deuxième groupe de bénévoles en Sierra Leone avec l'élargissement de l'opération.

« Vous êtes tout à fait uniques, en ce sens que dans votre mission, vous serez déployés sous l'étendard de l'Union africaine », a déclaré aux bénévoles, avant leur départ pour le Liberia, le Dr Mustapha Sidiki Kaloko, le commissaire de l'UA pour les affaires sociales. « C'est le moment pour l'Afrique de montrer qu'elle est solidaire des pays affectés. » ❑

La réponse de l'Afrique à l'épidémie d'EBOLA

UN GÉNÉRAL OUGANDAIS À LA TÊTE DE LA MISSION DE L'UNION AFRICAINE POUR LUTTER CONTRE LE VIRUS MORTEL

LE GÉNÉRAL OUGANDAIS JULIUS OKETTA chef de mission du Soutien de l'Union africaine contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

PERSONNEL D'*ADF*

Le général ougandais JULIUS OKETTA s'est entretenu avec* ADF, *le 1er octobre 2014, sur le Soutien de l'Union africaine contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest (ASEOWA), dont il est le chef de mission. Il est arrivé à Monrovia, au Liberia, le 6 septembre, devançant d'autres déploiements. L'interview ci-dessous a été écourtée pour des besoins d'espace.

ADF : *Pouvez-vous nous parler de votre parcours dans l'armée et au Parlement ougandais ?*

GÉNÉRAL OKETTA : J'ai gravi les échelons, je suis passé de commandant de peloton à commandant de division. J'ai été chef de la logistique et du génie militaire. Puis directeur de l'Unité approvisionnement et élimination au ministère de la Défense. Je suis devenu député, l'un des 10 membres du Parlement représentant l'armée.

ADF : *Avez-vous pris part à d'autres missions de l'ONU ou de l'Union africaine, autres que la mission actuelle de lutte contre Ebola ?*

GÉNÉRAL OKETTA : Je suis actuellement membre du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations Unies, à New York. Je participe aussi au Programme d'intervention en cas de pandémie, de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), qui participe depuis longtemps aux formations. Je suis le directeur national du Centre national de coordination des secours d'urgence en Ouganda et j'ai coordonné plusieurs interventions contre Ebola dans le pays et d'autres catastrophes tels que les glissements de terrain, inondations et beaucoup d'autres avec toutes les agences des Nations Unies et AFRICOM.

ADF : *Quel est le statut actuel de l'ASEOWA ? Combien de personnes ont été déployées et quand le déploiement devrait-il être terminé ?*

GÉNÉRAL OKETTA : La mission de l'UA déploiera 200 membres du personnel médical, dont 54 médecins et infirmières. Ceci se fera en deux phases. Dans la première phase, 100 personnes et dans la deuxième aussi 100 personnes, en rotation, parce que les médecins travaillent pendant six semaines. Puis les infirmières travaillent pendant neuf semaines, en rotation avec les 100 qui sont en

THE ASSOCIATED PRESS

Le général ougandais Julius Oketta, chef de mission du Soutien de l'Union africaine contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

réserve. Notre opération initiale dure six mois. Si nous n'avons pas terminé, l'UA renouvellera notre mandat ici. [Depuis cette interview, l'UA a annoncé son intention d'envoyer 1.000 professionels de santé d'ici à la fin 2014].

ADF : *Quelles sont les actions spécifiques de l'ASEOWA pour coordonner les armées et les forces de police libériennes, sierra-léonaises et guinéennes ?*

GÉNÉRAL OKETTA : La première est une réponse médicale. Notre personnel travaillera dans les UTE [Unités de traitement d'Ebola], comme celles construites par les États-Unis au Liberia. Certaines de nos équipes seront chargées de gérer ces UTE et certaines autres travailleront avec les unités de santé communautaires. Ainsi, dans le cadre de ce mandat de soutien médical, nous collaborerons avec le ministère de la Santé libérien et nous comblerons les lacunes. Mon deuxième domaine de travail est l'action humanitaire. Nos équipes aident à identifier les orphelins dans les familles touchées par Ebola. Le troisième domaine est la logistique. Nous faisons en sorte que notre personnel soit adéquatement protégé. Nous serons en contact avec les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, avec l'Organisation mondiale de la santé et avec d'autres partenaires pour être sûrs de disposer de la logistique nécessaire à la sécurité des membres

du personnel – avant, pendant et après le traitement des cas d'Ebola – de sorte qu'ils soient plus confiants et qu'ils puissent se concentrer sur leur travail. Le quatrième domaine concerne la gestion de l'information. L'épidémie d'Ebola ne pourra être endiguée que si l'information, la juste information, atteint les membres influents des communautés.

ADF *: Quelles sortes de précautions prenez-vous pour vous assurer que les personnes placées sous votre commandement sont protégées d'une contamination par le virus Ebola lorsqu'elles se trouvent dans ces zones ?*

GÉNÉRAL OKETTA : Nous partons du principe que nous ne savons presque rien du comportement du virus Ebola. Par conséquent, toutes nos équipes doivent suivre une formation de transition. Dans la première phase, elles se familiarisent avec les vêtements de protection, dans la seconde phase, elles exécutent des exercices factices et dans la troisième phase, elles passent aux véritables exercices d'UTE.

ADF : *Avez-vous offert aux personnes placées sous votre commandement, qu'elles soient militaires ou civiles, des paroles d'encouragement ou d'inspiration au sujet de cette mission ?*

GÉNÉRAL OKETTA : Comme l'a dit le président des États-Unis, Barack Obama, il ne faut pas exagérer les choses, mais établir les faits au sujet d'Ebola. Ces personnes doivent donc connaître les faits, les choses à faire et à ne pas faire, les orientations, les limites, se protéger en gardant ses distances, etc. Toutes les procédures et expériences qui ont conduit d'autres personnes à commettre des erreurs et à être contaminées et les expériences de celles qui ont suivi les bons protocoles et n'ont pas été contaminées, ont été rapportées au personnel. Elles ont toutes bien compris et se sont rendu compte que la seule manière de s'en sortir était de voir la vérité en face et de faire les exercices.

ADF : *Comment votre expérience dans la gestion des urgences nationales vous a-t-elle préparé à lutter contre l'épidémie d'Ebola ?*

GÉNÉRAL OKETTA : Le regretté Dr Matthew Lukwiya, du nord de l'Ouganda, était un de mes amis et lorsque l'épidémie d'Ebola s'est déclarée, il a été le premier à nous montrer comment faire face à la menace. Malheureusement, il ne savait pas qu'il était infecté et il est mort. Depuis ce moment, je me suis intéressé à la lutte contre Ebola et j'ai été très proche des personnels médicaux locaux, nationaux et internationaux. Alors, j'ai participé à tous les cas d'Ebola en Ouganda, parce que je me suis dit qu'un jour, un matin, je pourrais me réveiller avec Ebola sur le pas de ma porte. Alors, que fais-je pour aider ? Vous ne pouvez rien faire si vous n'en savez pas plus sur le sujet. C'est comme cela que je me suis intéressé aux maladies contagieuses qui touchent la communauté.

ADF : *Alors quel a été votre rôle dans la réponse à certaines flambées d'Ebola en Ouganda qui ont commencé en 2000. Quels enseignements en avez-vous tiré ?*

GÉNÉRAL OKETTA : Dans le nord de l'Ouganda, j'ai participé physiquement avec les soldats, pour soutenir les autorités civiles, parce qu'elles étaient terrifiées. Puis dans toutes les autres régions du pays, j'ai coordonné les opérations en apportant un soutien au ministre de la Santé et en assurant le soutien des équipes, c'est-à-dire en coordination avec l'armée pour qu'elle fournisse des hélicoptères et des hommes et en veillant à ce qu'ils fassent ce qu'il faut faire. Et cela s'est vraiment bien terminé ; nous n'avons perdu aucun soldat et les civils étaient satisfaits. Je pense qu'en tant qu'autorité ou en tant qu'armée, en l'occurrence, vous êtes toujours le premier et le dernier sur un champ de bataille à faire face à toute éventualité dans la communauté.

ADF : *Quel est le conseil le plus important que vous donneriez aux armées et aux polices nationales confrontées à une menace comme Ebola ou à une pandémie similaire ?*

GÉNÉRAL OKETTA : En premier lieu, le leadership commence par la capacité de réaction générale du pays – la capacité de réaction, toujours et encore. Et avec cette capacité de réaction, on doit renforcer les moyens médicaux. Je veux dire que les moyens médicaux de l'armée doivent correspondre au plan national, par exemple un plan pour les maladies contagieuses. On doit aussi créer un système d'alerte précoce, car si vous avez un bon système d'alerte précoce, vous aurez une réponse rapide.

ADF : *Compte tenu de votre expérience, que pensez-vous de la manière dont ont réagi, jusqu'à présent, les forces libériennes, guinéennes et sierra-léonaises face à la menace d'Ebola ? Comment évaluez-vous la réponse militaire et sécuritaire jusqu'à votre arrivée ?*

GÉNÉRAL OKETTA : Je dirais que, dans un premier temps, la menace d'Ebola ne s'est pas manifestée clairement dans les trois pays. La réponse initiale n'a pas été très efficace. Ensuite, quand la menace a été détectée, l'intervention

« Lorsque les communautés de la région auront compris que nous disons la vérité – que la mort est causée par ce virus et que les gens doivent cesser certaines pratiques traditionnelles – nous aurons gagné la première bataille ».

ne s'est pas faite à temps ; il y a eu un retard. Troisièmement, lorsque le problème a carrément surgi, l'armée de ce pays est immédiatement intervenue pour combler les lacunes, alors que les présidents des différents pays apportaient les messages de mobilisation d'aide reçue de la part d'autres amis.

ADF : *À la mi-septembre, huit travailleurs humanitaires ont été tués et jetés dans une latrine en Guinée, ce qui prouve que la peur et une grande méfiance entourent encore cette menace d'Ebola. Est-ce que cette peur et cette méfiance diminuent ou est-ce que cela empire ?*

GÉNÉRAL OKETTA : Cela diminue maintenant, parce que nous sommes arrivés et que nous sommes acceptés à tous les niveaux. Avant cela, la réponse sur le terrain a été lente. Lente à donner des informations sur Ebola, lente à dépister les cas d'Ebola, lente à traiter les cas avérés ou les cas suspectés. Et, dans chaque communauté, lorsque cela arrive, il y a des gens qui diffusent inconsciemment de mauvais messages, sans savoir qu'ils disent de mauvaises choses. Nous avons apporté notre soutien au gouvernement dans les secteurs concernés et nous sommes très reconnaissants à la communauté internationale d'avoir insisté sur les bons messages. Et je vous assure que les choses sont en train de changer parce que la société civile, les jeunes, les femmes – beaucoup d'entre eux se sont rangés aux côtés du gouvernement pour accepter les messages sur ce qu'est Ebola. Alors le problème de la réaction négative envers les travailleurs humanitaires et d'autres personnes est en train de s'estomper. Tous ceux qui étaient dans le déni commencent à se faire connaître, mais il y a encore beaucoup à faire dans les régions éloignées, où les gens sont encore attachés à leur tradition de laver les cadavres et de manger de la viande de brousse alors que les singes et les chauves-souris sont suspectées de transmettre la maladie. Alors nous progressons maintenant avec les différentes forces d'intervention qui ont été mises en place pour aller dans ces villages pour rencontrer les chefs traditionnels, comme les chefs de clan et les sorciers, pour les convaincre que cela n'est pas vrai, de sorte que nous gagnions leur cœur et leur esprit pour qu'ils acceptent les messages. Et lorsque nous y serons parvenus, ils s'adresseront aux villageois pour leur dire : « Mesdames et messieurs, voici la vérité, arrêtez cela ». Et, à ce moment-là, nous aurons réussi à stopper la menace d'Ebola.

ADF : *Pensez-vous, à ce stade, que l'ASEOWA et d'autres forces, telles que les États-Unis et les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent endiguer et, finalement, éradiquer l'épidémie d'Ebola ?*

GÉNÉRAL OKETTA : Je suis convaincu que les forces internationales multiculturelles, qui sont réunies dans cette région, vont bientôt endiguer Ebola, au moyen de deux stratégies : l'une pour que les gens acceptent qu'Ebola existe, que ses conséquences sont réelles et qu'ils doivent se conformer aux mesures d'hygiène. Lorsque les communautés de la région auront compris que nous disons la vérité – que la mort est causée par ce virus et que les gens doivent cesser certaines pratiques traditionnelles – nous aurons gagné la première bataille. La deuxième bataille est d'arrêter le déni – ils commencent à se manifester – et d'aller voir un médecin dès les premiers symptômes. Nous pensons que d'ici peu, ces deux stratégies déboucheront sur une victoire durable et définitive. ❑

PAROLES D'APAISEMENT

LES STRATÉGIES DE MÉDIATION PEUVENT CONTRIBUER À METTRE UN TERME AUX CONFLITS ET À JETER LES BASES D'UNE PAIX DURABLE

PERSONNEL D'*ADF*

Les pays qui essaient d'empêcher ou de désamorcer les conflits expérimentent toutes sortes de stratégies de consolidation de la paix. Ils bâtissent des coalitions de nations pour intervenir, arrêter des mesures de rétorsion, utiliser des dispositifs de haute technologie tels que les drones destinés à la surveillance, et forment des unités d'élite de réaction rapide. Pourtant, trop souvent, un aspect du règlement des conflits est dédaigné ou utilisé uniquement en dernier recours : la médiation.

L'histoire montre que la médiation — le règlement des différends à travers le dialogue — est une méthode économiquement avantageuse et sans effusion de sang pour instaurer une paix stable. En revanche, il ne s'agit pas simplement de réunir des parties belligérantes autour de la table de négociation pour qu'elles puissent confronter leurs points de vue. La médiation, de même que les opérations cinétiques, comporte ses propres tactiques, techniques et procédures qui ont fait la preuve, au fil des ans, de pouvoir accroître les chances de succès.

La Crisis Management Initiative (Initiative de gestion de crise - CMI), à Helsinki, en Finlande, a répertorié les quatre phases de médiation ainsi que certains enseignements tirés d'un rapport paru en 2013, et les experts de la CMI ont présenté certains de ces enseignements lors d'interviews avec *ADF*.

Mwai Kibaki, alors président du Kenya, au centre, échange une poignée de main avec le dirigeant de l'opposition Raila Odinga, à droite, sous le regard de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan. En 2008, Kofi Annan a dirigé les efforts de médiation visant à mettre un terme aux violences post-électorales au Kenya et à obtenir la formation d'un gouvernement de coalition. THE ASSOCIATED PRESS

LA PHASE DE POURPARLERS PRÉLIMINAIRES

Avant que ne commence la médiation, l'élément le plus important à évaluer est de déterminer si le conflit est « mûr » pour un règlement. Voici ce que les médiateurs doivent demander : Les parties belligérantes sont-elles prêtes à déposer les armes et à rechercher la paix de bonne foi ? Ou bien sont-elles obnubilées par l'idée de gagner la guerre, synonyme de mort et de gâchis ?

Pour Alvaro de Soto, ancien sous-secrétaire général aux affaires politiques des Nations Unies, le moment propice survient lorsque les combattants déterminent que « le coût de parvenir à un accord est moindre que le coût de poursuivre le conflit » .

Attendre le moment opportun, toutefois, peut être une épreuve douloureuse, car les médiateurs assistent à la prolongation totalement inutile d'une guerre. Le colonel Mbaye Faye, officier à la retraite de l'armée sénégalaise et ancien membre de l'équipe volante d'experts en médiation au sein de Groupe d'appui à la médiation du Département des affaires politiques de l'Organisation des Nations Unies, a averti qu'une médiation prématurée pouvait en réalité aggraver la situation et même relancer un conflit. « S'ils ne sont pas convaincus de la nécessité de renoncer à quelque chose afin d'obtenir autre chose, leur état d'esprit ne se prête alors pas au processus d'échange et de compromis », explique-t-il à *ADF*. « Il sera alors inutile de s'engager dans un tel processus. »

Pendant la guerre civile en Sierra Leone, la médiation a été prématurée. En 1996, le Front révolutionnaire uni (RUF) et le Parti du peuple de Sierra Leone ont signé l'Accord de Paix d'Abidjan. Pourtant, les combats reprirent rapidement. Les observateurs estiment à présent que le conflit ne se prêtait pas à une médiation parce que le RUF était encore persuadé de pouvoir l'emporter militairement.

Même si les parties sont disposées à engager des pourparlers, les médiateurs doivent accomplir un travail en amont afin de comprendre l'historique de leur situation et leurs motivations. Mbaye Faye fait valoir que le but est de trouver la cause profonde du conflit. Il recommande que les médiateurs effectuent des recherches allant plus au fond des choses que la documentation publiquement disponible, parce que les comptes-rendus publiés peuvent être inexacts ou partiaux. Il suggère que les équipes de médiation se réunissent de manière informelle avec les chefs de factions autour d'un thé, d'un café ou d'un dîner.

Mbaye Faye rappelle également que les civils et les groupes de la société civile doivent aussi pouvoir avoir voix au chapitre. Il peut être bénéfique d'organiser ce que certains pays de l'Afrique de l'Ouest appellent une « case à palabres », afin que les habitants des communautés locales puissent venir débattre des problèmes sans crainte de représailles.

La CMI regroupe les éléments clés des pourparlers préliminaires en trois P :

- **LE PROBLEME :** Un médiateur doit comprendre le contexte global du différend, y compris les questions faisant l'objet de l'affrontement, l'historique, ainsi que ses implications nationales, religieuses ou ethniques.
- **LES PARTICIPANTS :** Quelles sont les parties belligérantes ? Quelle est leur puissance ? Qui représentent-elles ? Quelles sont leurs motivations ?
- **LE PROCESSUS :** Quelles sont les règles fondamentales pour les pourparlers ? Le rôle du médiateur a-t-il été expliqué et accepté par l'ensemble des parties ?

LA PHASE DE POURPARLERS

Une fois engagés, les pourparlers ne suivent ni un modèle uniforme, ni un calendrier fiable. Certains, par exemple ceux qui ont eu lieu pour mettre fin à la guerre civile au Burundi, peuvent durer plus d'une décennie. D'autres, tels que les pourparlers de 2005 avec les rebelles de la province d'Aceh en Indonésie, sont passés de la phase des négociations à celle de la mise en œuvre en seulement quelques mois. L'emplacement des pourparlers est une variable supplémentaire. Parfois les pourparlers ont lieu autour d'une table, et d'autres fois ils revêtent l'aspect de « pourparlers de proximité », dans lesquels un tiers qui a la confiance des parties belligérantes fait la navette entre elles.

Les experts ont tendance à estimer que le meilleur emplacement pour des pourparlers est à l'extérieur de la zone de conflit et souvent en dehors du pays lui-même. Cette configuration est non seulement un facteur déterminant pour la sécurité des participants, mais elle permet également aux parties de communiquer dans un environnement ouvert et moins tendu.

La regrettée Margaret Vogt, originaire du Nigeria et ancienne représentante des Nations Unies en République centrafricaine, estimait qu'il était important de faire périodiquement revenir les parties en présence vers la zone de conflit, pour qu'elles soient à nouveau « confrontées à la réalité ». « Il leur faut avant tout soumettre en retour à la population les résultats des points sur lesquels elles ont

Source: CMI

trouvé un accord », avait-elle expliqué à la CMI. « Ensuite, elles doivent s'assurer que les éléments qu'elles sont en train d'examiner reflètent les priorités et les besoins des populations sur le terrain. »

DATES BUTOIR : Les dates butoir et les marqueurs de progrès sont d'une importance cruciale. Sinon, la médiation peut traîner pendant des années à mesure que les belligérants se querellent jusqu'au moindre détail. Toutefois, les experts de la CMI mettent en garde contre la fixation d'objectifs trop rigides ou impérieux qui peuvent aboutir à des accords précipités qui sont davantage susceptibles d'être violés.

Mbaye Faye qualifie les dates butoir d' « échéances de la mort » parce qu'elles peuvent faire avorter le processus. « Nous devons avoir des dates butoir aux fins de la planification et de l'organisation, mais il doit quand même y avoir de la flexibilité », indique-t-il à ADF. « En effet, ce sont des processus vivants avec des gens vivants, et vous devez vous adapter à la réalité. La réalité est le principe fondamental. »

Dans certains cas, une date butoir ferme reconnue par les deux camps les pousse à agir. C'était notamment le cas pour l'accord du Vendredi Saint de 1998, qui a débouché sur la paix en Irlande du Nord. Les pourparlers se sont prolongés des heures après la date butoir, mais les deux camps ont finalement signé ce pacte historique.

PRÉSENCE DE TOUTES LES PARTIES : Les participants à la médiation ne sont pas un groupe que l'on peut inviter à une réunion sociale. Il se peut que les dirigeants de factions rebelles ou de milices soient moralement odieux, mais ils doivent tout de même avoir une place autour de la table.

« Si vous voulez la paix, vous devez parler aux combattants », a indiqué à la CMI l'Évêque George Biguzzi, médiateur en Sierra Leone. « La paix avec vos amis, vous l'avez déjà. »

Les groupes terroristes ou les groupes d'idéologie extrémiste présentent un problème plus épineux. Certains experts pensent qu'ils ne doivent jamais être inclus. D'autres font valoir que leur inclusion est la seule façon de leur montrer que le dialogue est plus efficace que les attentats. Il est également crucial que les groupes de la société civile puissent exprimer leur point de vue afin que les civils ne considèrent pas la médiation comme une récompense uniquement accordée aux combattants armés.

Mbaye Faye met en garde contre l'élargissement excessif des pourparlers. Il se rappelle avoir participé à une récente médiation ayant réuni plus de 100 représentants parlant au nom de factions du parti politique dominant, de différents groupes ethniques, de partis politiques mineurs et de groupes de la société civile.

« Inclure trop de monde peut entraver un processus », ajoute-t-il. « La question posée est alors : « Que voulez-vous faire ? Quand ? Et avec qui ? Si vous visez avant tout à résoudre le problème de la guerre, vous devez tout d'abord traiter avec les factions belligérantes. »

UN SEUL MÉDIATEUR : L'histoire montre que la présence de plusieurs médiateurs aboutit à ce que les parties cherchent à faire la meilleure opération possible et à susciter des dissensions entre elles. Les pourparlers de paix au Darfour à la fin des années 2000 en ont constitué un exemple.

LE CAS D'ÉTUDE DU BURUNDI

PERSONNEL D'*ADF*

Bien que le génocide au Rwanda soit bien plus connu, de nombreux éléments volatiles identiques étaient présents au Burundi, un pays limitrophe, au début des années 1990. En octobre 1993, le premier président élu démocratiquement du pays, qui était également le premier président appartenant à l'ethnie hutu, a été assassiné, et la nation paraissait sur le point de sombrer dans le chaos.

« Le risque de génocide au Burundi était presque aussi grave qu'au Rwanda, où il est devenu réalité. L'incitation au génocide était observée chaque jour », a écrit l'ambassadeur Adonia Ayebare, un médiateur ougandais qui a travaillé sur des initiatives de paix au Burundi. « Ce qui a contribué à changer le cours des choses pour réussir à empêcher le génocide au Burundi a été l'engagement substantiel et soutenu de la communauté internationale, qui a envoyé le bon message aux personnes appropriées au bon moment. »

Il est impossible de qualifier la médiation au Burundi de succès sur toute la ligne. La violence a persisté de manière sporadique pendant plus de 15 ans, et la guerre civile a fait 300.000 victimes dans ce petit pays. Toutefois, les experts sont d'avis que l'attention soutenue des dirigeants africains et, au delà, de la communauté internationale, a permis d'éviter des résultats bien pires encore.

La médiation a été menée initialement par l'ancien président de la Tanzanie, le vénérable Julius Nyerere. Il a réussi à réunir 19 délégués représentant les diverses parties en présence à Arusha, en Tanzanie, en 1998. Les pourparlers ont été productifs, mais du fait de l'exclusion de certains groupes armés, les combats ont continué.

En 2000, après la mort de Julius Nyerere, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela a repris les rênes de la médiation. Grâce à ses bons offices, l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha a été signé en août 2000. L'accord prévoyait la conclusion d'une entente sur le partage des pouvoirs entre les factions belligérantes, avec des garanties concernant

la représentation de deux plus importants groupes ethniques au sein des forces de sécurité et du gouvernement.

En 2002, Jacob Zuma, alors vice-président de l'Afrique du Sud, a pris le relais en qualité de facilitateur. Pour Adonia Ayebare, l'une des différences majeures dans la démarche de Jacob Zuma a été d'étudier de très près les divers groupes armés qui poursuivaient les combats tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Burundi. Il a mis sur place une commission technique réunissant des responsables du renseignement de pays voisins, chargée de l'informer sur les motivations des groupes armés. Il a également obtenu la participation aux pourparlers du groupe armé le plus important, le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD). En décembre 2002, il a obtenu de toutes les parties la signature d'un cessez-le-feu général.

Ce cessez-le-feu a créé les conditions nécessaires pour le déploiement par les Nations Unies d'une mission au Burundi, remplaçant la mission de l'Union africaine au Burundi. Les soldats du maintien de la paix ont contribué à créer un environnement propice à la tenue d'élections nationales. Le dernier groupe armé restant, le Palipehutu-FNL, a rejoint la table des négociations de paix en 2006.

QUATRE ENSEIGNEMENTS À TIRER DU BURUNDI

Le colonel à la retraite de l'armée sénégalaise Mbaye Faye a passé 10 ans à travailler pour les Nations Unies au Burundi, exerçant les fonctions de directeur de la réforme du secteur de la sécurité, et par ailleurs chargé du programme de contrôle des armes légères et du désarmement civil. Il a également supervisé la signature de plusieurs cessez-le-feu. Au cours d'une conversation avec *ADF*, le colonel Faye a fait la synthèse des enseignements à tirer de la médiation au Burundi :

Négocier avec ceux qui y sont disposés : les combats n'ont cessé que lorsque le dernier groupe combattant, le Palipehutu-FNL, a rejoint le processus de paix en 2006. Toutefois, Mbaye Faye précise que cela ne signifie pas qu'il faille attendre pour commencer la médiation que tous les groupes armés soient prêts à négocier.

« Tous ceux qui étaient prêts pour la paix ont été invités à apporter leur concours », rappelle Mbaye Faye. « Entretemps, nous avons continué à essayer de nouer des contacts avec ceux qui ne participaient pas aux pourparlers. S'il avait fallu attendre que chacun soit prêt à rejoindre la table des négociations, cela aurait fait encore plus de victimes et cela aurait fait perdre encore plus de temps. »

Représentation : Sous forme d'initiative novatrice, les Accords d'Arusha ont imposé que dans le nouveau gouvernement du Burundi, 60 pour cent des postes iraient à des Hutus et 40 pour cent à des Tutsis. Ce système de quotas a montré aux deux parties que leur collaboration serait essentielle à

AFP/GETTY IMAGES

Domitien Ndayizeze, alors président du Burundi, à droite, et Pierre Nkurunziza, alors dirigeant rebelle, se serrent la main pendant la signature d'un accord de paix historique à Dar es Salaam, en Tanzanie, en 2003. Pierre Nkurunziza a été ultérieurement élu président du Burundi.

AFP/GETTY IMAGES

l'avenir, et qu'il n'y aurait pas de gouvernement dans lequel le vainqueur emporterait toute la mise.

« Cela a donné de l'espoir aux minorités », observe Mbaye Faye. « Leurs membres étaient rassurés par la perspective qu'ils ne perdraient pas le pouvoir pour toujours, et qu'ils ne courraient pas le risque de subir des massacres tels que ceux survenus dans les pays limitrophes. »

Vérification du processus : Le processus au Burundi a inclus une stratégie nationale de consolidation de la paix unique, dont un segment était consacré à la diminution de la pauvreté. Les progrès ont été évalués tous les quatre mois, et un rapport a été envoyé au siège des Nations Unies, faisant l'objet d'un suivi par 33 pays. Mbaye Faye indique que ces rapports d'étape ont donné aux membres de la société civile les moyens d'action pour exercer une fonction de surveillance du processus de paix.

Intégration des combattants : Les Accords d'Arusha ont préconisé une représentation égale au niveau des groupes ethniques dans la police et les forces armées. Ils ont également recommandé l'intégration des forces rebelles dans l'armée nationale. Mbaye Faye indique que l'un des enseignements qu'il en a tiré était l'importance de « l'harmonisation des grades ». Ceci signifiait qu'un officier exerçant des fonctions de commandement dans le mouvement rebelle devait être intégré au même niveau dans la nouvelle armée nationale, une fois réussies les épreuves de compétence.

« Nous avons montré que les militaires nouvellement arrivés de la brousse … pouvaient satisfaire à un certain nombre d'exigences, y compris à des normes internationales », explique Mbaye Faye.

Cette stratégie s'est avérée efficace, et les unités burundaises intégrées comportant d'anciens dirigeants rebelles ont servi, à l'appréciation générale, en tant que soldats du maintien de la paix dans le cadre de la Mission de l'Union africaine en Somalie.

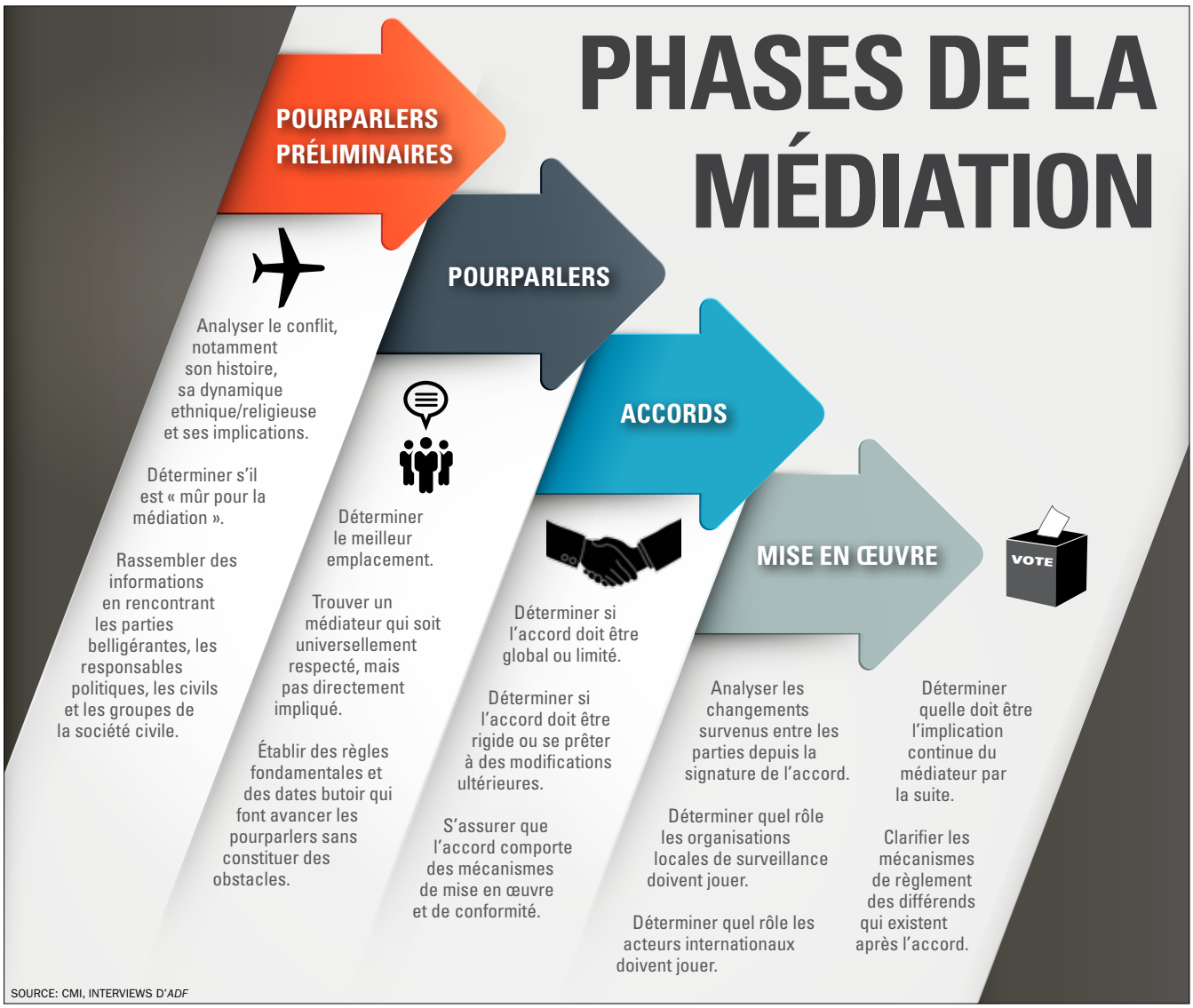
L'Union africaine et les Nations Unies avaient chacune leurs propres médiateurs, ce qui a « engendré de la confusion pour déterminer qui était le médiateur légitime et qui dirigeait réellement le processus », a constaté la CMI. « Les deux organisations tenaient des réunions séparées, rédigeaient leurs propres rapports, et avaient des équipes de soutien différentes, ce qui ne faisait qu'aggraver la confusion sur le terrain. »

Les violences ayant entaché les élections au Kenya en 2008 illustrent encore mieux cette réalité. Dans ce pays, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan s'est imposé comme le seul médiateur et a fermement incité les deux parties en présence lors de l'élection présidentielle contestée à travailler à la formation d'un gouvernement de coalition.

UN MÉDIATEUR DE BONNE FOI : Un médiateur efficace doit avoir la capacité de se faire respecter immédiatement, mais il ne doit pas être considéré comme étant partie prenante dans le succès de l'une ou l'autre des parties en présence. À cet effet, le fait d'avoir un médiateur ayant des liens directs avec la région en conflit comporte à la fois des avantages et des inconvénients. Les avantages sont qu'il connaît la culture et les acteurs et qu'il éprouve naturellement un intérêt à voir s'instaurer un règlement positif. L'inconvénient est que les liens locaux peuvent prendre effectivement le pas sur l'impartialité du médiateur ou peuvent mener à cette perception.

Pour cette raison, de nombreuses initiatives réussies de médiation en Afrique ont été entreprises par des personnalités respectées à l'échelle de tout le continent, mais non liées localement à un conflit. Parmi les médiateurs les plus en vue au cours des dernières décennies, mentionnons l'ancien président tanzanien Julius Nyerere, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela et Kofi Annan.

Itonde Kakoma, le responsable du programme de la CMI sur l'Afrique subsaharienne, fait remarquer que les médiateurs peuvent adopter une approche active ou passive, selon la situation. Il évoque l'initiative de « facilitation » à Arusha, en Tanzanie, en octobre 2014, mise en œuvre avec les dirigeants du parti au pouvoir au Soudan du Sud. Dans ce pays, le facilitateur en chef, l'ancien ministre tanzanien de la Défense Abdulrahman Kinana, a indiqué à toutes les parties qu'il n'y avait pas de formule magique pour résoudre les problèmes et qu'il était là principalement pour « être



humblement à l'écoute » et ne pas imposer de solutions.

« Avant de prendre la parole, il a organisé patiemment de longues sessions d'écoute avec la totalité des délégations, individuellement, — avant de donner son interprétation de la manière dont il comprenait la crise ou de ce qu'il était nécessaire de faire », précise Itonde Kakoma à ADF. Ultérieurement, il « les a réunis en assemblée plénière et leur a dit "Voici ce que je vous ai entendu dire. Est-ce exact ? Vous ai-je entendu correctement ? Veuillez me corriger si je me trompe." »

Le résultat des pourparlers d'Arusha a été un document dans lequel les dirigeants des partis ont admis avec franchise leurs responsabilités pour les troubles affectant un Soudan du Sud divisé.

En fonction de la crise, une attitude plus activiste peut s'avérer nécessaire. L'ancien président finlandais Martti Ahtisaari, fondateur de la CMI et lauréat du prix Nobel de la Paix, n'attache pas d'importance, pour décrire un médiateur, au qualificatif de « neutre ». À la place, il lui préfère le terme de « courtier honnête ». « En annonçant que vous êtes neutre, vous dites alors que vous assisterez aux négociations pour écouter les parties et leurs points de vue. Ce type de processus peut prendre de nombreuses années, voire même des décennies », a-t-il affirmé à la CMI. « Il est important que les parties à la négociation sachent qui je suis, ce que je représente, et où il convient de tracer des lignes à ne pas franchir. De cette manière, je peux travailler honnêtement et ouvertement avec chaque partie à trouver une solution. »

LA PHASE DE L'ACCORD

Même si un accord de paix est le but de toute médiation, il doit avoir la portée, le caractère inclusif et la flexibilité qui s'imposent. Il importe également que l'accord comporte des mécanismes d'exécution qui soient mis en œuvre et suivis par toutes les parties concernées.

La plupart des experts estiment que la simplicité est un atout car il est plus facile de se mettre d'accord sur une liste de sujets plus courte. « Une fois que vous avez résolu les problèmes clés, alors il n'est pas impératif d'aborder les autres questions dans le cadre de l'accord lui-même », a précisé à la CMI Solomon Berewa, l'ancien vice-président de la Sierra Leone. Il a participé aux pourparlers de paix visant à mettre fin à la guerre civile dans son pays. « Si les parties se font mutuellement confiance, elles peuvent régler les différends après la signature de l'accord. »

Si un accord est trop rigide et ne permet pas de futures modifications, il risque de tomber à l'eau. Toutefois, les éléments fondamentaux de l'accord, ce que la CMI appelle son « âme », ne doivent pas changer. Lorsque de multiples problèmes alimentent un conflit, tels que la distribution des ressources, la représentation ethnique ou religieuse dans le gouvernement/l'armée, ou la démarcation d'une frontière, ces questions ne peuvent pas être évitées dans l'accord. Les questions moins essentielles, telles que les dates des élections, peuvent être reportées sans risquer la désintégration de la totalité de l'accord.

En règle générale, il vaut mieux commencer par des sujets simples et poursuivre les pourparlers avec des sujets plus difficiles. De cette manière, à la manière de « l'effet boule de neige », le processus prend de l'ampleur et la confiance s'instaure entre les parties.

AFP/GETTY IMAGES

Des représentants du gouvernement malien rencontrent des délégations de dirigeants touaregs en présence des représentants des Nations Unies, de l'Union africaine et de l'Union européenne en 2013 dans le palais présidentiel de Ouagadougou, au Burkina Faso.

PHASE DE MISE EN ŒUVRE

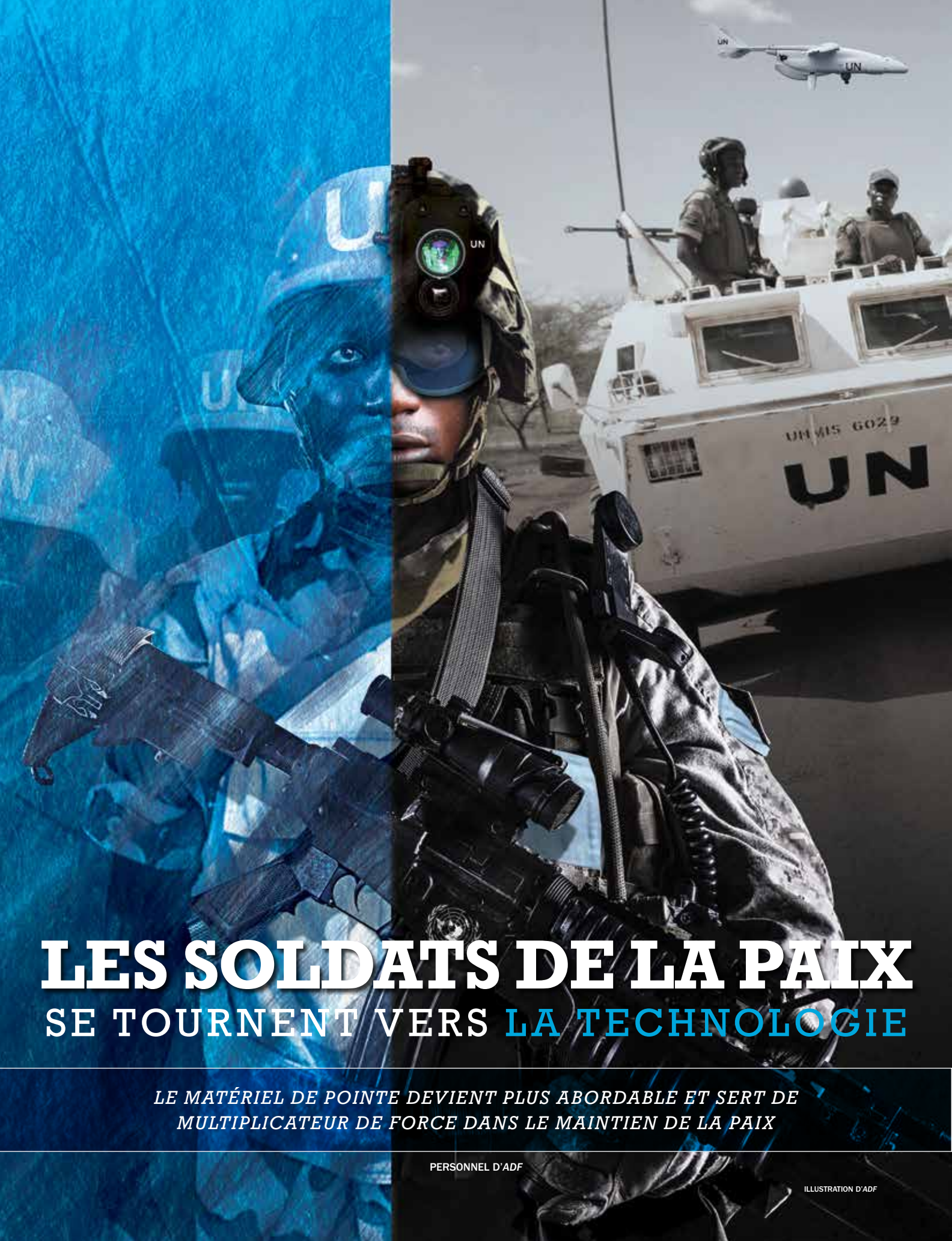
Le médiateur et la communauté internationale jouent un rôle important au cours des mois et des années suivant la signature d'un accord. À la différence de la phase des pourparlers, lors de laquelle il est préférable qu'une seule personne exerce la fonction de médiateur, les garants d'un accord peuvent être un groupe étendu et diversifié. L'Accord de paix global signé entre le Soudan et le Soudan du Sud en 2005 comprenait une Commission du bilan et de l'évaluation, regroupant des parties telles que l'Autorité intergouvernementale pour le développement, les Nations Unies, l'Union africaine, l'Union européenne, la Ligue arabe, ainsi que plusieurs pays dont la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis.

La diversité des observateurs et des garants a contribué à montrer que le monde observait les événements, et a assuré que certaines dispositions faisant l'objet d'un accord, y compris le vote pour l'indépendance du Soudan du Sud, étaient respectées.

La CMI s'est rendu compte également de l'importance de donner des moyens d'action aux acteurs locaux appelés à exercer une fonction de surveillance pour s'assurer du respect des dispositions de l'accord.

Mbaye Faye indique que, d'après son expérience, les éléments les plus importants de la mise en œuvre étaient le suivi et la vérification. Les parties doivent savoir que les progrès réalisés vers des objectifs arrêtés font l'objet d'un suivi, non seulement du point de vue du cessez-le-feu et de l'absence de combats, mais aussi politiquement dans des domaines tels que la formation d'un gouvernement de coalition et la préparation d'élections.

« Le fait que vous ayez signé un accord ne signifie pas que tout d'un coup vous allez devenir de bons amis ou que vous allez vous faire confiance », précise Mbaye Faye. « Nous disons que la première victime d'un conflit est la confiance. La confiance en vous, en les autres, en toute organisation externe. La restauration de la confiance est un processus qui exige un suivi et une vérification. » ❑



LES SOLDATS DE LA PAIX SE TOURNENT VERS LA TECHNOLOGIE

LE MATÉRIEL DE POINTE DEVIENT PLUS ABORDABLE ET SERT DE MULTIPLICATEUR DE FORCE DANS LE MAINTIEN DE LA PAIX

PERSONNEL D'*ADF*

ILLUSTRATION D'*ADF*

Alors que les aéronefs sans pilote transforment la dynamique de la guerre, il n'est pas surprenant que la technologie change aussi le maintien de la paix.

Les Nations Unies utilisent des véhicules aériens sans pilote, communément appelés UAV ou drones, depuis fin 2013, pour survoler la région instable à l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Les drones de 5 mètres de long surveillent des régions éloignées auxquelles les forces de maintien de la paix de l'ONU ne peuvent pas accéder. Équipés de caméras, de capteurs de signature thermique et d'appareils de vision nocturne, les drones peuvent surveiller dans l'obscurité et détecter des mouvements sous une épaisse canopée, marquant un nouveau tournant dans la collecte d'informations.

Les drones patrouillent le long de la frontière est, à basse altitude, surveillant les rebelles et les milices, et repèrent l'exploitation minière illégale dans la région.

La mission en RDC, connue sous l'acronyme de MONUSCO, est la première au cours laquelle l'ONU utilise des drones pour le maintien de la paix. Si les avions sophistiqués ne sont pas bon marché, ils deviennent toutefois plus abordables. Le coût initial de la mission utilisant deux drones a été estimé à 15 millions de dollars par an, soit environ 1 pour cent du budget annuel de la mission. Depuis, la mission a ajouté trois drones supplémentaires, bien que l'un d'entre eux se soit écrasé en octobre 2014.

« Ils fournissent un très bon retour sur investissement », a déclaré un responsable de l'ONU à FoxNews.com. « Lorsque vous êtes disséminés dans la région, ces drones apportent une paire d'yeux supplémentaires à nos soldats de la paix en RDC ».

L'utilisation de drones dans l'armée est là pour durer. Déjà en 2012, au moins 10 pays africains avaient établi un programme d'utilisation de drones.

LA TECHNOLOGIE DE POINTE SUR LE TERRAIN

L'utilisation de drones par l'ONU pour des opérations de maintien de la paix représente un changement de philosophie, alors que, la technologie quitte les bureaux pour s'installer sur le terrain. Des critiques ont été émises, ces dernières années, sur le fait que l'ONU utilise la technologie de pointe dans ses états-majors, mais tarde à les utiliser sur le terrain.

En 2000, un rapport de l'ONU a appelé à utiliser plus intensivement des systèmes de positionnement global et d'autres systèmes d'information géographique dans les missions de maintien de la paix. En 2009, un rapport similaire a préconisé « une meilleure utilisation de la technologie pour soutenir un déploiement plus léger et plus souple ». En dépit du besoin d'accroître l'utilisation des technologies dans les opérations de maintien de la paix, le Centre sur la Coopération internationale a indiqué que « de nombreuses missions ne disposaient pas encore de la technologie nécessaire à l'exécution de leur mandat ».

Walter Dorn, professeur au Collège des Forces canadiennes et au Collège militaire royal du Canada, est l'un des cinq experts nommés par l'ONU pour examiner l'utilisation de la technologie dans le maintien de la paix. Il a écrit un livre sur le sujet, *Keeping Watch: Monitoring, Technology and Innovation in UN Peace Operations*, publié en 2011.

Walter Dorn estime que l'ONU a du temps à rattraper. « Le maintien de la paix, ce n'est plus des casques bleus situés entre deux fronts, mais plutôt un défi plus complexe et multidimensionnel qui implique l'ONU dans des missions anti-insurrectionnelles, policières, de collecte d'informations et de construction nationale, pour lesquelles les nouvelles technologies militaires sont indispensables », a-t-il écrit.

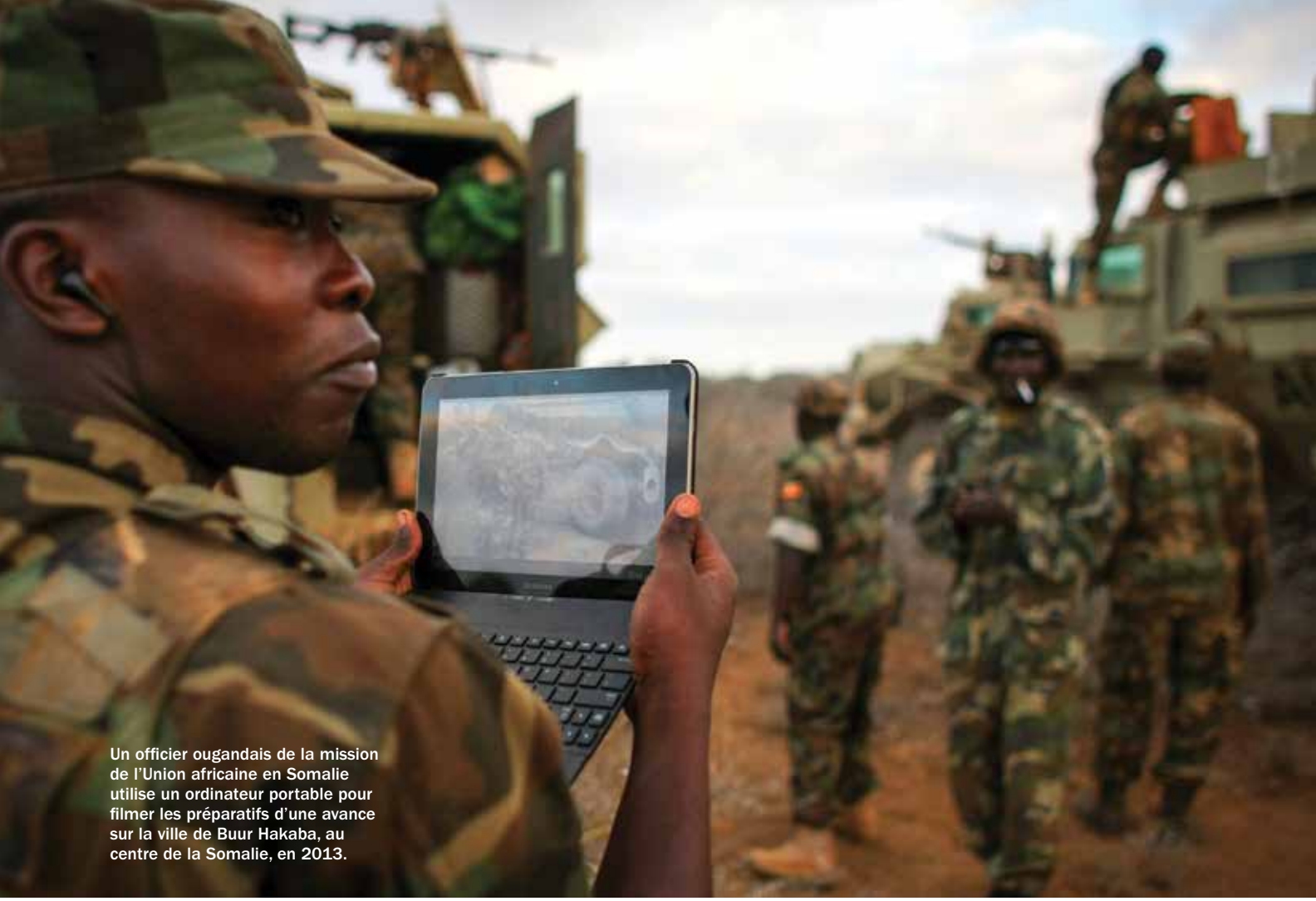
Walter Dorn a confié à *ADF* que si le matériel de pointe cher joue un rôle crucial dans le maintien de la paix, des technologies bon marché, disponibles dans le commerce, comme les smartphones, sont les plus utiles dans les missions.

« Des produits peu onéreux tels que des appareils photos avec des zooms hautes performances, des webcams et des caméscopes sont devenus des articles ménagers courants », a écrit Walter Dorn dans son livre. « Les télévisions en circuit fermé et les réseaux de vidéosurveillance rendent les boutiques et les rues plus sûres dans le monde entier. Mais l'idée de surveiller par vidéo des endroits stratégiques de villes ravagées par la guerre est encore nouvelle dans le maintien de la paix. L'utilisation de détecteurs de mouvements est largement répandue dans les systèmes d'alarme domestiques et par exemple dans les systèmes d'éclairage nocturne pour avertir les occupants d'une maison de la présence de visiteurs ou d'intrus, mais ils ne font pas encore partie de l'attirail des soldats de la paix dans les zones de conflits les plus brûlantes ».

LA COLLECTE D'INFORMATIONS

Qui dit technologie ne dit pas forcément gadgets, c'est aussi l'utilisation sophistiquée des données. Dans un rapport de 2013 sur la technologie dans le maintien de la paix, les chercheuses Anne Kahl et Helena Puig Larrauri ont expliqué : « Les caractéristiques principales de la technologie, à la fois nouvelle et ancienne, promettent d'optimiser les efforts de maintien de la paix. Le traitement des données, en particulier, pourrait être un élément clé de tout programme de maintien de la paix ».

Le traitement des données implique la collecte, l'organisation et l'analyse des données, ce qui peut



Un officier ougandais de la mission de l'Union africaine en Somalie utilise un ordinateur portable pour filmer les préparatifs d'une avance sur la ville de Buur Hakaba, au centre de la Somalie, en 2013.

STUART PRICE/ÉQUIPE DE SOUTIEN À L'INFORMATION ONU-UA

aussi bien inclure des photos prises par des drones, ou la création de bases de données issues de crowdsourcing, d'e-mails et de sms.

« L'application la plus évidente de ces outils est d'aider à collecter de meilleures données pour les systèmes d'alerte précoce des conflits », est-il dit dans le rapport. Les chercheurs ont notamment mentionné *Voix des Kivus*, un programme de crowdsourcing utilisé en RDC depuis 2009. Peter van der Windt, un chercheur et professeur basé à New York, a participé au programme dès le début.

« Les atrocités dans des zones difficiles d'accès – par exemple, dans des régions de l'est du Congo – passent souvent inaperçues à cause du manque d'accessibilité, en raison, à la fois, de la mauvaise infrastructure et du simple fait que les combats rendent dangereuse l'approche de ces zones », a écrit Peter van der Windt pour Ushahidi.com. « L'impossibilité pour les ONG internationales et humanitaires de collecter des informations dans ces conditions, entrave l'acheminement en temps voulu d'une aide efficace et opportune ».

« C'est ainsi que cela fonctionne », explique Peter van der Windt. « Dans chaque village participant à *Voix des Kivus*, il y a trois personnes avec un téléphone portable : un chef traditionnel, une représentante des groupes de femmes et un élu de la communauté. Ces personnes ont été formées à la manière d'envoyer des messages vers le système. On leur donne un téléphone portable, un crédit mensuel et une liste de codes représentant les différents événements qui peuvent se produire dans le village. L'envoi de messages est libre, mais aussi bénévole – bien que les utilisateurs n'aient pas à payer pour chaque message, ils ne reçoivent aucune compensation financière ».

« *Voix des Kivus* fournit aux communautés participantes un système pour créer des histoires, archiver les témoignages et communiquer avec le reste du monde sur les événements qui touchent leur vie quotidienne. Pour les chercheurs et les intervenants sur le terrain, les informations collectées constituent une importante ressource pour connaître la situation sur le terrain dans des zones difficilement accessibles ».

LA VISION NOCTURNE CHANGE TOUT

Il ne faut pas négliger l'importance de la révolution dans la surveillance nocturne. Comme l'a indiqué Walter Dorn, à l'exception des gardes de nuit, le maintien de la paix est un « travail de jour ». Et parce que l'on ne peut pas voir grand-chose à l'œil nu dans l'obscurité, les belligérants ont le champ libre pendant environ 10 heures.

Le matériel de vision nocturne, ainsi que d'autres technologies de surveillance sont en train de changer les règles

Suite page 45

TECHNOLOGIE MODERNE DE MAINTIEN DE LA PAIX

PERSONNEL D'*ADF*

LES DRONES, ou véhicules aériens sans pilote (UAV), ont largement été utilisés comme armes en Afrique et prennent aujourd'hui toute leur dimension comme outils de surveillance. Les UAV peuvent être de la taille d'un oiseau ou d'un avion classique. Ils sont bien moins vulnérables que des ballons. Un drone commandé par un pilote au sol peut être un outil de surveillance sans pareil. En fonction du système de propulsion, certains drones sont presque silencieux.

THE ASSOCIATED PRESS

LES SMARTPHONES sont les appareils de technologie moderne les plus polyvalents et peuvent servir sous des dizaines de formes dans les missions sur le terrain. Un smartphone est un téléphone, un appareil photo, un caméscope, un enregistreur audio, un talkie-walkie, un GPS, un traducteur, un appareil d'accès à Internet, une calculatrice et une lampe de poche. Des nouvelles applications sont développées en permanence. Son utilité en tant que dispositif militaire est inégalée.

LES APPAREILS PHOTO ET CAMÉSCOPES NUMÉRIQUES peuvent être utilisés par les soldats de la paix pour prendre des photos ou des clips, pour les intégrer dans des rapports ou dans des bases de données. Un bon caméscope ne coûte pas plus de 130 dollars.

LES CAMÉRAS DE SURVEILLANCE peuvent couvrir des points chauds, même en l'absence des soldats de la paix et surveiller les conflits pour protéger les civils. Elles peuvent être installées pour aider à prévenir les intrusions et le commerce illégal d'armes et pour protéger les ressources naturelles et les populations. Les caméras de surveillance peuvent transmettre des vidéos en temps réel ou des images peuvent être téléchargées par les patrouilles.

LES CAMÉRAS MONTÉES SUR CASQUES font maintenant partie de l'équipement standard de beaucoup d'armées. Ce que voit un soldat peut être transmis en temps réel à d'autres soldats et aux commandants.

LES LUNETTES DE VISION NOCTURNE sont tellement utiles que certains soldats exigent de les porter pendant toutes les patrouilles de nuit. Ce que voit un soldat à travers les lunettes de vision nocturne peut être enregistré sur un appareil de poche ou transmis en temps réel. Les lunettes de vision nocturnes sont utilisées là où la violence nocturne pose problème. Le matériel nocturne peut inclure des caméras avec amplificateur de brillance et des caméras pour détection infrarouge.

LES DÉTECTEURS DE MOUVEMENT pour caméras peuvent avertir les soldats sur les intrus et les mouvements de troupe. On peut aussi les utiliser avec des lumières la nuit pour montrer aux intrus qu'une zone est sous surveillance. De tels dispositifs fonctionnent souvent sur piles solaires.

LES LOGICIELS analysent les e-mails, les messages et les photos pour montrer les tendances, les mouvements de troupes et les zones à problèmes. Ces logiciels ont révolutionné le crowdsourcing en Afrique.

LES MICROS DE SURVEILLANCE, déclenchés par des bruits inhabituels, peuvent être associés à des caméras pour former un dispositif de surveillance ou être utilisés seuls.

ISTOCK

LES SYSTÈMES DE POSITIONNEMENT GLOBAL (GPS) trouvent de nombreuses applications dans l'armée, que ce soit pour déterminer avec précision la position des agresseurs ou pour donner aux troupes des indications topographiques détaillées. Les GPS peuvent être utilisés dans l'obscurité et dans des endroits inconnus. Ils peuvent repérer des cibles au sol et dans l'air. Les pilotes et avions équipés d'un GPS peuvent être facilement retrouvés s'ils sont abattus.

LES TÉLÉMÈTRES LASER peuvent détecter le franchissement illégal des frontières ou une intrusion dans des zones réglementées. Certains télémètres sont associés à des GPS pour déterminer la position exacte d'objets distants.

LES SYSTÈMES D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE FIABLES (SIG) peuvent remplacer les cartes. Un SIG utile permet l'entrée de données et peut être consulté de n'importe où en temps réel.

LES DÉTECTEURS ACOUSTIQUES ET SISMIQUES peuvent détecter les mouvements de personnels ou d'armes. Les capteurs peuvent déclencher des caméras et alerter les patrouilles. Ils peuvent être utilisés pour la sécurité et pour veiller au respect des accords de paix.

LES CAMÉRAS D'IMAGERIE THERMIQUE ou caméras infrarouges à balayage frontal, détectent les rayonnements infrarouges émis par des sources de chaleur. Connues sous le nom de technologie FLIR, ces caméras présentent des avantages particuliers par rapport à d'autres technologies d'imagerie. Les caméras voient le rayonnement dans le spectre infrarouge qu'il est difficile de camoufler. Elles voient à travers la fumée, le brouillard, la neige et d'autres conditions météorologiques. Il est aussi pratiquement impossible pour l'ennemi de détecter les caméras, parce qu'elles reçoivent les informations, contrairement au radar ou au sonar, qui, eux, les émettent. En plus de la détection, la technologie FLIR peut aussi être appliquée dans la navigation.

Les ballons captifs/aérostats

THE ASSOCIATED PRESS

LES BALLONS CAPTIFS, aussi appelés **AÉROSTATS**, équipés de caméras de surveillance diurnes ou nocturnes, donnent des vues aériennes et larges des zones surveillées. Toutefois, ces ballons peuvent être vulnérables et servent souvent de cibles d'entraînement aux forces ennemies.

LA TECHNOLOGIE BIOMÉTRIQUE identifie les personnes par des moyens plus avancés que la prise d'empreintes digitales. Des caméras ou d'autres outils de collecte d'images peuvent identifier les gens sur la base des traits du visage, de la géométrie de la main, des caractéristiques de la rétine et de l'iris, ainsi que des comportements, y compris la manière de parler ou la démarche. L'Union européenne a utilisé des scans d'iris pour rémunérer les soldats congolais afin d'éviter qu'ils ne viennent chercher leur solde plus d'une fois par période de paie.

LES DRONES DE SURVEILLANCE 'UN PAS DANS LA BONNE DIRECTION'

UN EXPERT DES NATIONS UNIES AFFIRME QUE LA TECHNOLOGIE MODERNE RÉVOLUTIONNE LES MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

PERSONNEL D'*ADF*

La technologie dans le maintien de la paix est en constante mutation et touche de nouveaux aspects des missions. Bien que les coûts des techniques de pointe en matière de surveillance et de communication aient considérablement baissé, elles demeurent hors de portée pour certains pays et organisations.

En juin 2014, l'ONU a annoncé la nomination d'un comité d'experts de cinq membres pour conseiller l'organisation sur la meilleure manière d'utiliser les nouvelles technologies dans les missions de maintien de la paix.

Le comité est dirigé par l'Américaine Jane Holl Lute, spécialiste de la paix et de la sécurité. Les quatre autres membres sont le général à la retraite indien Abhijit Guha, le major général à la retraite sud-africain Michael Fryer, le major général à la retraite danois Ib Johannes Bager et le Canadien Dr. Walter Dorn.

L'initiative a pour objet d'évaluer la rentabilité de l'utilisation des nouvelles technologies et innovations émergentes.

Ancien commissaire de police pour la mission ONU-UA au Darfour (MINUAD), Michael Fryer a déclaré à *ADF* que, dans l'idéal, la technologie de maintien de la paix peut être partagée entre l'armée, les civils et la police. Il a dit qu'« il n'est pas nécessaire que chaque composante dispose de sa propre technologie ».

« Il y a, sur le marché, des technologies peu onéreuses qui peuvent faire une grande différence dans les opérations de maintien de la paix [OMP] », a-t-il ajouté. Sur sa liste figurent des unités de GPS mobiles, des ballons captifs plus légers que l'air avec radar au sol, la surveillance par télévision en circuit fermé, les caméras infrarouges à balayage frontal, les radios UHF mobiles, les répéteurs VHF, les éclairages de sécurité et les détecteurs de coups de feu.

« Les smartphones et les iPads, avec leur kyrielle d'applis, aideront certainement beaucoup », a poursuivi Michael Fryer. « Ils donneront des infos en temps réel, des vidéos et des photos pour une prise de décision rapide. Il sera possible de détecter les mouvements des personnels, ce qui améliorera leur sécurité. Le seul aspect négatif serait la couverture réseau dans des zones éloignées d'une OMP.

Michael Fryer a aussi dit que la surveillance par les drones, ou UAV, est « assurément un pas dans la bonne direction ». Mais il a aussi noté que la formation du personnel nécessaire au pilotage des drones entraîne des coûts considérables.

Des études récentes ont montré que le coût total du personnel de soutien des drones pourrait égaler celui d'un avion avec pilote. Les drones de pointe ne doivent pas être considérés comme une alternative bon marché à de « vrais » avions.

Toutefois, Michael Fryer préconise l'utilisation de drones comme outils de collecte d'informations pour une « prise de décision intégrée dans le contexte d'une mission ».

« Ils peuvent servir de système d'alerte précoce, ce qui permet à la mission d'être proactive au lieu de réactive », a-t-il dit. « Lorsque des éléments de la mission seront amenés à effectuer plusieurs tâches pour réunir des informations spécifiques, le drone sera certainement un atout de la mission ».

Michael Fryer estime aussi que des drones plus petits et meilleur marché, disponibles dans le commerce, auront leur place dans les OMP à l'avenir. Ces drones peuvent être utilisés par presque tout le monde, avec une formation minimale, a-t-il dit. Les drones pourraient être programmés pour effectuer de longs vols au-dessus de zones instables et de camps de réfugiés pour établir des profils de criminalité et analyser les points chauds.

« Pendant les patrouilles au-dessus de ces zones à risque, les drones peuvent servir de système d'alerte précoce sur d'éventuelles embuscades ou autres situations dangereuses », a-t-il ajouté. Ces drones peuvent voler à une altitude de 50 mètres pendant 45 minutes. Équipés d'un système d'imagerie thermique, ces drones ont une « immense valeur » pour la protection des forces de maintien de la paix.

Pour Michael Fryer, les technologies de traduction sont plus des outils pour le futur que pour le présent. Il a ajouté que la traduction était un problème réel, soulignant que rien qu'en Afrique du Sud, il y a 11 langues officielles. Pour le moment, a-t-il dit, « Les interprètes sont le seul moyen de remédier au problème ». Les logiciels de traduction seront utiles pour « organiser des cours dans le cadre du renforcement des capacités ».

Michael Fryer a souligné que, comme tout le matériel militaire, la technologie pour le maintien de la paix doit être choisie avec soin.

« Nous avons une large gamme de produits qui peuvent être utiles dans les OMP. Mais nous devons tenir compte des conséquences financières et politiques et faire la différence entre l'accessoire et l'essentiel », a-t-il conclu.

Le général Michael Fryer s'adresse à la police lors d'une mission de maintien de la paix.

GÉN. MICHAEL FRYER

Les casques bleus de l'ONU utilisent des drones de 5 mètres de long à des fins de surveillance.

AFP/GETTY IMAGES

Suite de la page 42

du combat nocturne. La technologie de vision nocturne est tellement efficace que de nombreux militaires refusent d'aller sur le terrain sans en être équipés.

Des détecteurs de rayonnement infrarouge qui détectent la chaleur sont les outils les plus efficaces pour la vision nocturne, mais ils coûtent généralement plus de 5.000 dollars pièce – un prix inabordable pour la plupart des missions de l'ONU ou de l'Union africaine. À la place, les soldats de la paix utilisent une forme simple de vision nocturne appelée amplificateur de brillance. Ces appareils détectent et amplifient la lumière visible jusqu'à 25.000 fois ou plus. Ils dépendent de la lumière réfléchie par le ciel nocturne ou d'autres sources.

Dans d'excellentes conditions, telles qu'un ciel nocturne dégagé et la pleine lune, une sentinelle utilisant un amplificateur de brillance moderne peut voir des personnes en mouvement à 1.500 mètres. Ces appareils sont vendus au prix modeste de 300 dollars pièce.

LE MEILLEUR OUTIL DU MAINTIEN DE LA PAIX

L'outil le plus polyvalent dans l'arsenal du maintien de la paix est le téléphone portable et, plus récemment, le smartphone. L'utilisation du portable en Afrique a augmenté plus vite que dans n'importe quelle autre région du globe. En 2003, il y avait 54 millions d'abonnés mobiles en Afrique ; fin 2014, ils étaient environ 635 millions. D'ici 2019, l'Afrique devrait avoir 930 millions d'abonnés mobiles.

Dans sa forme la plus simple, un téléphone portable peut être utilisé pour avertir l'armée et la police et coordonner les secours. Un smartphone moderne, ne coûtant pas plus de 100 dollars, peut aussi servir de caméra de surveillance, d'outil de collecte de données et de crowdsourcing. Les soldats de la paix qui ne parlent pas une langue commune l'utilisent maintenant comme aide à la traduction.

Si l'on considère uniquement le nombre de langues parlées en Afrique, on constate qu'il y a 14 grandes « familles » de langues sur le continent, avec un nombre ahurissant de variantes au sein de ces familles. Rien qu'au Nigeria, il existe 500 langues. Il peut y avoir plus de 3.000 langues parlées à travers tout le continent.

Les barrières linguistiques ont longtemps constitué un obstacle aux missions de maintien de la paix en Afrique. Les missions d'entraînement et de maintien de la paix ont été entravées par les différences de langues parmi les soldats de la paix et avec les civils qu'ils étaient chargés de protéger. Selon Walter Dorn, les smartphones vont y remédier.

« Avec les téléphones portables et Internet, les soldats de la paix sur le terrain ont pu recevoir des traductions d'un service central de traduction, au lieu de devoir se fier entièrement à l'interprète qui les accompagnait. En outre, ils ont pu vérifier l'exactitude des traductions fournies par les personnes qui les accompagnaient, notamment pour déceler un éventuel parti pris de l'interprète, ce qui représente parfois un grave problème lors d'opérations de maintien de la paix au sein de sociétés divisées », a expliqué Walter Dorn.

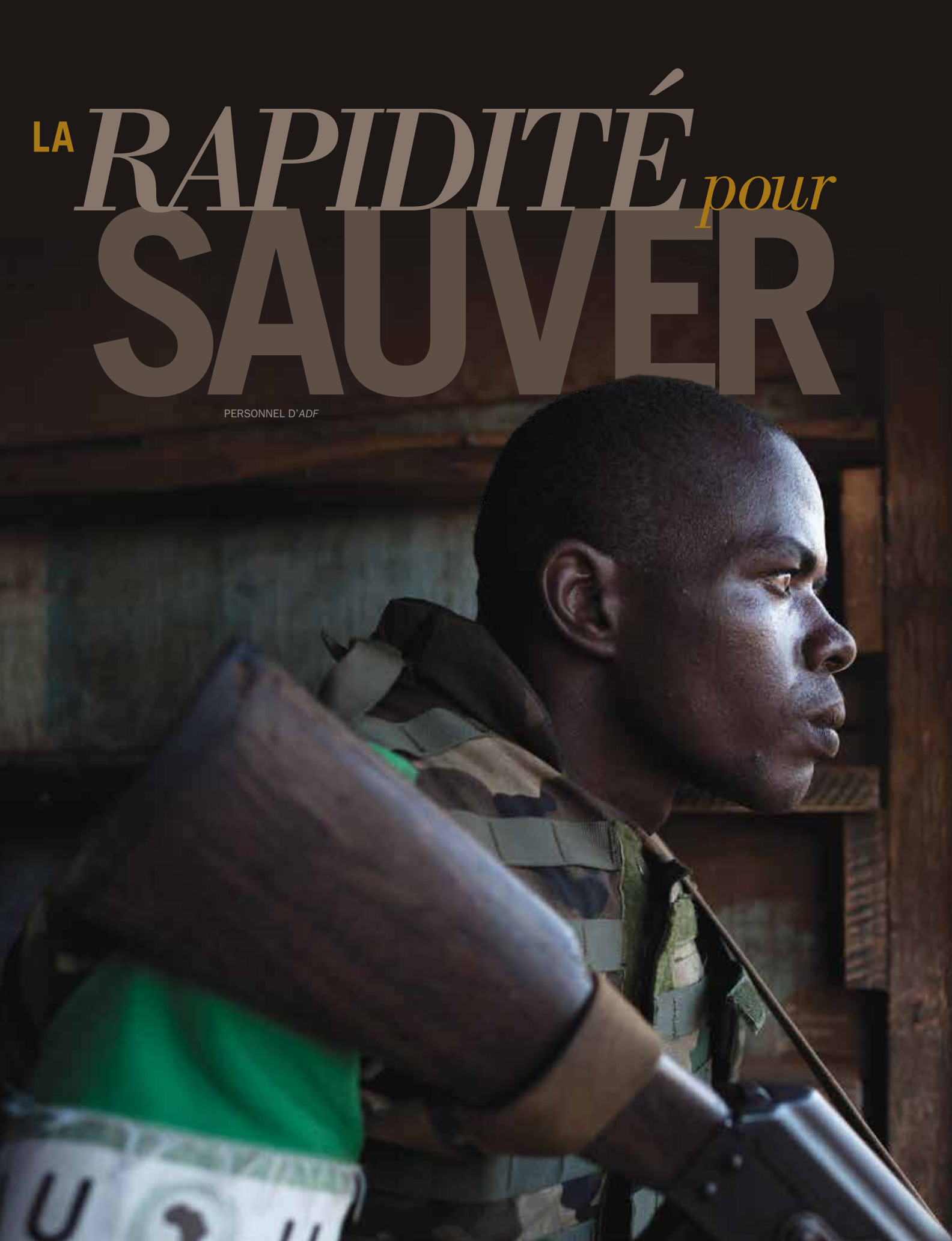
Toutefois, les applications de traduction pour smartphones sont encore en cours de développement. Nombre d'entre elles nécessitent un accès à Internet pour pouvoir consulter les dictionnaires en ligne et les systèmes de reconnaissance vocale peuvent faire des erreurs.

« Si vous êtes un touriste qui cherche où se trouve la gare, ces outils sont très pratiques », a déclaré Elizabeth Bernhardt, directrice du Centre linguistique de l'université de Stanford. Cependant, a-t-elle expliqué au *San Jose Mercury News* : « Si j'étais dans un contexte d'affaires en train de mener d'importantes négociations, je ne me fierais pas à la traduction automatique ». Il en serait de même pour une mission de maintien de la paix.

Pour l'heure, les soldats de la paix continuent à se fier aux outils classiques pour surveiller les zones de trouble. Une paire de jumelles standard reste l'élément essentiel de l'équipement de surveillance. Mais les agresseurs commencent à utiliser la technologie moderne et les soldats de la paix n'ont pas d'autre choix que de suivre le mouvement. ❑

LA RAPIDITÉ *pour* SAUVER

PERSONNEL D'*ADF*



Après des années de crise, l'Union africaine crée un nouveau mécanisme d'intervention militaire rapide

En octobre 2014, le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, s'est adressé au Conseil de sécurité des Nations Unies pour demander de l'aide. Son discours faisait suite à une période sanglante, au cours de laquelle les insurgés avaient posé des bombes artisanales et perpétré des attentats en moto contre des soldats de la paix, dans le nord du pays, au cours desquels 9 soldats nigériens avaient trouvé la mort à Gao et 10 soldats tchadiens à Kidal.

« Il faut que la communauté internationale envoie un signal fort à ces terroristes. C'est le seul message auquel ils sont sensibles », a déclaré Abdoulaye Diop à l'ONU.

Abdoulaye Diop a fait ensuite une suggestion : les soldats de la paix doivent changer de tactique.

« Peut-être le Conseil devrait-il envisager la mise en place d'une Force d'intervention rapide capable de lutter efficacement contre les éléments terroristes ? », a-t-il dit.

À GAUCHE : un soldat burundais, participant à la mission de l'Union africaine en République centrafricaine, en poste dans une zone contrôlée entre les quartiers à risque Pk5 et Fatima à Bangui. CORBIS

À DROITE : un soldat de la paix rwandais patrouille dans un quartier de la capitale, Bangui, en mai 2014. AFP/GETTY IMAGES

Il a demandé deux choses qui ne sont pas particulièrement le fort des missions de maintien de la paix : la rapidité et la précision. L'entraînement, la bureaucratie et les mandats empêchent parfois les soldats de la paix de lancer des interventions rapidement et de repousser et neutraliser les fauteurs de trouble dans les zones de combat.

Le Mali est un bon exemple de cette carence. En 2012 et 2013, alors que les extrémistes consolidaient leur présence dans le nord, l'ONU et l'Union africaine ont passé des mois à chercher un consensus pour intervenir. Ce n'est que lorsque les extrémistes ont pris Konna, ville d'importance stratégique, et qu'ils se sont préparés à marcher vers le sud, sur la capitale Bamako, qu'une intervention a été lancée principalement par deux pays: la France et le Tchad.

Depuis, les quelque 10.000 soldats de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, ont maintenu l'ordre dans les principales villes du nord du Mali. Mais ils ont du mal à effectuer les missions de « recherche et destruction », dont s'étaient si bien acquittées les forces tchadiennes et françaises, début 2013, notamment pour éliminer les repères de extrémistes dans les montagnes de l'Adrar des Ifoghas.

Les événements qui se sont produits depuis la crise au Mali n'ont fait que renforcer la nécessité d'une force d'intervention rapide sur le continent. Fin 2013, la guerre civile en République centrafricaine (RCA), a nécessité une intervention rapide de la France, sous le nom de code d'Opération Sangaris, en collaboration avec les forces de l'UA. En décembre 2013, l'Ouganda a pris la décision unilatérale et controversée d'envoyer des troupes au Soudan du Sud, parce qu'une réaction internationale se faisait attendre.

Dans tous les cas, il fallait agir plus vite, a déclaré Solomon Dersso, chercheur à l'Institut d'études de sécurité, basé à Addis Abeba, en Éthiopie. « Les États membres de l'UA n'ont pas réussi à fournir les réactions requises et celles qu'elles ont réussi à envoyer à la fin sont arrivées trop tard et furent trop faibles », a déclaré Solomon Dersso, dans une interview avec IRIN.

Dans une allocation télévisée, début 2014, Denis Sassou Nguesso, président de la République du Congo, a parlé au nom de nombreux dirigeants africains lorsqu'il a déclaré qu'il était temps de passer à l'action. L'Afrique « doit prendre son destin en main avant d'attendre le soutien de la communauté internationale. Le moment est venu pour que l'Afrique prenne elle-même une position ferme. Qu'il s'agisse du Nigeria, de la Centrafrique ou du Sud Soudan, les Africains doivent se mettre en première ligne », a-t-il dit.

L'UA CHANGE DE STRATÉGIE

L'Union africaine est consciente de la nécessité d'accroître la rapidité des interventions. Le protocole de 2002, établissant la Force africaine en attente (FAA), a appelé chaque région à être prête à déployer un bataillon d'intervention sous un

Le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a appelé à la création d'une force d'intervention rapide plus forte pour lutter contre la contrebande et les extrémistes violents dans le nord du pays. REUTERS

Un soldat de la paix burundais, participant à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique, sous conduite africaine, patrouille dans le quartier Bea-Rex à Bangui, en mai 2014. AFP/GETTY IMAGES

délai de 14 jours. C'était une priorité absolue après le génocide au Rwanda, où une intervention lente et inadéquate avait causé la mort de 800.000 personnes en une centaine de jours.

Mais la FAA a connu des retards et des revers. Alors qu'elle devait être opérationnelle en 2010, l'échéance a été repoussée à 2015. Certains pays ne seront probablement pas prêts à cette date.

Au lendemain de l'échec d'une intervention rapide au Mali, l'UA évalue ses options. La question a été un sujet brûlant lors de la célébration du 50ème anniversaire de l'UA à Addis Abeba, en mai 2013. Les débats ont débouché sur la création de la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises (CARIC), qui doit servir de mécanisme intermédiaire jusqu'à ce que la FAA soit opérationnelle.

La CARIC préconise la création d'un « réservoir » de 5.000 hommes, fournis volontairement par les pays à travers le continent. Elle puiserait, dans cette réserve, des groupements tactiques de 1.500 hommes capables de se déployer en 10 jours ou moins et d'être autonomes pendant au moins 30 jours. La structure préconise aussi la création d'un bataillon d'appui d'artillerie, d'une brigade légère blindée et d'une escadre aérienne.

« L'objectif est de mettre en place une force efficiente, robuste et crédible », a déclaré la présidente de l'UA, Nkozana Dlamini Zuma, dans un rapport présentant le plan. La force pourrait être déployée rapidement, être apte à mener des opérations rapides et ouvrir la voie à des opérations de paix de l'UA et/ou de l'ONU, a-t-elle ajouté.

La CARIC présente deux différences majeures par rapport à la FAA.

- **Elle dépend d'États chefs de file :** contrairement à la FAA, qui est alignée sur les Communautés économiques régionales, la CARIC dépend de là où il y a une capacité sur le continent. Par exemple, bien que l'intervention au Mali ait d'abord été planifiée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, c'est le Tchad – qui ne fait pas partie de la CEDEAO – qui a finalement envoyé 2.000 soldats dans le pays en proie à la guerre. Le cadre sous-régional de la FAA a pour conséquence involontaire d'exclure les pays contributeurs qui se trouvent en dehors de la région, mais qui seraient les mieux à même d'intervenir.

  Une intervention de la CARIC serait différente. Elle pourrait impliquer plusieurs pays contributeurs de troupes à travers le continent ou bien un seul pays clé, prêt à envoyer tout un contingent de 1.500 soldats. « Cette nouvelle approche est une tentative de … valider ce qui s'est passé lors des derniers conflits, où les opérations africaines n'ont pu être déployées que grâce à la mobilisation d'États clés volontaires », a écrit Romain Esmenjaud, dans un article publié dans le journal *African Security Review.* « On peut penser au rôle joué par le Tchad en RCA ou par l'Ouganda et le Kenya en Somalie. Il est intéressant de noter que ce rôle a été parfois joué par des États qui ne font pas partie d'organisations sous-régionales couvrant la crise ».
- **Elle est plus souple :** la FAA présente explicitement six scénarios dans lesquels une intervention peut être lancée. Le rôle de la force en attente s'étend du conseil aux armées à la prévention du génocide. Bien que ces scénarios aient été définis pour offrir des conseils en matière d'urgence et d'examen de l'étendue du problème, ils ont fini par limiter les interventions dans

des conflits qui ne correspondaient à aucun scénario. En revanche, la CARIC a une portée plus large et se donne une plus grande marge de manœuvre pour intervenir dans un certain nombre de cas dont « la neutralisation de groupes terroristes », la lutte contre la criminalité transfrontière ou la répression d'une insurrection armée. La CARIC ne se limite pas au maintien de la paix et assure qu'elle peut être déployée dans le cadre plus proactif de la consolidation de la paix.

« La volonté d'élargir le rôle des troupes africaines est le reflet évident du manque de pertinence des scénarios existants, comme l'on démontré les crises en Somalie et au Mali », a écrit Romain Esmenjaud. « Dans les deux cas, les troupes africaines ont dû intervenir dans des guerres réelles, ce qu'en théorie, la doctrine de la FAA n'aurait pas permis ».

UN MODÈLE 'JUSTE À TEMPS'

Le Dr. Cedric de Coning, expert sud-africain en sécurité et conseiller du Centre africain pour la résolution constructive des conflits, est d'avis qu'il faut modifier les modèles d'intervention. Mais, avant toute chose, il convient de faire les louanges des armées africaines qui ont lutté pour le maintien de la paix ces vingt dernières années.

« Lorsque nous disons que la FAA ne fonctionne pas, nous sous-estimons les forces africaines et les pays africains qui sont déployés en ce moment et qui font ce travail », a-t-il déclaré à *ADF*.

« LORSQUE NOUS DISONS QUE LA FAA NE FONCTIONNE PAS, NOUS SOUS-ESTIMONS LES FORCES AFRICAINES ET LES PAYS AFRICAINS QUI SONT DÉPLOYÉS EN CE MOMENT ET QUI FONT CE TRAVAIL »

~ Dr. Cedric de Coning,

expert sud-africain en sécurité et conseiller du Centre africain pour la résolution constructive des conflits

Cedric de Coning a déclaré que le modèle FAA d'une brigade d'intervention rapide, qui peut être déployée par une organisation régionale, est une tâche difficile. Il y a peu de régions dans le monde qui en sont capables. Par exemple, la Brigade multinationale d'intervention rapide des forces en attente des Nations Unies, sous conduite du Danemark, a été abandonnée et le groupement tactique de l'Union européenne a rarement été utilisé, a-t-il dit.

« Finalement, aucune de ces capacités en attente n'a encore fonctionné », a-t-il ajouté.

Entre temps, les pays africains se sont fait une place parmi les meilleurs soldats de la paix. Ils ont créé une coalition pour reprendre la Somalie des mains d'Al-Shebab, ils ont contribué à maintenir la paix au Darfour et ils ont évité un bain de sang en RCA. « La seule partie de la FAA qui ne marche pas c'est cette attente des brigades, mais les capacités ont été renforcées et nous avons maintenant 70.000 soldats africains déployés par le bias de L'UA et les Nations Unies », a précisé de Coning, « Il y a là une énorme capacité. Il n'y a pas d'autre région du monde où 70.000 hommes sont déployés, à part dans les pays de l'OTAN et aux États-Unis ».

Cedric de Coning affirme qu'il est essentiel aujourd'hui de créer ce qu'il appelle un modèle « juste à temps » pour une intervention rapide dans les crises africaines. L'accent serait mis sur le renforcement des capacités au niveau national et non pas régional. En cas de crise, l'UA rassemblerait une « coalition de volontaires », composée de pays capables d'envoyer des troupes et ayant un intérêt national suffisant pour participer. L'ancien modèle de casques bleus désintéressés ou neutres n'est pas pratique, a-t-il dit, dans les missions anti-insurrectionnelles à haut risque, ce qui caractérise la plupart des conflits africains aujourd'hui et, probablement aussi à l'avenir.

« Seuls les pays ayant un intérêt national voudront envoyer des troupes, même si cela s'avère coûteux en termes de pertes et de dépenses. C'est pourquoi je pense que le modèle en attente ne marchera pas », a-t-il dit. « Il est très improbable que ce type de brigade en attente prédéfini réponde aux critères spécifiques du cas en question ».

La rapidité est déjà un atout important pour l'UA ; il ne manque plus maintenant qu'un bon leadership, des fonds et la volonté de créer les bonnes coalitions « juste à temps » pour réagir à une crise donnée, explique Cedric de Coning.

« Si l'Union africaine et les troupes africaines peuvent se déployer plus rapidement que les Nations Unies, c'est parce qu'elles n'obéissent pas aux mêmes normes et règles que l'ONU ou l'UE, qui ne se déploieront pas avant qu'un hôpital, un campement et un matériel de communication correct soient en place. Alors, si vous respectez ces normes et règles, il vous faudra 90 jours pour vous déployer », a déclaré Cedric de Coning.

Cedric de Coning a pressé l'UA de ne pas créer un système complexe, comme celui de l'ONU, qui ne ferait que ralentir les déploiements futurs.

Lorsque des coalitions sont formées, il est important de préserver la coopération interpersonnelle de président à président ou de général à général, qui assure une présence sur le terrain aussi vite que possible.

« L'avantage comparatif de l'UA et de tous les pays africains c'est qu'ils peuvent se déployer rapidement et qu'ils veulent être plus robustes. Si vous changez cela pour mettre en place une nouvelle bureaucratie, vous perdez alors l'avantage comparatif », a ajouté Cedric de Coning. ❑

ISTOCK

Pris entre deux feux

PERSONNEL D'*ADF*

DES EFFORTS SONT EN COURS EN SOMALIE ET AILLEURS POUR PROTÉGER LES CIVILS LORS DES MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

À mesure que les forces de l'Union africaine tentaient de reprendre Mogadiscio, en Somalie, aux insurgés d'Al-Shebab, elles ont été confrontées à un dilemme mortel.

Al-Shebab s'était retranché dans le marché Bakara de la capitale, au sommet d'une colline dans le quartier des affaires de la ville. À partir de cette zone densément peuplée, les extrémistes recrutaient des membres, extorquaient de l'argent aux négociants et creusaient des fossés profonds autour du marché pour en interdire l'accès aux chars et aux véhicules militaires, a relaté la *Voix de l'Amérique* en 2011.

« Le problème est que Bakara est un lieu très difficile », a indiqué à *VOA* Rashid Abdi, analyste de la Somalie auprès de l'International Crisis Group de Bruxelles. « C'est un dédale d'échoppes ou de kiosques densément agglutinés. Il regorge d'habitants, de commerçants, d'acheteurs. C'est un endroit très difficile à contrôler, et Al-Shebab a utilisé le marché Bakara pour lancer des attaques au mortier sur les positions [gouvernementales]. »

Lorsque Al-Shebab tirait des obus de mortier sur les forces de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) depuis l'intérieur du marché, les forces de l'AMISOM ripostaient, ont déclaré les responsables des États-Unis et de l'UA au *Wall Street Journal* en 2010. « La riposte aux attaques nous pose un problème », a admis un responsable de l'UA. « C'est devenu un enjeu réel et grave. »

La stratégie visant à s'engager dans la tâche à la complexité croissante d'une mission de consolidation de la paix tout en protégeant les civils, ou tout au moins sans leur porter atteinte, continue d'être un sujet de controverse pour les soldats, les responsables politiques et les travailleurs humanitaires. Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a résumé ces enjeux lors d'une allocution au Conseil de sécurité en juin 2014 :

Un véhicule blindé de la brigade d'intervention de la force des Nations Unies passe à proximité de Goma en République démocratique du Congo. La brigade a le mandat de poursuivre les extrémistes armés tout en atténuant les risques encourus par les civils. AFP/GETTY IMAGES

« Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont de plus en plus la mission d'intervenir là où il n'y a pas de paix à maintenir », a-t-il déclaré. « Nous constatons des niveaux de violence considérables au Darfour, au Soudan du Sud, au

Mali, en République centrafricaine et dans l'est de la République démocratique du Congo, où plus des deux-tiers de l'ensemble de notre personnel militaire, policier et civil est déployé. »

Il a ajouté que les « opérations de maintien de la paix étaient de plus en plus effectuées dans des environnements plus complexes comportant des menaces asymétriques et non conventionnelles ».

Mettre l'accent sur la protection des civils

En 1999 les Nations Unies ont ajouté une disposition portant sur la protection des civils (POC) contre la violence physique au mandat de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL), et c'était la première fois qu'un tel mandat avait été donné à une mission de maintien de la paix.

La résolution 1270 du Conseil de sécurité réaffirme que « la MINUSIL peut prendre les dispositions voulues pour assurer la sécurité et la liberté de circulation de son personnel et, dans la limite de ses capacités et à l'intérieur des zones dans lesquelles elle est déployée, offrir une protection aux civils menacés d'actes imminents de violence physique. »

Dix ans après, le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires et le Département des opérations de maintien de la paix se sont penchés plus étroitement sur les politiques de protection des civils des Nations Unies. Ils ont constaté que « le Secrétariat des Nations Unies, les pays fournissant des contingents de soldats et de policiers, les États hôtes, les acteurs humanitaires, les professionnels de droits de l'homme et les missions elles-mêmes continuent d'avoir des difficultés à déterminer ce que signifie pour une opération de maintien de la paix la protection des civils, par définition et dans la pratique. »

Le rapport a constaté les lacunes suivantes dans les politiques de protection des civils sur le terrain :

- **Absence de stratégie à l'échelle de la mission :** bien que diverses missions développent leurs propres stratégies et outils, ceux-ci tendent à être « conçus et élaborés au cas par cas. »
- **Questions de leadership :** la compréhension et le classement par ordre de priorités en matière de protection des civils ne sont pas homogènes.
- **Structures et ressources:** les mandats et les missions ne peuvent pas réussir si l'opération n'est pas mise en place de manière à atteindre ses objectifs, ou n'en a pas les ressources suffisantes.
- **La collecte de renseignements est cruciale :** la plupart des missions n'ont pas la capacité de collecter et d'analyser les renseignements pour répondre à des menaces ou prévoir des escalades potentielles de la violence.

Le renseignement est la clé, et c'est sur la découverte d'une méthode permettant de recueillir et d'analyser des données concernant les préjudices causés aux civils et d'y réagir qu'un groupe a travaillé en Somalie conjointement à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Cette initiative a pour nom Civilian Casualty Tracking Analysis and Response (cellule d'analyse et de réponse pour le suivi des victimes civiles).

Effectuer le suivi des préjudices causés aux civils en Somalie

Marla Keenan, directrice générale du Center for Civilians in Conflict (centre pour les civils en situation de conflit), indique que son groupe a commencé à travailler en Afrique en 2010. À l'époque, l'AMISOM essayait de reprendre Mogadiscio et le reste du pays aux extrémistes d'Al-Shebab. Les combats dans les zones peuplées ont souvent impliqué des dommages causés aux civils, depuis les blessures et la mort jusqu'au déplacement et aux dommages aux biens.

Marla Keenan précise que ses collègues ont commencé à interroger les civils regroupés dans les camps de réfugiés de Dadaab au Kenya sur la manière dont l'opération les avait affectés. Ils ont également parlé aux travailleurs humanitaires et ont collecté des données destinées à un

À gauche : les soldats des forces de maintien de la paix opérant dans le cadre de la Mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo défendent la base de Kiwanja contre les rebelles du M23 en 2012. MONUSCO

Des officiers ougandais servant dans le cadre de la Mission de l'Union africaine en Somalie se tiennent près d'une cache d'obus d'artillerie de 155 mm découverts dans une maison située au fin fond du marché Bakara à Mogadiscio en 2011. THE ASSOCIATED PRESS

« L'AMISOM prend très au sérieux ses responsabilités pour la sécurité du peuple somalien et comprend pleinement ses obligations de conduire des opérations sans causer de dommages inconsidérés à la population locale ».

~ AMBASSADEUR BOUBACAR GAOUSSOU DIARRA,
ancien représentant de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie

Un soldat ougandais servant dans le cadre de la Mission de l'Union africaine en Somalie passe en courant près d'une Somalienne en rejoignant son véhicule blindé à Afgoye, à l'ouest de Mogadiscio. Les troupes de l'Armée nationale somalienne ont libéré d'Al-Shebab Afgoye et sa population en mai 2012.
UA/ONU ÉQUIPE DE SOUTIEN À L'INFORMATION

rapport qui a été diffusé aux contacts de l'UA, de l'AMISOM et des organisations non gouvernementales. Peu après, un général britannique collaborant avec l'AMISOM pour élaborer une politique en matière de tirs indirects a contacté le centre.

La plupart des civils ayant subi des dommages causés par les forces de l'AMISOM ont été des victimes de tirs indirects, par exemple à la suite de combats centrés sur le marché Bakara de Mogadiscio.

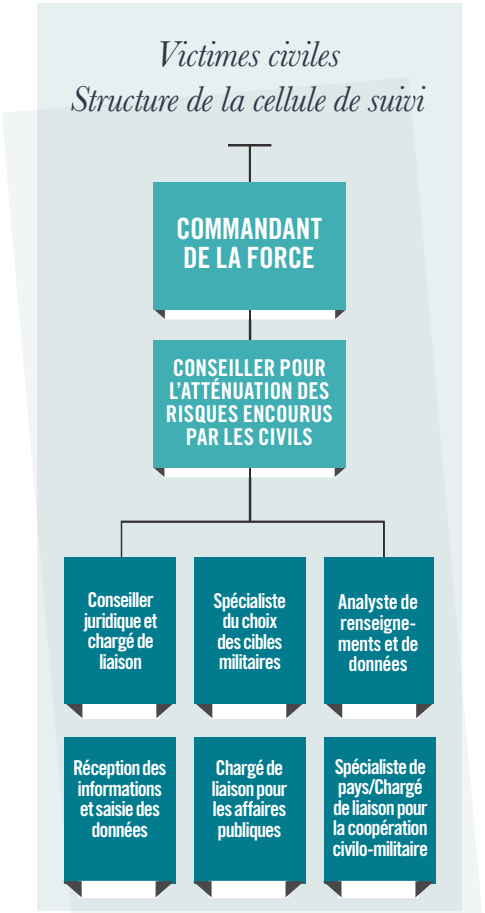
L'absence de suivi rend impossible l'évaluation du nombre de civils tués ou blessés à la suite d'actions de l'AMISOM ou d'Al-Shebab. Toutefois, Walter Lotze et Yvonne Kasumba ont indiqué dans un article paru en 2012 et intitulé « L'AMISOM et la protection des civils en Somalie » qu'un rapport établissait qu'au moins 1.400 civils avaient trouvé la mort rien qu'au cours du premier semestre 2011. Cet article indiquait également qu'un autre rapport établissait qu'au moins 4.000 civils avaient été blessés pendant à peu près la même période.

Les auteurs précisent que les deux camps ont utilisé des tirs d'artillerie mettant en danger les vies des civils et pouvant porter atteinte aux biens. « Al-Shebaab a exploité cette tactique mettant en jeu des frappes de mortier sur les positions de l'AMISOM à partir de zones densément peuplées », expliquent-ils. « Ensuite, ils ont utilisé les civils comme boucliers humains lorsque l'AMISOM ouvrait le feu en ripostant. »

L'AMISOM a un caractère unique, explique Marla Keenan à *ADF*, parce qu'elle dispose d'un mandat offensif à la poursuite d'Al-Shebab. À bien des égards, cela ressemble davantage à une opération de contre-insurrection. Ce contexte rend d'autant plus important la cellule d'analyse et de réponse pour le suivi des victimes civiles.

Même si son nom paraît technique, la cellule de suivi est principalement un système basé sur les personnes, précise Marla Keenan. Les opérateurs de la cellule sont appelés à comprendre l'impact des opérations et à transmettre les renseignements en provenance de diverses zones. Les renseignements peuvent alors être analysés pour permettre des ajustements sur le terrain en vue d'éviter de causer des dommages aux civils ou de devoir traiter des dommages déjà en train d'être causés. Les renseignements recueillis peuvent être transmis au commandant de la force.

Il était prévu que la cellule de suivi devienne opérationnelle avant la fin 2014. Marla Keenan considérait avec optimisme les capacités de la cellule à réduire les dommages causés aux civils, en raison des succès liés à la politique ayant trait aux tirs indirects, entrée en vigueur en 2011. Cette politique établit des zones d'interdiction de tir dans les zones densément peuplées. « Lorsque des directives tactiques ont été émises sur les éléments causant des dommages aux civils, le nombre de ces incidents a baissé », ajoute-t-elle. « Par conséquent, ces politiques et ces pratiques sont en réalité d'une importance considérable, et il est avéré qu'elles réduisent les dommages causés aux civils. »



SOURCE : CENTER FOR CIVILIANS IN CONFLICT

Travail effectué en République démocratique du Congo

En RDC, le centre a persuadé les Nations Unies d'inclure une formulation sur l'atténuation des risques courus par les civils dans le mandat de la brigade d'intervention de la force. C'est la première fois qu'un mandat de maintien de la paix reconnaît les risques encourus par les civils du fait de ses propres actions.

Le mandat stipule que la brigade d'intervention devra « assurer, dans ses zones d'opérations, une protection efficace des civils se trouvant sous la menace imminente de violences physiques, notamment au moyen de patrouilles actives, en prêtant un attention particulière aux civils regroupés dans les camps de déplacés et de réfugiés, au personnel humanitaire et aux défenseurs des droits de l'homme, en cas de violences commises par l'une des parties au conflit, et atténuer les risques auxquels sont exposés les civils avant, pendant et après toute opération militaire ».

L'est de la RDC est depuis des années en proie à de nombreux conflits provoqués par diverses factions, dont les rebelles du M23, l'Armée de résistance du Seigneur et les Forces démocratiques de libération du Rwanda.

Le Conseil de sécurité a créé la Brigade d'intervention en mars 2013 avec trois bataillons d'infanterie, une unité d'artillerie, une division de forces spéciales et une compagnie de reconnaissance, dont le siège est à Goma, pour servir sous le commandement des Nations Unies. La brigade conduit des opérations offensives « d'une manière énergique, hautement mobile et adaptable » en vue de désorganiser les factions violentes selon la description des Nations Unies. La Mission de stabilisation de

l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo et le mandat de la brigade ont été prolongés jusqu'au 31 mars 2015.

Parfois, cependant, ce n'est pas à cause des armes et des pièces d'artillerie que les civils subissent des dommages causés par celles-ci. Des missions de maintien de la paix à grande échelle telles que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) peuvent faire venir des milliers de soldats et des centaines de membres du personnel de la mission dans une ville, perturbant l'équilibre culturel et économique.

Un membre ougandais de l'unité de police constituée auprès de la Mission de l'Union africaine en Somalie serre la main à des enfants en patrouillant dans le district de Kaa'ran à Mogadiscio en 2012. UA/ONU ÉQUIPE DE SOUTIEN À L'INFORMATION

L'approche au Mali

Le cas d'un pays tel que le Mali présente quelques-unes des difficultés de ce type que doivent surmonter les civils. La mission dispose d'un effectif autorisé de 12.640 membres du personnel en uniforme, dont environ 9.300 ont été déployés au 31 août 2014. Une mission de cette taille peut infléchir la dynamique économique d'une ville ou d'une région.

Les prix alimentaires peuvent augmenter, il peut y avoir des pénuries d'eau, une augmentation des coûts de logement — et les volumes de la circulation peuvent même être modifiés. Ces facteurs, conjugués à des dommages potentiels aux biens et à des dommages physiques, peuvent affecter les civils.

Le Center for Civilians in Conflict a contribué à convaincre les Nations Unies, sous l'égide du Département des opérations de maintien de la paix, d'instituer un poste de « conseiller pour l'atténuation des risques encourus par les civils » au sein de la MINUSMA. Marla Keenan décrit ce poste comme une cellule d'une personne, consacrée au suivi des dommages causés. Cette personne travaillerait avec le Joint Mission Analysis Center (centre commun d'analyse des missions), le Joint Operations Center (centre d'opérations communes), et les divisions des droits de l'homme et de la protection des civils, en vue de collecter des informations sur les dommages causés aux civils.

Étant donné que la MINUSMA ne comporte pas autant d'opérations offensives, le poste pourrait être centré sur un éventail élargi de dommages. Le poste est le premier de ce type pour une mission de maintien de la paix. Toutefois, en octobre 2014, il n'avait pas encore été pourvu.

Plus que simplement de la prévention

L'AMISOM a pris des mesures visant à réduire les dommages causés aux civils en Somalie, et cet engagement a été renforcé aux plus hauts niveaux de la mission et de l'UA. En 2012, l'ambassadeur Boubacar Gaoussou Diarra, ancien représentant de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie, a déclaré que les autorités enquêteraient sur tout rapport crédible portant sur des dommages qui frapperaient aveuglément les populations civiles, et rectifieraient la situation.

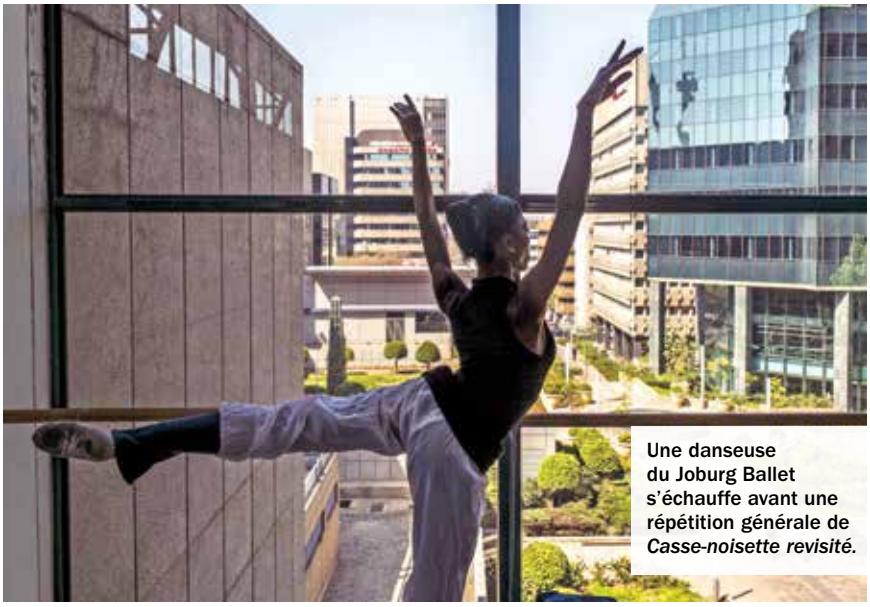
« L'AMISOM prend très au sérieux ses responsabilités pour la sécurité du peuple somalien et comprend pleinement ses obligations de conduire les opérations sans causer de dommages inconsidérés à la population locale », a affirmé l'ambassadeur Diarra. « Nous appelons toutes les autres forces militaires actives en Somalie du Sud à faire dûment preuve de retenue dans les zones où réside une population civile substantielle. »

La protection de civils ne se limite pas à éviter les dommages physiques ou la perte de biens. Des mesures efficaces doivent trouver le moyen de faire amende honorable, fait valoir Marla Keenan. Les réparations peuvent se présenter sous la forme « d'excuses, de gestes visant à redonner de la dignité, de paiements monétaires, d'offres en nature aux familles qui ont subi des dommages, pour en quelque sorte leur dire "Ce n'était pas notre intention, et nous reconnaissons que nous avons causé des préjudices" », explique-t-elle.

Ces types de gestes s'inscrivent dans le droit fil de ce que les tribus et les groupes de Somalie feraient en cas de préjudice causé à une autre tribu ou à un autre groupe. Faire amende honorable est également une manière efficace de maintenir la légitimité d'une mission aux yeux des civils.

« Porter atteinte à la population civile portera atteinte à la mission », affirme Marla Keenan. « Dans quelle mesure pouvez-vous rallier à votre cause une opinion publique négativement disposée à votre égard ? Il est difficile de le savoir. » Lorsque les soldats essaient d'éviter de causer des dommages et réparent les dommages qui ont été causés, il y a de bonnes chances que cela contribue à ce que les forces de maintien de la paix accomplissent leur « mission ultime. » ❑

"CASSE-NOISETTE" REVISITÉ DANS LE DÉSERT DU KALAHARI



AFP/GETTY IMAGES

Une danseuse du Joburg Ballet s'échauffe avant une répétition générale de *Casse-noisette revisité.*

AGENCE FRANCE-PRESSE

Ce ballet est dansé sur la célèbre mélodie de Tchaikovsky, mais là, ce n'est pas votre traditionnel *Casse-noisette* de Noël : le Joburg Ballet, une compagnie sud-africaine, a mis en scène le ballet dans le désert du Kalahari parmi d'anciennes peintures des Bochimans.

Le thème de l'hiver a été remplacé par le soleil, le sable et les baobabs. Le rôle de Fée Dragée est remplacé par une sangoma, ou guérisseuse traditionnelle, et la célèbre Danse russe est exécutée en salopettes et bottes de caoutchouc.

Dans l'hémisphère sud, les fêtes de Noël arrivent en plein été, aussi « faire comme si c'était l'hiver dehors en saison estivale est un peu ridicule », fait remarquer Dirk Badenhorst, le directeur général du Joburg Ballet. « L'idée était donc de créer un *Casse-noisette* sud-africain qui raconterait l'histoire normale, mais dans un décor sud-africain et en été. »

La première création de *Casse-noisette* revisité a été mise en scène pour la première fois en 2008 par l'ancêtre du Joburg Ballet. Les représentations ont eu lieu du 19 au 27 septembre 2014.

Le décor est celui d'un univers magique propre à l'Afrique du Sud, avec ses sangomas, ses baobabs, la danse des bottes de caoutchouc — une invention des mineurs noirs — et il ne serait pas complet sans les koeksisters, une sucrerie traditionnelle locale. La version 2014 du ballet a ajouté des spectacles de cirque, avec certains personnages voyageant vers un monde magique suspendu à des cordes.

Kitty Phetla, soliste au Joburg Ballet, qui a joué le rôle de Fée Dragée, et qui dans cette création joue le rôle de la guérisseuse traditionnelle, décrit une dernière version de la danse « plus dangereuse ».

« C'est plus sculpté, rapide, c'est très intéressant », estime-t-elle.

Pendant plusieurs années, le Joburg Ballet, auparavant connu sous les noms de Mzansi Productions et South African Ballet Theatre, a essayé de renouveler son image de marque, en décloisonnant cet art au-delà de son public majoritairement blanc.

« Nous voulons conserver notre audience actuelle bien sûr, mais aussi cultiver un nouveau public sud-africain, un public jeune, noir, très intéressant », explique Dirk Badenhorst. « Cette représentation est l'une de nos façons d'y arriver. »

Un Kényan est champion du monde du lancer de javelot

VOIX DE L'AMÉRIQUE

Le Kenya est renommé pour ses coureurs de fond qui ont remporté des épreuves dans le monde entier. Mais tous les Kényans ne sont pas taillés pour la vitesse. Certains sont taillés pour les épreuves de puissance.

Les Kényans ont à nouveau fait admirer leurs prouesses lors des Jeux du Commonwealth 2014 à Glasgow, en Écosse, où ils ont remporté dix médailles d'or. Neuf d'entre elles ont couronné des épreuves de course, alors que Julius Yego est entré dans l'histoire en tant que premier Kényan à devenir champion des Jeux du Commonwealth dans la discipline du javelot.

AFP/GETTY IMAGES

THE ASSOCIATED PRESS

Le Zimbabwe assomme l'Australie au cricket

PERSONNEL D'*ADF*

L'équipe de cricket du Zimbabwe a battu l'Australie pour la première fois en 31 ans le 31 août 2014. Le capitaine Elton Chigumbura a mené son équipe à la victoire par cinq guichets en une seule journée du tournoi international à trois équipes qui s'est tenu à Harare.

La seule victoire précédente du Zimbabwe sur l'Australie, l'une des toutes meilleures équipes au monde, avait été obtenue lors de leur première rencontre en 1983. Depuis lors, le Zimbabwe a subi 27 défaites, et a déclaré forfait pour un autre match.

« Il fallait que je sois au rendez-vous à la fin, et la chose la plus importante était de rester calme sous la pression », a déclaré Elton Chigumbura. « Les gars ont vraiment travaillé dur pour en arriver là, et la grande satisfaction a été que tout le monde y a contribué aujourd'hui. »

Cette victoire très disputée a déclenché des célébrations peu communes et a été suivie d'un tour d'honneur pour une équipe qui avait perdu deux tournois d'affilée et avait été battue à domicile dans ses précédents sept matchs d'une journée.

Au Soudan du Sud, la mode pour promouvoir la paix

PERSONNEL D'*ADF*

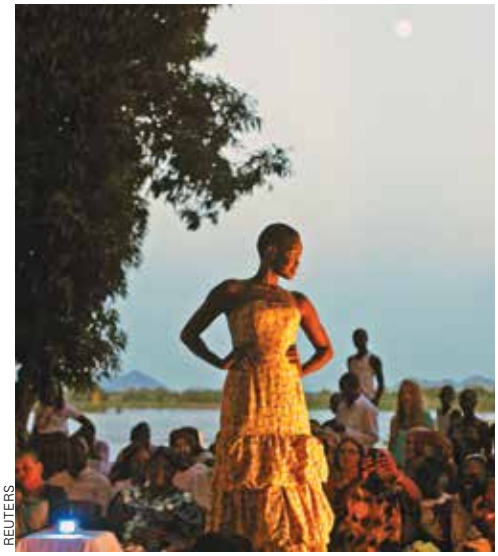
Juba, la capitale du Soudan du Sud, a accueilli le Festival de la Mode et des Arts pour la Paix en vue de lever des fonds et encourager la sensibilisation au sort des milliers de Soudanais du Sud qui subissent la crise politique affectant ce pays.

La plus jeune nation du monde est en proie à une crise politique qui a déjà fait au moins 10.000 victimes depuis que de très violents combats ont éclaté en décembre 2013.

Toutefois, les organisateurs à l'origine du festival d'août 2014 ont eu l'ambition d'inciter les Soudanais du Sud à se rassembler et à présenter quelques-unes des richesses du pays, dont la culture et la mode. Pour sa deuxième édition, le festival a eu pour objectif de promouvoir la paix au Soudan du Sud par le biais de l'expression artistique. Les festivités étaient accompagnées par la danse, le chant, la cuisine locale et la mode. L'événement a aussi constitué un lieu de rencontre permettant aux artisans et aux artistes de présenter et vendre le fruit de leur travail, avec au premier plan les bijoux et autres articles de mode fabriqués à partir de matériaux et designs locaux.

Akuja Garang, fondatrice et organisatrice de l'événement, affirme avoir bon espoir que le festival puisse contribuer à faire évoluer les perceptions à propos du Soudan du Sud et à promouvoir une image positive du pays.

« Nous savons qu'il se passe des choses au Soudan du Sud en ce moment, les crises et tout le reste », admet-elle. « C'est une réalité que nous ne nions pas ; nous avons conscience qu'ici il y a des gens de toutes conditions et de toutes origines ethniques. Nous nous ne sommes pas du tout naïfs — nous en parlons et nous discutons de ces enjeux très sérieusement. Mais nous ne sommes pas obligés de laisser ces problèmes nous diviser et engendrer de la violence. Nous savons tous que nous pouvons débattre sans nous comporter de manière violente les uns avec les autres. »



REUTERS

Un mannequin présente une robe créée par un styliste Soudanais du Sud au cours du Festival de la Mode et des Arts pour la Paix à Juba.

Julius Yego a réussi le lancer vainqueur, à 83,87 mètres, au troisième essai de la compétition de javelot. Cet athlète de 25 ans a décidé de faire l'impasse sur les trois derniers essais, car il craignait l'aggravation d'une blessure de l'aine contractée durant l'échauffement.

« J'ai glissé sur la piste d'échauffement », a expliqué Julius Yego. « J'ai d'abord pensé déclarer forfait, mais j'ai parlé à mon entraîneur et j'ai décidé que je ne pouvais pas abandonner ce championnat. »

Jilius Yego a un physique trapu, puissant. Il explique que lorsqu'il était un petit garçon dans la région de la Vallée du Rift au Kenya, il était si lent qu'il a dû renoncer à la course et a alors adopté le javelot.

Pour améliorer sa technique, Julius Yego a étudié sur YouTube des vidéos d'athlètes tels que le célèbre sportif tchèque Jan Zelezny, triple champion olympique et détenteur du record du monde du lancer de javelot. Julius Yego a montré une progression régulière dans ses lancers au cours des cinq dernières années, et les responsables kényans ont reconnu son travail assidu en le désignant capitaine de l'équipe d'athlétisme de son pays pour les Jeux de Glasgow.

Dans le port de Mogadiscio, des porteurs transportent des marchandises déchargées des bateaux. Une société turque va gérer le port.
AFP/GETTY IMAGES

UNE SOCIÉTÉ TURQUE VA GÉRER LE PORT DE MOGADISCIO

REUTERS

Une société turque, Albayrak Group, a signé un contrat de 20 ans pour gérer le port de Mogadiscio, en s'engageant à le moderniser et à superviser sa croissance.

La sous-traitance des opérations portuaires est un signe supplémentaire de la lente réhabilitation de la Somalie, un changement spectaculaire après plus de deux décennies de guerre dans laquelle des clans se sont affrontés pour contrôler le bien le plus précieux du pays et laisser se délabrer ses installations.

« Si vous venez maintenant au port de Mogadiscio, vous vous demanderez si c'est un marché ou un port », a déclaré Abdirahman Omar Osman, conseiller de la présidence somalienne. Il a décrit comment les porteurs se précipitent pour décharger les dhows et les navires, qui viennent amarrer, afin de gagner un peu d'argent. « La société turque va améliorer l'infrastructure, augmenter les revenus du gouvernement et mettre le port aux normes internationales ».

Il est vital pour le gouvernement d'avoir un port efficace. C'est l'unique grande source de revenus de l'État, indispensable pour construire une économie viable dans un pays qui lutte encore contre l'insurrection d'Al-Shebab. L'opération pourrait aussi restaurer la réputation de la Somalie, réputée pour servir de base aux pirates, même si l'on constate une forte baisse des détournements de navires depuis 2012.

Le gouvernement cherche à établir un équilibre entre la nécessité d'avoir un port efficace et la préservation des emplois. « Ils ne perdront pas leur emploi », a assuré le ministre des Ports et des Transports maritimes, Yusuf Moallim Amin, avant d'ajouter qu'une augmentation du trafic pourrait générer plus de travail pour les porteurs.

Yusuf Moallim Amin souhaite que le trafic passe de 3.000 conteneurs par mois aujourd'hui à 50.000 dans quelques années.

Les 5 millions de dollars de revenus mensuels du port, générés par les taxes, pourraient doubler en un an si le trafic augmente, a ajouté le ministre. Albayrak améliorera le recouvrement des taxes de service, d'un montant de 1,2 million de dollars, dont l'État perçoit 55 pour cent, a-t-il poursuivi. Albayrak a l'intention de construire quatre nouveaux postes d'amarrage et d'en réparer d'autres, portant à 10 le nombre de postes en service.

8 MILLIARDS DE DOLLARS D'AIDE

Pour soutenir l'économie de la Corne de l'Afrique

AGENCE FRANCE-PRESSE

Des bailleurs de fonds internationaux ont promis 8 milliards de dollars d'aide au développement pour soutenir des projets dans huit pays de la Corne de l'Afrique, a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, au début d'une visite de la région, en octobre 2014.

L'aide apportée par des organisations dont la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Union européenne et la Banque islamique de développement, soutiendra les efforts visant à relancer les économies et à endiguer les conflits et la faim dans cette région instable. Les pays visés sont Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda.

« Les pays de la Corne de l'Afrique enregistrent des progrès considérables, qui restent cependant méconnus, sur le plan économique et politique », a déclaré Ban Ki-moon dans un communiqué de presse. « Le moment est propice pour soutenir leurs efforts, mettre fin aux cycles de conflits et à la pauvreté, et passer ainsi d'une situation de fragilité à un développement durable ».

Ban Ki-moon, qui a commencé son voyage dans la Corne de l'Afrique par l'Éthiopie, s'est aussi rendu à Djibouti et au Kenya, à la tête d'une délégation de six autres organisations internationales.

Les fonds sont destinés à soutenir la construction d'oléoducs et l'amélioration des infrastructures de transports, et à renforcer l'éducation et l'accès à Internet.

L'aide sera aussi consacrée au développement du commerce transfrontalier pour relancer l'économie, qui connaît un chômage endémique, et pour aider les millions de personnes déplacées par la guerre ou la famine.

« Ces nouveaux crédits sont une grande occasion pour les pays de la Corne de l'Afrique de s'assurer l'accès à l'eau potable, à une alimentation nutritive, à la santé, à l'éducation et à l'emploi », a déclaré le directeur de la Banque mondiale Jim Yong Kim.

« C'est aussi une excellente occasion, pour la Corne de l'Afrique, de se libérer du cycle de la sécheresse, de l'insécurité alimentaire, de l'insécurité de l'approvisionnement en eau et des conflits. »

Des ouvriers de la Société de chemin de fer éthiopien construisent une voie de chemin de fer pour relier Addis Abeba au port de la mer Rouge à Djibouti.
AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président français François Hollande inspecte les troupes à la base militaire Kossei, à N'Djamena, au Tchad. AFP/GETTY IMAGES

La France s'allie aux pays partenaires du Sahel pour lancer l'opération Barkhane

DEFENCEWEB

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a annoncé l'intention de son pays de déployer plus de 3.000 hommes pour lancer les opérations militaires, dans le cadre d'une initiative de lutte antiterroriste transsahélienne élargie qui doit opérer à partir de bases au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie et au Niger.

La principale base aérienne de la force régionale sera établie dans la capitale tchadienne, N'Djamena ; la base d'opérations régionales à Gao, au Mali ; une base de forces spéciales à Ouagadougou, au Burkina Faso ; et un pôle renseignement à Niamey, au Niger.

L'Opération, baptisée « Barkhane », a pour mission de traquer et de démanteler les réseaux jihadistes transsahéliens, qui se sont retranchés dans des zones non contrôlées du Sahel pour se regrouper, après avoir été chassés du Mali par les forces françaises et tchadiennes début 2013.

Jean-Yves Le Drian a indiqué que la nouvelle opération antiterroriste succède à l'Opération Serval qui a refoulé, avec succès, du nord du Mali, Al-Qaida au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'unicité et le jihad et Ansar Dine.

S'exprimant en juillet 2014, après avoir signé un traité de coopération en matière de défense qui prévoit le stationnement à long terme de 1.200 militaires français à Gao, Jean-Yves Le Drian a précisé que 200 véhicules blindés, 10 avions de transport tactique et stratégique, six avions de chasse, 20 hélicoptères et trois drones seraient déployés pour les opérations et la logistique.

Il a ajouté que l'opération vise à rétablir la sécurité par le renforcement des capacités de collecte de renseignements des États membres, la formation de forces locales et le partage de renseignements entre les pouvoirs régionaux participants.

LES FORCES OUGANDAISES

NEUTRALISENT UNE ATTAQUE D'AL-SHEBAB

Les Forces de défense populaires de l'Ouganda et la police ougandaise patrouillent dans les rues de Kampala en juillet 2014 après que le gouvernement ougandais et les États-Unis ont lancé un avertissement à propos d'une « menace spécifique » contre l'aéroport International d'Entebbe. AGENCE FRANCE-PRESSE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les forces de sécurité ougandaises ont mis en échec une cellule d'insurgés d'Al-Shebab en Somalie, dans la capitale du pays. Ils projetaient une attaque imminente.

La police a arrêté des individus en septembre 2014 à la faveur de raids deux semaines après que les troupes ougandaises, combattant en Somalie, auraient transmis des renseignements ayant aidé les forces spéciales américaines à tuer le chef d'Al-Shebab, Ahmed Abdi Godane, lors d'une frappe aérienne. « En Ouganda les services de sécurité conjoints ont contrecarré une tentative d'attaque terroriste sur l'une de leurs installations, » a déclaré le porte-parole de la police Fred Enanga sans donner plus de détails.

Les forces de sécurité ont renforcé les patrouilles autour de sites majeurs, ont annoncé les États-Unis dans un avertissement destiné aux citoyens de ce pays de l'Afrique de l'Est.

« Pour le moment nous n'avons pas connaissance des cibles spécifiques, et les autorités ougandaises ont renforcé la sécurité dans des sites clés, y compris l'aéroport International d'Entebbe », a déclaré l'ambassade des États-Unis.

Le gouvernement ougandais a déclaré pour sa part que le pays — un contributeur majeur de troupes pour la Mission de l'Union africaine en Somalie — « se félicitait » de l'élimination d'Ahmed Abdi Godane et avait fourni aux États-Unis des renseignements décisifs sur sa localisation.

Le ministère ougandais des Affaires internes a annoncé que des officiers des services d'immigration avaient réalisé une « opération à la recherche de travailleurs immigrés clandestins dans différentes parties de Kampala » le 13 septembre, procédant à l'arrestation de 69 personnes.

On ne sait pas exactement si les raids étaient liés à cette opération. Les insurgés d'Al-Shebab ont revendiqué les attentats récents au Kenya et à Djibouti, ainsi que dans leur territoire en Somalie

UN AVION « CONSTRUIT AU PAYS »

PREND SON ENVOL DANS LE CIEL DE L'AFRIQUE DU SUD

Un avion de reconnaissance léger fabriqué par un constructeur sud-africain a effectué son vol inaugural et est devenu le premier aéronef militaire entièrement conçu et fabriqué en Afrique. Produit par le Paramount Group, l'AHRLAC (Advanced High-Performance Reconnaissance Light Aircraft) devrait effectuer de 100 à 200 heures de vol dans des conditions normales et aussi dans des conditions difficiles pendant la phase initiale des essais en vol.

L'AHRLAC est conçu pour des missions militaires et civiles, et peut emporter des systèmes radar, de surveillance, d'armement et de guerre électronique.

L'AHRLAC (avion léger de reconnaissance haute performance) effectue son premier vol officiel lors d'une démonstration en août 2014 à proximité de Pretoria, en Afrique du Sud. PARAMOUNT GROUP

« L'AHRLAC représente une capacité conçue et construite au pays et qui permettra aux pays en développement et aux nations avancées de renforcer et diversifier leur infrastructure de sécurité », a déclaré Ivor Ichikowitz, fondateur du groupe Paramount. « Il offre à l'industrie mondiale une nouvelle solution très économique et polyvalente qui va influer sur la manière dont les forces aériennes du monde entier procèdent à la passation de marchés et à la structuration de leurs flottes aériennes. L'AHRLAC est une solution modélisée pour l'action contre les menaces contemporaines telles que les insurrections, la piraterie, le braconnage et le terrorisme. »

La construction du second prototype est en cours. Il sera utilisé pour tester les armes et les capteurs, les équipements de mission et d'autres matériels. Le premier aéronef pourrait être livré aux clients vers la fin 2015, après les essais en vol du second prototype. De quatre à huit appareils sortiront des ateliers la première année, et ensuite jusqu'à cinq par mois à mesure que la production montera en puissance.

Un haut responsable des forces navales nigérianes se

félicite de la diminution du vol de pétrole

PERSONNEL D'*ADF*

La Marine nigériane a annoncé une diminution du vol de pétrole brut de 67 pour cent en 2014.

Le contre-amiral Charles Obiora-Medani, officier général commandant en chef du commandement naval Est, a annoncé une forte diminution des vols de pétrole, d'environ 2,6 millions de barils par mois en janvier à environ 800.000 barils par mois en septembre. Il a fait cette annonce à Calabar, dans l'est du pays, pendant une inspection de formations navales, a rapporté le quotidien *This Day*.

Il a affirmé que cette réduction est due, en grande partie, à l'intensification des patrouilles navales sur les voies navigables de Calabar-Oron et Ikang.

« L'efficacité de nos patrouilles a privé les voleurs armés opérant en mer de la possibilité d'attaquer les navires de services pétroliers et les navires étrangers qui font la navette entre le Nigeria, Sao Tomé, le Cameroun et le Gabon », a précisé le contre-amiral Obiora-Medani. « Du fait de l'efficacité de nos patrouilles le long de cet axe, ils ne peuvent pas s'en approcher. Ils se sont donc à présent rabattus sur l'attaque des cibles vulnérables, les bateaux à passagers. »

Il a constaté que le rythme des attaques sur les navires à passagers était également en diminution.

« Je vous garantis que, très bientôt, nous parviendrons à éradiquer la présence de ces criminels dans nos voies navigables », a ajouté le contre-amiral Obiora-Medani.

Les commandos des forces spéciales de la Marine nigériane en patrouille dans les voies navigables au large de Lagos pendant un exercice militaire conjoint. Cet exercice, African Winds, a été conçu pour améliorer la capacité des forces armées nigérianes à lutter contre le vol de pétrole et d'autres formes de criminalité maritime. AFP/GETTY IMAGES

LES CHEFS D'ÉTAT-MAJOR DE LA CEDEAO PLANIFIENT LA COLLABORATION

CEDEAO

Les chefs d'état-major de l'ensemble de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont engagés à coopérer plus étroitement pour lutter contre les menaces communes.

La réunion de septembre 2014 du Comité des chefs d'état-major (CCEM) à Accra, au Ghana, a réuni 15 responsables de la défense pour un sommet de trois jours portant sur le « Renforcement de la coopération militaire dans l'espace CEDEAO pour la paix, la stabilité et le développement ».

Les responsables ont appelé à un meilleur échange de renseignements entre les États membres et à une intensification de la formation à la lutte contre la rébellion pour renforcer la sécurité du Nigeria.

« Boko Haram a engendré le chaos au Nigeria et il faut y mettre un coup d'arrêt », a déclaré l'ambassadeur Kwesi Quartey, vice-ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale du Ghana, ajoutant : « Un Nigeria instable est quelque chose que l'Afrique ne peut pas se permettre. »

Cette réunion a aussi permis la rencontre des chefs d'état-major des forces navales qui ont examiné l'activation à venir d'un centre de coordination multinationale qui organiserait la surveillance d'une zone pilote maritime dénommée « Zone E », comprenant les eaux territoriales du Bénin, du Niger, du Nigeria et du Togo.

Le groupe a également pris l'engagement de soutenir les États membres dans leur lutte contre Ebola. Le vice-amiral Mathew Quashie, du Ghana, président du CCEM, a déclaré au groupe : « Les forces armées sont toujours prêtes et toujours les premières à répondre à toute situation d'urgence. »

AFP/GETTY IMAGES

LA CHASSE AUX BRACONNIERS

QUI S'ATTAQUENT AUX RHINOCÉROS

AGENCE FRANCE-PRESSE

Équipés de treillis de camouflage, fusils d'assaut, jumelles de vision nocturne, appareils d'imagerie thermique et radios, les gardes forestiers de la réserve d'Ol Jogi, au Kenya, se préparent pour la patrouille de nuit, dans la « guerre » contre le braconnage.

« Cela semble fou, mais c'est réellement une guerre », explique Jamie Gaymer, responsable de la sécurité de la vaste réserve. « Le braconnage est lié au crime organisé au niveau international et est totalement hors de contrôle. Et ces gars sont en premier ligne, au péril de leur vie, pour protéger ces animaux ».

À travers la brousse épaisse, 20 hommes, recrutés dans les communautés locales, se répartissent en binômes dans la réserve, qui couvre 240 kilomètres carrés. Certains passeront la nuit à patrouiller à travers la forêt, d'autres prendront des positions embusquées.

Formés par le Service kenyan de la faune et par la police, les membres de la force de sécurité sont aussi des policiers de réserve, ce qui les autorise à porter une arme. Les équipes ont eu une formation militaire, pour pouvoir riposter à des attaques potentiellement meurtrières d'un « ennemi bien équipé », a expliqué Jamie Gaymer.

Chaque nuit, ils risquent leur vie. Les braconniers qu'ils traquent tirent à vue, mais le danger peut aussi venir des animaux eux-mêmes : éléphants, buffles et léopards.

« C'est dangereux. Mais ce danger me donne un emploi et me permet de manger », déclare le garde Joseph Nang'ole, 27 ans. « J'ai des enfants et si nous ne protégeons pas ces animaux, mes enfants n'auront pas l'occasion de les voir ».

Les conditions sont rudes, la nuit est froide et souvent pluvieuse. Mais pour le chef de l'unité, Benson Badiwa, la protection des rhinocéros est essentielle. Leur mission est de veiller à la sécurité des rhinocéros à Ol Jogi dont 20 rhinocéros blancs du Sud et 46 rhinocéros noirs de l'Est, espèce en danger critique d'extinction, dont il reste moins de 800 individus, essentiellement au Kenya.

Sur le marché noir, la corne de rhinocéros vaut deux fois plus que l'or : jusqu'à 80.000 dollars le kilo au Moyen-Orient ou en Asie. Un braconnier recevra de 10.000 à 15.000 dollars le kilo, une fortune pour une nuit de travail. Leurs armes sont parfois louées entre 200 et 300 dollars à des policiers ou militaires peu scrupuleux.

En juillet 2014, Ol Jogi a connu le pire massacre de rhinocéros depuis plus de 15 ans au Kenya. Quatre rhinocéros ont été tués dans une double attaque simultanée, du jamais vu au Kenya, selon Jamie Gaymer, qui suspecte que le gang avait bénéficié de complicités.

Comme dans toute guerre, le renseignement est une arme cruciale et Jamie Gaymer entretient un réseau d'informateurs locaux qui le renseignent sur d'éventuels complices des braconniers. À Ol Jogi, environ 130 personnes veillent à la sécurité des rhinocéros, les frais de fonctionnement sont en partie couverts par le tourisme.

DES **ANCIENS COMBATTANTS** DEVIENNENT **AGRICULTEURS**

ADAM BEMMA/IPS

Le long des berges fertiles du Nil Blanc, des membres d'une coopérative d'anciens combattants cultivent un jardin pour assurer un avenir de sécurité alimentaire au Soudan du Sud, un pays confronté à une éventuelle famine.

Wilson Abisai Lodingareng, 65 ans, est agriculteur et le fondateur de la Werithior Veterans' Association (WVA) à Juba, au Soudan du Sud. L'association regroupe 15 membres qui cultivent un jardin de légumes de près d'un hectare et demi, à 6 kilomètres de Juba.

« J'ai sept membres actifs au sein du groupe, tous sont d'anciens combattants de l'APLS [Armée populaire de libération du Soudan] », a déclaré M. Lodingareng. « Je les appelle lorsqu'il faut défricher le jardin. Je me rends au jardin une fois par jour, tous les matins, pour contrôler l'état des cultures et voir ce qui peut être vendu sur le marché ».

Wilson Lodingareng, 65 ans, est agriculteur et ancien membre de l'Armée populaire de libération du Soudan.

INTER PRESS SERVICE

Certains autres membres de la WVA ont été déplacés et vivent maintenant dans un camp d'une mission des Nations Unies à Juba.

Depuis le début du conflit, le 15 décembre 2013, entre les forces gouvernementales du président sud-soudanais Salva Kiir et les rebelles de l'ancien vice-président Riek Machar, 1,5 million de personnes ont perdu leur foyer. Environ 3,5 millions de Sud-soudanais vivent dans une insécurité alimentaire qui atteint des niveaux d'urgence.

M. Lodingareng a raconté qu'il avait été difficile d'obtenir ce terrain le long du Nil, plusieurs investisseurs étrangers s'intéressant à cette terre d'excellente qualité. Il lui a fallu presque trois ans pour que la communauté à qui appartient cette terre en jachère accepte de la lui louer.

Depuis septembre 2014, il a transformé le champ, qui était jadis couvert d'herbes hautes et de plantes nuisibles en un jardin où poussent des légumes verts et des aromates. L'association y cultive du gombo, du chou vert, de la mloukhiya (corète potagère) et de la coriandre.

« Ces cultures arrivent rapidement à maturité, au bout d'un ou deux mois », a déclaré M. Lodingareng. « On récolte le gombo tous les trois ou quatre jours ».

La philosophie à la base de ce jardin est de considérer la terre comme une ressource à ne pas laisser inexploitée. M. Lodingareng a l'intention d'étendre ses activités sur la terre avoisinante qui est aussi en jachère.

« J'envisage d'y cultiver des plantes comme le maïs, les pommes de terre, les carottes et les aubergines », a-t-il dit. « La première année a été difficile. Les choses devraient mieux se passer l'an prochain ».

Le Comité central mennonite du Soudan du Sud lui a fourni un capital pour louer la terre, suivre une formation sur la production de fruits et de légumes et acheter des fournitures et des outils agricoles.

M. Lodingareng a combattu dans les rangs de l'APLS de 1985 à 2008 et n'ayant pas été réintégré dans l'armée, il a repensé à son passé d'étudiant en économie à l'université Makerere à Kampala, en Ouganda.

« J'ai suivi un cours et j'ai écrit un article sur l'économie agricole », a-t-il dit. « On m'a appris que la terre, c'est de la nourriture et que les cultures se comportent comme des humains. »

Les chefs traditionnels du Niger s'engagent à promouvoir la santé maternelle

ARTICLE ET PHOTO JOAN ERAKIT/IPS

Sec, chaud et souvent en proie aux tempêtes de sable, le Niger compte 17,2 millions d'habitants. L'insécurité, la sécheresse et la criminalité transfrontalière contribuent à fragiliser ce pays d'Afrique de l'Ouest, où seulement 50 pour cent des habitants ont accès aux services de santé.

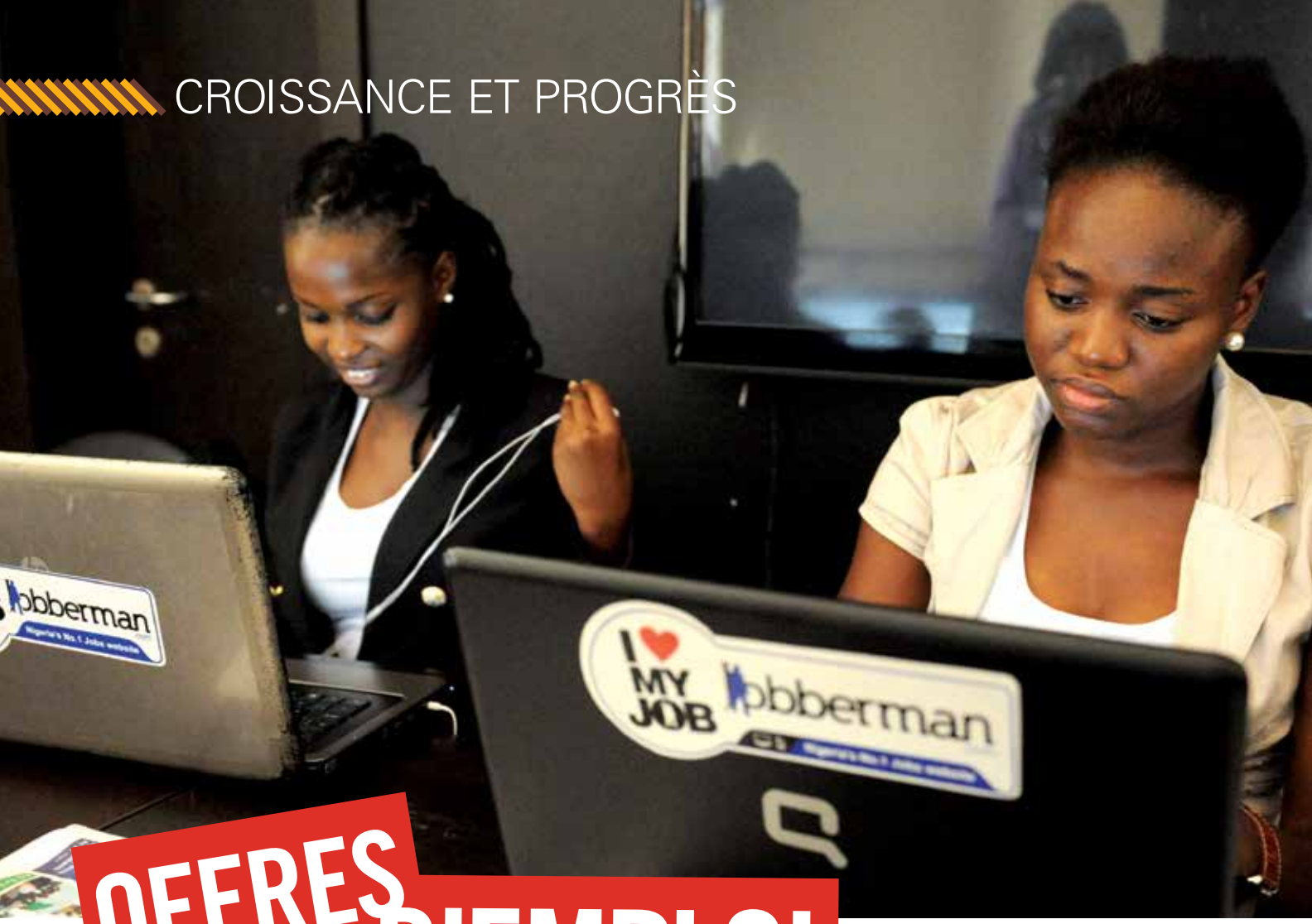
Au Niger, les chefs traditionnels ont une très grande influence – même les chefs d'État et les présidents leur demandent conseil avant de prendre des décisions importantes. S'appuyant sur ce rôle des chefs, le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) a créé un partenariat pour promouvoir la santé et le droit des femmes. Le pays affiche le taux de natalité le plus élevé du monde et un taux élevé de mortalité infantile. En 2012, les chefs traditionnels du Niger ont signé un accord avec le FNUAP, par lequel ils s'engageaient à améliorer les conditions sanitaires des femmes.

Créée en 2011, l'école des maris compte plus de 130 établissements dans la région de Zinder, au sud du Niger. Les membres sont des hommes mariés de 25 à 50 ans, mais de jeunes garçons sont maintenant aussi recrutés pour participer aux réunions et apprendre de leurs aînés.

Le chef de Bandé, Yahya Louché, croit en l'importance d'impliquer les hommes dans les accouchements. « À l'école des maris, il n'y a pas de maître et il n'y pas d'élèves. Ils ne sont pas payés, ils œuvrent au bien-être de la population », a dit Yahya Louché de l'institution informelle qui réunit des hommes mariés pour discuter des bénéfices de la santé génésique et de la planification familiale.

L'école est un bon exemple de ce qui peut arriver lorsque les hommes et les femmes se retrouvent côte à côte pour promouvoir des accouchements sans risques. « Avant l'école des maris, les femmes ne voulaient pas aller accoucher dans des centres médicaux ; elles restaient à la maison et y donnaient naissance à leur bébé » a expliqué Yahya Louché.

Les écoles commencent prudemment à introduire l'utilisation de contraceptifs – une pratique controversée dans un pays où une famille nombreuse est considérée comme un signe extérieur de réussite. L'école enseigne qu'il est difficile de nourrir une grande famille quand les temps sont difficiles et les chefs tâchent de convaincre les couples d'avoir moins d'enfants. Ils découragent aussi la pratique du mariage d'enfants.



OFFRES D'EMPLOI

Les marketeurs de Jobberman travaillent avec des clients en ligne.
AFP/GETTY IMAGES

Des étudiants nigérians créent un site géant d'offres d'emploi

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Trois étudiants avaient du temps libre, en été 2009, lorsque des professeurs d'université se sont mis en grève.

Au lieu de se tourner les pouces, Ayodeji Adewunmi, Olalekan Olude et Opeyemi Awoyemi ont lancé une société d'offres d'emploi en ligne. Cinq ans plus tard, leur startup, Jobberman, vaut des millions de dollars, emploie 125 personnes et continue de croître.

Bien que le Nigeria représente la plus grande économie d'Afrique, il connaît d'importants problèmes de chômage, notamment chez les jeunes, qui sont aussi plus à même d'être connectés à Internet.

Jobberman est devenu le plus grand site d'offres d'emploi d'Afrique subsaharienne. Le nombre de sociétés qui utilisent le site est passé de 40 en 2009 à 35.000 en 2014.

Les fondateurs estiment qu'il y a environ 1.000 utilisateurs actifs qui cherchent un travail à un moment donné. Le site propose entre 500 à 1.000 emplois par jour. « La croissance a été énorme et s'est faite à une vitesse fulgurante. L'un des plus grands défis a été de faire face au volume de travail », a déclaré Olalekan Olude.

Pourtant, ils se sont heurtés en chemin à quelques problèmes. « Au début, les gens ne faisaient pas confiance à une société opérant sur Internet, parce qu'à l'époque Internet était utilisé pour commettre des fraudes, ici au Nigeria », a-t-il déclaré.

Mais faire des affaires en ligne s'est davantage répandu et Jobberman a prospéré. Les sociétés commençaient par tâter le terrain en postant une ou deux offres, puis, quand elles faisaient confiance au site, elles revenaient.

En 2012, des clients de Jobberman ont voulu utiliser le site pour trouver des employés au Ghana, alors la société a pour la première fois exercé son activité hors du Nigeria. Deux ans plus tard, c'est le plus grand site d'offres d'emploi du Ghana et du Nigeria.

La société étend ses activités au Kenya avec un partenaire, Brighter Monday. Le partenariat assure aussi une présence en Ouganda et en Tanzanie. « C'est extrêmement gratifiant de pouvoir aider les gens à acquérir une indépendance économique en trouvant un emploi sur Jobberman », a déclaré le fondateur Ayodeji Adewunmi.

Une société zimbabwéenne lance une carte de débit

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le géant des télécoms zimbabwéen Econet a lancé une carte de débit internationale, avec MasterCard, pour juguler l'utilisation des billets de banque dans le pays à court d'argent.

Econet prévoit de produire au moins 3 millions de cartes de débit dans les cinq prochaines années, ce qui représente, grosso modo, un quart de la population du Zimbabwe.

La carte de débit auxiliaire mobile d'EcoCash, qui est reliée à son service bancaire mobile, devrait aussi favoriser l'inclusion financière dans un pays où la plupart des gens ne travaillent pas dans l'économie officielle.

« C'est la première fois qu'une carte de débit MasterCard est disponible pour les utilisateurs de services bancaires mobiles en Afrique », ont déclaré les sociétés dans un communiqué conjoint.

La carte doit réduire l'utilisation des billets de banque au Zimbabwe, qui a abandonné sa propre monnaie en faveur du dollar américain et du rand sud-africain, il y a cinq ans, au plus fort d'une crise économique.

L'abandon du dollar zimbabwéen en faveur de devises étrangères, en 2009, a permis de stabiliser l'économie et de juguler l'hyperinflation paralysante. Mais de nouveaux problèmes ont surgi, comme le manque de petite monnaie, forçant les gens à utiliser des billets fortement souillés.

Econet est la plus grande société de télécommunications du Zimbabwe, avec 9 millions d'abonnés.

Un nouveau projet de carte de débit vise à réduire la dépendance envers les billets de banque au Zimbabwe qui a abandonné sa propre monnaie en faveur des dollars américains, comme on le voit ici, et des rands sud-africains. THE ASSOCIATED PRESS

L'Afrique du Sud entre dans l'ère solaire

MEDIA CLUB AFRIQUE DU SUD

À l'ouest de la ville d'Upington, en Afrique du Sud, il n'y a qu'une étendue désertique. Mais, non loin de là, une tour se dresse à l'horizon.

À 5 kilomètres, au bout d'une piste cahoteuse, se trouve un cylindre de 200 mètres de haut, entouré de plus de 4.000 miroirs solaires, dressés comme des murs. Ce qui pourrait être un décor de science fiction, est en fait Khi Solar One, le premier projet de centrale à énergie solaire concentrée d'Afrique.

La centrale de 140 hectares produira une énergie de 50 mégawatts (MW) et réduira les émissions de dioxyde de carbone de l'Afrique du Sud de 138.000 tonnes métriques par an.

Khi Solar One fait partie du projet du ministère de l'Énergie de produire 1.400 MW d'énergie éolienne et solaire d'ici 2016 et s'inscrit dans la stratégie plus large du gouvernement sud-africain de produire 17.800 MW à partir d'énergies renouvelables d'ici 2030.

L'énergie produite sera vendue pour être distribuée sur le réseau national. Kurt Drewes, directeur général de Khi Solar One, a expliqué que cela servira aux Sud-africains le soir, lorsque la consommation d'énergie est la plus forte.

Le projet Khi Solar One, près d'Upington, en Afrique du Sud. ABENGOA

L'énergie solaire concentrée tire son nom de l'utilisation de miroirs pour concentrer la lumière du soleil, générant des températures suffisamment élevées pour entraîner des turbines ou des moteurs à vapeur, qui, à leur tour, produisent de l'électricité. Au cœur de la centrale Khi Solar One, se trouve la chaudière thermo-solaire, haute de 205 mètres et entourée de 4.200 héliostats. Ceux-ci sont orientés de sorte à refléter les rayons du soleil vers le sommet de la tour. Chaque panneau est équipé d'un système autonome automatisé, avec un signal GPS qui indique l'heure exacte de la journée. Celui-ci détermine l'angle du soleil et se règle pour que la lumière soit reflétée vers le sommet de la tour.

La tour est remplie de tubes peints en noir pour absorber la chaleur dégagée par la réflexion. Ces tubes contiennent de l'eau sous haute pression, pompée dans le fleuve Orange. Lorsque les rayons du soleil sont reflétés sur les tubes, l'eau chauffe jusqu'à devenir de la vapeur. La température de la vapeur est ensuite portée à 500 degrés Celsius, ce qui crée une pression suffisante pour faire tourner la turbine et produire de l'électricité.

La tour possède un système de refroidissement à sec, une innovation dans l'énergie solaire concentrée. Les murs, a expliqué Drewes, ont des ouvertures qui laissent passer l'air, ce qui en fait à la fois une tour de chauffage et de refroidissement, selon les besoins.

L'énergie solaire concentrée est la seule énergie renouvelable qui puisse effectivement stocker de l'énergie. Khi Solar One a une capacité de stockage de deux heures – la plus longue du monde. Bien que cela semble court, l'avantage de l'énergie solaire concentrée est que l'offre peut être ajustée à la demande. S'il faut augmenter la capacité, il n'est pas nécessaire d'agrandir la tour. Il suffit d'accroître la surface des miroirs, ce qui, selon Kurt Drewes, est facile à réaliser.

Abebe Bikila

Marathonien

PERSONNEL D'*ADF*

Le parcours d'Abebe Bikila jusqu'à la célébrité internationale a commencé par accident. Abebe Bikila voulait disputer l'épreuve du marathon pour l'Éthiopie aux Jeux olympiques d'été de 1960 à Rome. Cependant, son meilleur temps personnel enregistré pour le marathon était meilleur que celui du record du monde de l'époque, ce qui laissait sceptiques les responsables de l'épreuve. Il fut écarté en faveur d'un autre coureur, qui par la suite se fit une fracture de la cheville en jouant au football. Abebe Bikila, qui était alors un simple soldat dans l'Armée impériale de Haïlé Sélassié, n'a été retenu dans l'équipe qu'à titre de remplacement de dernière minute.

Les chaussures de sport d'Abebe Bikila pour les Jeux olympiques n'étaient pas bien ajustées à ses pieds, lui causant des ampoules. Il a décidé de courir pieds nus, comme il l'avait souvent fait dans les hautes plaines d'Éthiopie. Même au sein du groupe de marathoniens élancés, Abebe Bikila ressortait nettement du lot. Avec ses pieds nus et sa constitution bien particulière — pour une taille de 1,78 mètres, il ne pesait que 57 kilos — il avait une silhouette bien singulière.

CORBIS

À moins de la moitié de l'épreuve de 42 kilomètres, Abebe Bikila et le Marocain Rhadi Ben Abdesselam s'étaient détachés du reste des coureurs. Au moment de son retour dans la ville, Abebe Bikila, avançant au clair de lune, avait pris de l'avance sur le Marocain. Il termina l'épreuve en 2 heures, 15 minutes et 16 secondes — établissant un record du monde. Pendant que les autres coureurs arrivaient les uns après les autres, claudiquant pour cause d'épuisement, Abebe Bikila s'étirait et esquissait même des pas de danse.

Les photos d'Abebe Bikila aux pieds nus en vinrent à symboliser l'ensemble des Jeux olympiques de 1960. En une seule course, il devint le plus célèbre Africain de la planète à cette époque. Il a été le premier Africain de l'Est à gagner une médaille olympique.

L'année suivante, Abebe Bikila a disputé des marathons en Grèce, au Japon et en Tchécoslovaquie. Il les remporta tous.

Cependant, Abebe Bikila n'allait pas en rester là. En 1964, 40 jours avant de disputer l'épreuve des Jeux olympiques d'été de Tokyo, il s'effondra de douleur à l'entraînement. Une appendicite aiguë fut diagnostiquée, et il dut être opéré sur le champ. On ne prévoyait pas qu'il puisse se rétablir à temps pour les Jeux olympiques.

Et pourtant il se rétablit, et il disputa à nouveau l'épreuve du marathon, cette fois-ci en portant des chaussures de sport. Et de même qu'en 1960, il commença à se détacher de la plupart de ses concurrents à environ mi-course. Après 30 kilomètres, il avait 40 secondes d'avance sur son concurrent le plus proche. Il finit en 2 heures, 12 minutes et 11 secondes — encore un record olympique — et avec une avance de plus de 4 minutes sur son plus proche concurrent. Il devint le premier homme à remporter le marathon olympique deux fois.

Quatre ans plus tard, en disputant le marathon des Jeux olympiques de Mexico, Abebe Bikila abandonna l'épreuve suite à une fracture du genou. Le vainqueur a déclaré plus tard qu'Abebe Bikila était parti pour remporter l'épreuve s'il n'avait pas été blessé.

Un an après, Abebe Bikila eut un accident de la route à Addis-Abeba après avoir perdu le contrôle de sa berline Volkswagen. Cet accident le rendit tétraplégique. Avec le temps, il regagna l'usage de ses bras et reprit la compétition, cette fois-ci dans la discipline de la course en fauteuil roulant. En 1973, à l'âge de 41 ans, il décéda d'une hémorragie cérébrale, une complication liée à son accident de voiture. Environ 75.000 personnes assistèrent à ses funérailles.

Aujourd'hui, les coureurs de fond africains constituent l'élite mondiale — 13 Africains ont remporté des médailles à l'épreuve du marathon hommes depuis Abebe Bikila. Les Africains dominent encore davantage dans les épreuves du 10.000 mètres et du 5.000 mètres, de même que les Africaines.

L'homme aux pieds nus originaire d'Éthiopie leur a ouvert le chemin.

INDICES

un

Ce complexe était la demeure des souverains du royaume d'Emyrne aux 17ème et 18ème siècles.

deux

Pendant le règne du roi Andrianampoinimerina, à la fin du 18ème siècle, les bâtiments étaient au nombre de 20. À la fin du 20ème siècle, ils n'étaient plus que 11.

trois

La structure la plus grande et la plus imposante était connue sous le nom de « Palais de la Reine », d'après la reine Ranavalona I.

quatre

En 1995, un incendie a détruit ou endommagé toutes les structures du site, mais le Palais de la Reine et d'autres bâtiments ont été restaurés.

RÉPONSE : Le Rova d'Antananarivo à Madagascar

ISTOCK

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

VEER

adf AFRICA DEFENSE FORUM